

L'agression dans une banque parisienne

DEUX BANDITS ONT PRIS LA FUITE EN EMPORTANT 1 MILLION DE FRANCS

LIRE PAGE 13

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.20 F

Algérie, 1 Dh; Maroc, 1 Dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 1 B.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; France, 15 fr.; Italie, 45 lire; Liban, 125 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,85 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,80 fr.; U.S.A., 60 cts.; Belgique, à 2 dir.

Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES YVETAINS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Officiel Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DU JOUR

La nouvelle baisse du dollar

La chute du dollar sur le marché des changes s'est accélérée ces jours-ci dans une atmosphère qui rappelle la crise de juillet 1973. Les cours de la monnaie américaine ont crevé leurs planchers antérieurs par rapport au franc suisse, au franc belge et au florin ; ils s'en sont rapprochés par rapport au deutschemark, tombant à 2,28 deutschemark, chiffre à comparer aux 2,23 deutschemark d'il y a un peu plus de dix-huit mois, avant la reprise consécutive à la guerre d'octobre et au quadruplement du prix du pétrole.

A l'époque de ce nouvel effondrement, on retrouve la crise de confiance dans le sort du dollar. Certaines raisons sont d'ordre mécanique, comme la baisse très rapide des taux d'intérêt outre-Atlantique, qui incite les capitaux internationaux et les pétrodollars à fuir les marchés financiers américains pour profiter des rémunérations plus satisfaisantes offertes par l'Europe. D'autres sont d'ordre économique : l'inflation persistante aux Etats-Unis, accompagnée d'une récession grandissante d'un déficit commercial toujours important et d'un déficit budgétaire qui va atteindre un niveau record. Les dernières sont d'ordre psychologique ; à cet égard, le désaccord presque total entre le président Gerald Ford et le Congrès crée un malaise de plus en plus perceptible chez les partenaires du « géant » américain.

Faut-il, dès lors, s'attendre que les partenaires se montrent de plus en plus soucieux ? Les pays producteurs de pétrole envisagent sérieusement d'abandonner le dollar comme unité de compte, sinon comme moyen de paiement. Quant aux pays consommateurs, après avoir accueilli avec une jubilation discrète la baisse continue de la monnaie américaine dans la mesure où elle allège la charge de leur déficit, ils commencent à redouter la concurrence des exportations d'outre-Atlantique, qui menacent les leurs, comme cela s'était produit au printemps de 1973.

Jusqu'à présent, le gouvernement américain a accueilli avec calme ces réminiscences. Sans doute, renouant à l'attitude de « tranquille insouciance » qu'il affichait auparavant, a-t-il autorisé à soutenir le dollar en liaison avec les banques centrales d'Allemagne, fédérale et de Suisse. Mais les résultats obtenus sont bien maigres. Aussi attend-il avec confiance le retournement de la conjoncture aux Etats-Unis : le rythme de l'inflation se ralentit, le déficit commercial peut diminuer et la reprise économique se déclencher dès le second semestre. Alors le dollar redeviendra une monnaie recherchée.

Refrain connu. Chose curieuse, les milieux financiers internationaux se demandent s'il n'en sera pas effectivement ainsi. Sur les marchés des changes, les opérateurs, désormais sur la réserve, s'interrogent sur la nature des ventes qui pèsent sur le dollar. Au cas où elles émaneraient de spéculateurs à découvert, ils se remémorent le renversement de tendance qui suivit la crise de 1973 et vit le dollar passer à Paris de 2,35 F à 5,30 F en six mois. A Vienne, les membres de l'OPEP ont ajourné toute décision concernant la monnaie américaine, de peur d'être pénalisés en cas de remontée des cours. En matière de changes, les prévisions sont si difficiles que les meilleurs experts s'y sont brisés les doigts. Cette fois encore le mot d'ordre est à la prudence.

A Berlin-Ouest

LES RAVISSEURS DU PRÉSIDENT DE LA C.D.U. EXIGENT LA LIBÉRATION DE DÉTENU D'EXTRÊME GAUCHE

(Lire page 3.)

ACCORD HISTORIQUE A LOMÉ

Les Neuf garantissent à quarante-six pays du tiers-monde la stabilité de leurs recettes d'exportations

La C.E.E. promet une aide de 16 milliards de F

La convention liant pour cinq ans la Communauté européenne à quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), a été signée solennellement ce vendredi 28 février à Lomé, capitale du Togo, en présence des représentants ministériels des Neuf pays de la C.E.E. ainsi que de MM. Ortolé et Cheysson, pour la Commission de Bruxelles. Les quarante-six pays A.C.P. comptent une population de deux cent soixante-huit millions d'habitants ; la Communauté européenne est de loin leur premier partenaire commercial.

La convention de Lomé prévoit un système de coopération complexe mettant en œuvre tous les instruments d'aide au développement, de coopération commerciale industrielle et technique, assistance financière... Elle garantit, en particulier, aux « Quarante-Six » la stabilité de leurs recettes d'exportations contre les risques de mauvaises récoltes ou de chute des cours. Elle entraîne en outre une assistance financière de 16,5 milliards de francs.

L'accord de Lomé, qui amplifie la convention de Yaoundé liant depuis 1964 la C.E.E. à dix-neuf pays africains, tous francophones à l'exception de la Somalie, entrera en vigueur après sa ratification par les pays concernés, probablement à la fin de 1975. D'ici là, un accord intérimaire devrait être conclu pour rendre possible l'application anticipée des dispositions commerciales prévues par le texte : « La conclusion de cette convention prouve qu'il est possible d'assurer la difficile naissance d'un nouvel ordre mondial par la voie de la coopération et non de la confrontation », a commenté M. Ortolé, président de la Commission européenne.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — « Cet accord est unique au monde, unique dans l'histoire ; c'est la première fois qu'un continent entier se lie collectivement, après avoir négocié au ensemble de problèmes complexes, avec des pays industrialisés. » La satisfaction manifestée par M. Claude Cheysson, commissaire européen compétent pour la politique d'aide au développement, est d'autant plus légitime que le résultat atteint était loin d'être évident lorsque fut donné, le 28 février 1973, le coup d'envoi à la négociation C.E.E.-A.C.P.

La situation était alors la suivante : les dix-neuf pays signataires de la Convention de Yaoundé souhaitaient que celle-ci soit renouvelée après son expiration le 31 janvier 1976. Ils acceptaient qu'elle soit dirigée aux pays en voie de développement indépendants et anglophones de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à une condition tou-

tefois : que les avantages jusqu'alors consentis aux associés de la C.E.E. ne s'en trouvent pas amoindris. La position des autres pays concernés par l'affaire était moins claire. Les Britanniques, qui étaient entrés dans la Communauté depuis quelques mois, avaient fait reconnaître en négociant leur adhésion la « vocation à l'association » des pays peu développés du Commonwealth.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 37.)

Après le voyage de M. Giscard d'Estaing à Marseille

L'État va conclure avec plusieurs villes des accords sur la situation des immigrés

La visite, jeudi, de M. Giscard d'Estaing à Marseille, fête de pont de l'immigration africaine vers la France et les pays européens, a été l'occasion d'annoncer l'extension à d'autres agglomérations (Grenoble, Lille, Roubaix, Nice et bientôt des départements entiers de la région parisienne) de l'expérience-pilote d'intégration sociale des communautés étrangères, menée dans la métropole phocéenne. Un programme pluri-annuel de « coopération contractuelle » entre l'Etat et les collectivités locales a été examiné dans ses grandes lignes par le chef de l'Etat et M. Gaston Defferre, le prévient diverses réalisations à moyen terme

en faveur des immigrés. Il sera rendu public avant le voyage, début avril, du président de la République en Algérie.

L'entrevue de M. Valéry Giscard d'Estaing et du maire de Marseille, quelques heures seulement avant la réunion du comité de liaison de la gauche, qui n'avait plus séjourné depuis le 28 juin, n'a pas manqué de susciter commentaires et appréciations, la manière dont le président de la République a été reçu par M. Defferre, qui est aussi président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, suscite les communistes, à « créer l'illusion d'un dialogue possible ».

Après la suspension de l'immigration en juillet 1974, le gouvernement français avait adopté, le 9 octobre dernier, un programme d'action en vingt-cinq points visant à l'amélioration de l'accueil et de la formation des travailleurs étrangers. En se rendant à Marseille, le président de la République a entendu souligner l'un des aspects nouveaux de cette stratégie, qui fait largement appel à la collaboration des collectivités locales, nouveau ter de lance d'un action sociale sur le terrain.

Marseille apparaît, en effet, comme un test, comme une ville-pilote dans l'expérience qui est en cours, en vue d'une meilleure intégration des populations étrangères dans le tissu urbain. D'ores et déjà d'autres exemples de « coopération contractuelle » entre l'Etat et les municipalités sont annoncés. Lors de sa visite dans le département du Nord, en décembre dernier, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, a proposé à M. Arthur Nohard, député socialiste et président de la communauté urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, ainsi qu'aux maires de la région, une formule similaire.

JEAN BENOIT.

(Lire la suite page 9.)

Pour le P.C., l'entrevue du président de la République avec M. Defferre tend à créer « l'illusion d'un dialogue possible »

M. Giscard d'Estaing n'a pas attendu longtemps pour lancer un autre de ces vastes débats nationaux dont il avait l'habitude, dans son allocution télévisée, souhaité l'ouverture. L'objectif premier de la visite présidentielle à Marseille était bien de sensibiliser l'opinion à la situation des immigrés, comme le chef de l'Etat se propose de le faire, par d'autres moyens, sur les problèmes de l'entreprise, du divorce, de l'éducation, ou comme il l'a fait à propos des villes nouvelles en réunissant le conseil des ministres à Evry. Ces déplacements inopinés du chef de l'Etat ont avant tout, souligné-t-on à l'Élysée, une fonction pédagogique : en suscitant la curiosité, puis l'attention de la population sur plusieurs questions controversées, M. Giscard d'Estaing veut obtenir que les réformes entreprises dans chacun de ces domaines reposent sur l'assentiment actif des Français. Le président

de la République entend modifier, en priorité, les comportements humains, avant d'agir sur les structures sociales.

A l'égard des prisonniers, auxquels le chef de l'Etat a rendu visite à Lyon le 10 août dernier, et des personnes âgées, que M. et Mme Giscard d'Estaing ont rencontrées à l'hôpital d'Evry le 1^{er} janvier, les travailleurs immigrés appartiennent à l'une des catégories les plus défavorisées.

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

FAUX-SEMBLANT

La sollicitude du chef de l'Etat envers les travailleurs immigrés est à marquer au crédit de M. Giscard d'Estaing, qui s'est symboliquement rendu à Marseille pour les regarder au fond des yeux.

En a-t-il profité pour faire sa cour à M. Defferre en s'invitant sur la Canaille à défaut de recevoir la gauche à l'Élysée ? Il est après tout normal qu'un maître repêche le premier magistrat de France, d'autant que, par ailleurs, l'opposition a souvent été traitée comme un travailleur immigré par la République.

La seule chose qui pouvait inquiéter les partenaires communistes de l'union de la gauche, c'est que le maître de Marseille n'a rien d'un travailleur immigré.

Mais ce n'est pas nouveau. Et M. Defferre, qui le sait bien, a toujours affirmé bien haut qu'il n'était pas candidat à l'immigration politique.

BERNARD CHAPUIS.

Crime et idéologie

par ALFRED GROSSER

Quand on séjourne aux Etats-Unis, on entend encore sans cesse parler du Watergate, avec, trop souvent, la conclusion : « Nixon était coupable, il a dû partir. Un gang se trouvait au sommet du pouvoir. Il n'y est plus. Notre système n'est pas en cause, encore moins l'idéologie qui le sous-tend. »

Quand on revient en France, on tombe de nouveau sur le lassant débat dont l'un des protagonistes finit toujours par dire : « Staline a commis des crimes, mais le système politique et social de l'U.R.S.S. n'est pas en cause, encore moins l'idéologie qui le fonde. »

Dans un sens, c'est vrai : comme catalogues de valeurs, peu d'idéologies sont génératrices de crimes. Le credo américain se réfère à la liberté de l'individu et à l'égalitarisme démocratique. Le marxisme est une éthique, puisque ses analyses sont menées dans la perspective de libérations à accomplir et d'égalités à établir. De même, qui dénierait au christianisme sa visée de justice et d'amour ? Le nazisme, lui, était bien d'un autre ordre, puisque, à partir du double principe de la soumission absolue au chef et de la domination justifiée d'une « race » sur toutes les autres, il portait d'emblée en lui l'arbitraire et la barbarie.

Mais on ne peut s'en tenir là. L'idéologie américaine, c'est aussi la quête de l'argent, du profit, de la possession, de la réussite individuelle. Sans ce culte, comment expliquer tant d'« accidents », tant de scandales révélateurs de tant de violations permanentes des grands principes proclamés ?

L'idéologie catholique, c'est aussi des siècles de condamnations meurtrières. Aujourd'hui, l'Eglise se rend compte des crimes accomplis ou provoqués à partir d'un « Dieu le vert » transférant le symbole de la croix du crucifix à la poignée de l'épée. Et tant que « Les Juifs ont tué Jésus » n'aura pas été remplacé, dans tous les catéchismes, par « Jésus était Juif », l'idéologie chargée par l'Eglise demeurera meurtrière en puissance.

L'idéologie marxiste, c'est aussi la simplification qui donne la bonne conscience nécessaire à l'assimilation de l'ennemi c'est encore, et surtout, la terrible confusion, à partir de la notion privilégiée de propriété des moyens de production, entre pouvoir politique, pouvoir économique, pouvoir social.

Terrible parce qu'il en est résulté, partout où le marxisme a triomphé, un accaparement de tous les pouvoirs par un ou quelques hommes. Les masses ne s'étaient pas libérées pas une conséquence nécessaire du marxisme, mais le marxisme nous doit toujours la justification théorique de contre-pouvoirs fautes desquels l'autorité peut trop aisément se transformer en tyrannie, et la tyrannie en terreur.

On nous dit que la terreur stalinienne fut un accident du communisme, né d'une certaine histoire, de certaines circonstances, de certaines forces politiques et d'un certain type d'Etat. Mais, précisément, dans quelle mesure ces forces et ce type d'Etat n'étaient-ils pas, ne sont-ils pas liés à une idéologie, qui confère à une classe la mission d'accomplir l'histoire et donne vocation à un parti de parler et d'agir au nom de cette classe ?

La moindre analyse montre qu'alors le ou les chefs du parti se trouvent détenir tous les pouvoirs, y compris celui de formuler la Vérité, de désigner et de punir les hérétiques. Même aux époques des croisades et de

l'Inquisition, les papes ne possédaient pas ainsi la totalité de la puissance qu'un homme peut exercer sur les autres membres d'une société.

On est en droit de considérer que le capitalisme est générateur de violences structurelles et, en quelque sorte, de crimes permanents. Mais il n'en résulte aucunement que soit acceptable pour autant le risque de totalitarisme qu'entraîne toute structure fondée sur une idéologie de la Vérité incarnée dans un homme, dans une institution ou dans un groupe, toute structure qui ne comporte pas la possibilité permanente de la divergence ni de contre-pouvoirs institutionnalisés.

Ce serait, en effet, accepter l'instrument permettant des crimes — qui seraient alors non pas inévitables, mais tout de même fort probables. C'est ce que se disent aujourd'hui les socialistes portugais. C'est d'ailleurs aussi ce qui est écrit dans le programme commun.

< AGUIRE », DE WERNER HERZOG

Le souffle froid de la tragédie

A travers la forêt vierge, un fleuve aux eaux tourmentées entraîne un radeau. Sur ce radeau, des soldats casqués, revêtus de cuir-

rosse, deux femmes, pour lesquelles on a confectionné une literie, un moine, quelques Indiens esclaves, un cheval encapsonné, un canon. Nous sommes en 1560. Une petite troupe d'aventuriers espagnols croit voguer vers le pays de l'or, le fabuleux Eldorado. A sa tête, un homme tordu, au regard magnétique, qui a rejeté l'autorité du roi d'Espagne et formé le projet de s'approprier les terres immenses qui s'ouvrent devant lui. Il se nomme Lope de Aguirre, et se fait appeler « le colère de Dieu ».

Révoltes, meurtres, naufrages, exécutions capitales, ambuscades tendues par les Indiens de la forêt : l'aventure est continuellement présente dans ce film du réalisateur allemand Werner Herzog. Mais elle n'en constitue que l'accès, le vrai sujet du film est la folie.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 28.)

le mut de Cartier
Paris

سكزا من الأصل

ASIE

Cambodge

M. Chou En-lai prédit une rapide victoire des révolutionnaires

Le gouvernement d'union nationale du Cambodge (le CRUNG), le Front d'union nationale (le FUNC) et les forces armées populaires de libération ont tenu, lundi 24 et mardi 25 février, leur second congrès national, indiqué un communiqué. Les débats étaient présidés par M. Khieu Samphan, le chef de la résistance intérieure. Il a été décidé de « mettre fin coûte que coûte à l'existence des sept traités injustes et nuisibles ». Les révolutionnaires se disent prêts à accueillir toutes les autres personnalités, tous les autres fonctionnaires et officiers, « dès qu'ils cessent leurs activités avec les sept traités ». Ils récomposent « éphémère tous les combattants qui retourneront leurs armes contre l'ennemi ». Le Congrès a décidé que le CRUNG allait battre monnaie. Il lance un nouvel appel aux étrangers pour qu'ils quittent le Cambodge, afin d'éviter les « accidents fortuits ».

Le prince Sihanouk, dans une interview à l'A.P., rapporte des propos que M. Chou En-lai lui a tenus lors de leur rencontre du 24 février dans un hôpital de Phnom-Penh. « Les choses n'ont rien de très bien marcher pour vous, je vois en fait. Je peux vous préciser que les choses vont se précipiter, et que vous allez gagner dans très peu de temps », a dit le premier ministre chinois.

qui, en novembre 1974, a conseillé à M. Kissinger de mettre fin à l'intervention américaine dans la guerre, mais n'a pas été écouté. Le prince indique aussi que les Khmers rouges lui ont demandé d'être, après la victoire, chef d'Etat à vie. Lors de son séjour à Hanoi, au début de février, il s'est, d'autre part, entretenu avec les Nord-Vietnamiens pour que, en réponse au pont aérien américain, ceux-ci renforcent le « pont terrestre » qui, via la R.D.V., permet l'acheminement de matériel chinois au Cambodge. Se refusant à prédire une date précise pour sa victoire — « contrairement à son Nôl, j'ai toujours détesté les astrologues », — le prince pense qu'elle interviendra, soit cette année, soit l'an prochain. Le président du FUNC, en réponse à une lettre du Comité international professionnel pour la sauvegarde des journaux et des missions étrangères, a d'autre part, répété qu'aucun correspondant ne se trouve dans les zones tenues par les révolutionnaires.

Sur le plan militaire, les républicains viennent de subir deux revers. Après sept semaines de combats, malgré l'intervention de l'aviation, la position de Tuol-Leng est tombée jeudi, située à 10 kilomètres à l'ouest de l'aéroport de la capitale, elle était un des maillons importants de la défense du seul « poumon » qui reste encore au régime Lon Nol. Une contre-offensive est en cours pour reprendre cette position. Six mille khmers rouges opèrent dans ce secteur. D'autre part, les révolutionnaires ont enlevé la position de Prek-Laeong, à kilomètres au nord de Phnom-Penh. Ils ont coulé les bateaux envoyés dans ce secteur, et ont, jeudi, tiré des roquettes tout près du palais présidentiel. Le pont aérien entre Saigon et Phnom-Penh fonctionne à plein depuis jeudi : les C-119 et les DC-8 arrivent sans cesse, les réacteurs restent en marche pendant le déchargement, pour gagner du temps et permettre un décollage immédiat en cas d'attaque à la roquette.

● A WASHINGTON, les dirigeants maintiennent leur pression sur le Congrès afin d'obtenir des crédits supplémentaires pour Phnom-Penh. Dans une lettre ouverte à M. Ford et aux élus, publiée par *New York Times*, le prince Sihanouk écrit que ces crédits ne pourraient que « prolonger le régime Lon Nol de quelques semaines ». Le sénateur McGovern déclare quant à lui : « Le remplacement du gouvernement Lon Nol ne signifie pas nécessairement la mort du Cambodge, qui pourrait bien se porter mieux sans lui ». Il demande à ses collègues de refuser tous crédits pour Phnom-Penh et Saigon. *The New York Times* estime pour sa part « choquante » l'indifférence à la souffrance humaine de l'administration Ford, et demande à Washington de laisser les Khmers décider leur avenir politique. — (A.F.P., A.P., Reuter).

Les trois dimensions de l'enjeu khmer

Les dirigeants américains s'efforcent, non sans raison : chaque saison sèche vaut à leurs alliés cambodgiens des déboires de plus en plus cruels ; cette année, pourtant, parce que les Khmers rouges se sont renforcés, parce que les troupes de Phnom-Penh sont insuffisantes et manquent de moral, parce que le Congrès républicain a voté des crédits, MM. Ford et Kissinger, Schlesinger, parlent de possible catastrophe. Lorsque le Mékong déborderait, les appâts, l'effacement à tous les points de vue, du régime Lon Nol ne peut être ni par personne. Même si, pour les révolutionnaires, cette saison sèche n'est pas forcément « la bonne », l'offensive, déclenchée le 1^{er} janvier, peut déjà être considérée comme un succès. Elle a aussi contraint les Américains à intervenir directement — chaque demi-heure, pourrait-on dire, selon le rythme du pont aérien. La mise en place de ce double pont (Vietnam-Cambodge, Thaïlande-Cambodge) en dit long sur la dépendance à l'égard de l'étranger de ce que M. Ford appelle un peuple ami, et qui est surtout un groupuscule de dirigeants vivant au milieu d'une masse de réfugiés, d'attendants et de partisans clandestins du prince Sihanouk.

Si l'essentiel américain s'inquiète tant, c'est parce que l'enjeu khmer a plusieurs dimensions.

1) La dimension proprement cambodgienne est la plus évidente. En moins de cinq ans, sont nées d'une révolution, une organisation politique, une armée, qui demeurent les moins connues de l'Indochine. Le mouvement est dirigé par le prince Sihanouk — par des hommes volontiers qualifiés de « bandits » au département d'Etat, mais dont l'un a fait une thèse sur l'agriculture khmère, un autre sur les questions d'industrialisation, un autre des études à Polytechnique.

Ce noyau marxiste, qui paraît capable de prendre en main le pays, est parvenu, sans aviation, sans D.C.A., quasiment sans blindés, sans artillerie importante, à briser la politique américaine de « khmériation », l'équivalent cambodgien de la « vietnamisation ». Il a, au sens strict du mot, « encerclé les villes par les campagnes ». Son nationalisme n'est plus à démentir : sa présence, largement justifiée — à l'égard de Moscou, ne signifie pas qu'il soit allié sur Pékin. La thèse d'une manipulation par Hanoi n'est même plus défendue à Washington, et l'on ne parle même plus guère du gouvernement en exil en Chine : c'est sur place que les « rouges » sont à l'œuvre, bien plus que dans leur antenne pékinoise. Or ces révolutionnaires, contrairement à leurs amis vietnamiens et laotiens, sont montés jusqu'à présent décidés à valser sans compromission, sans accord de Paris, sans accord de Vientiane ».

une dette militaire et politique américaine. Les G.I.'s combattent plus depuis longtemps au Cambodge ; cependant, la stratégie de Phnom-Penh — les défenses de la capitale sont en grande partie aux mains de conseillers « venus des Etats-Unis — est une stratégie américaine : celle de la « doctrine Nixon », selon laquelle des Asiatiques amis (ou d'autres « amis » du tiers-monde) doivent se battre, avec l'assistance de Washington, contre leurs compatriotes « rebelles ». Cette stratégie coûte cher (en dollars), mais elle doit en principe réduire au maximum l'engagement physique des Américains sur le terrain. Elle doit prouver que les « locaux » sont à même de se défendre contre la « subversion ». Elle présume aussi que Moscou, voire Pékin, acceptent de jouer le jeu. Elle a pour corollaire la « gel » de la situation dans le tiers-monde.

Sans doute les dirigeants américains ont-ils conscience de cette dimension du conflit lorsqu'ils supplient le Congrès de voter les crédits en faveur du marché Lon Nol. Car le Cambodge peut devenir un très « mauvais exemple » : si l'armée américaine ne peut l'emporter, en Indochine ou ailleurs, si les armées « alliées » ne suffisent pas non plus à la tâche, qui défendra les marchés que les Etats-Unis cherchent à garder outre-océan ?

2) La dimension mondiale du conflit cambodgien ne peut non plus être négligée. Non que la chute du régime khmer doive entraîner celle des « démocraties » sud-coréennes, indonésiennes, etc. (la prince Sihanouk est peut-être trop optimiste à ce propos) : mais l'effondrement du régime Lon Nol équivalra à

AMÉRIQUES

Chili

LA GRANDE-BRETAGNE NE PARTICIPE PAS A LA RENÉGIATION DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Le gouvernement britannique ne prendra pas part à la réunion du Club de Paris, qui devrait se tenir à la fin de l'année dans la capitale française, pour débattre de la consolidation de la dette extérieure chilienne. M. Denis Healey, chancelier de l'Échiquier, a déclaré aux Communes que le gouvernement travailliste était décidé à boycotter cette réunion. Il entend ainsi protester contre les violations des droits de l'homme commis au Chili. L'Italie avait déjà refusé d'assister à la réunion qui s'était tenue au printemps de 1974 à Paris sur le même sujet. Le Subde pour l'Économie a déclaré, au cours d'un entretien, qu'il n'est pas prêt de participer prochainement à la réunion, elle aussi, son abstention.

D'autre part, la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui s'assemblait à Genève, a décidé de préconiser l'envoi au Chili d'une commission d'enquête. Le représentant du Chili a accepté cette proposition, cette solution, nous indique notre correspondant Isabelle Vignac, a été présentée à une condamnation pure et simple, qui aurait été de peu d'efficacité pour aider les détenus chiliens et tous ceux dont la liberté est menacée par le régime du général Pinochet.

PROCHE-ORIENT

Israël

Une avalanche de scandales financiers s'abat sur le pays

Jérusalem. — Le moment n'est guère propice au début qui va suivre à la Knesset sur l'aide financière — un prêt de 50 millions de livres — demandé à l'Etat par les partis politiques. Le prêt est général. Comment les partis peuvent-ils songer à prêter — même à titre de prêt — une partie, si minime soit-elle, des fonds publics, alors que le gouvernement vient de décider, un peu à la légère, de débloquer des milliards de dollars, d'élargir les charges fiscales déjà écrasantes ?

Le parti travailliste et le Herout, force principale au sein du front du Likoud, sont parvenus d'accord pour demander à l'Etat de rembourser le trésorier en perdition. Les petits partis, heureux de l'aubaine, se font à la Knesset, les porte-parole de l'indignation populaire avec d'autant plus d'enthousiasme qu'un financement éventuel au prorata des mandats ne leur laisserait que des lettres de gîte à partager.

La rubrique du courrier des lecteurs des journaux est pleine de lettres véhémentes où le mot « scandale » revient sans cesse.

M. Israël Kargman, président de la fraction travailliste à la Knesset, fait front aux innombrables attaques dans une réponse à l'écrivain Aharon Megged, qui, dans le *Davar*, avait affirmé qu'il pouvait fort bien se passer de partis si ceux-ci ne peuvent survivre à leur manque de fonds, tout en restant un bon et fidèle citoyen. Si les partis n'existaient plus, déclare M. Kargman, les *servants* et *journalistes* libres comme M. Megged seraient contraints d'envoyer clandestinement leur prose... dans les pays où les partis existent encore.

Les arguments des dirigeants travaillistes et du Herout, que préside M. Menahem Begin, selon lesquels la démocratie en Israël serait gravement menacée si l'aide de l'Etat leur était refusée, auraient été mieux accueillis par l'opinion sans l'inévitable série de scandales financiers qui s'abattent en cascade sur le pays.

Ces jours-ci, les journaux sont pleins de photos d'un homme que, naguère, on voyait, dans ces mêmes journaux, souriant aux côtés de M. Pinhas Sapir, alors ministre des finances, et de baron Edmond de Rothschild, aujourd'hui, les photos montrent le même personnage, entouré de policiers, devant un juge ; il s'agit de M. Mikhaïl Tsour, qui avait de nombreux titres : directeur général de la société d'investissements Israël Corporation, dont le président est M. Edmond de Rothschild ; directeur général de la compagnie de navigation Zim ; membre du conseil d'administration de plusieurs grosses sociétés semi-nationales. Il lui était primitivement reproché d'avoir fait, pour le compte de plusieurs de ses sociétés, des placements par l'entremise de la Banque de crédit de Genève, qui se sont révélés catastrophiques. Il est maintenant accusé de nombreux détournements, et d'avoir frauduleusement transféré à l'étranger plusieurs centaines de milliers de dollars.

Le directeur général de Solai Boneh, grosse entreprise de travaux publics, créée par le contrat syndical Hissadrouh, a été abandonné démissionnaire, et d'avoir frauduleusement transféré à l'étranger plusieurs centaines de milliers de dollars.

Ces deux scandales palestiniens avaient été reçus jeudi au Caire par M. Israël Rabin, ministre égyptien des affaires étrangères. Ils l'avaient informé de la décision de l'O.L.P. d'envoyer une délégation pour s'entretenir avec le président Sadate.

D'autre part, M. Kaddoumi a déclaré jeudi : « Les Etats-Unis continuent à exercer des pressions

Egypte

N'APPRECIANT PAS LES PRISES DE POSITION DE L'ORGANISATION PALESTINIENNE

Le président Sadate refuse de recevoir une délégation de l'O.L.P.

Le président Sadate n'a pas apparemment, semble-t-il, l'attitude de l'O.L.P. qui, dans un message à la nation arabe, avait mis en garde mercredi 26 février les dirigeants arabes contre toute acceptation d'un règlement partiel qui ne serait qu'une solution de compromis. Le chef de l'Etat égyptien a refusé, en effet, jeudi, de recevoir une délégation de l'O.L.P. et a demandé « que le comité exécutif de cette organisation vienne et complet s'il veut entamer un dialogue sur l'importe quel problème concernant la cause palestinienne ».

Ce refus a été qualifié de « regrettable » par M. Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., qui dure et s'aggrave profondément avant de prendre une décision aussi délicate.

Après avoir indiqué qu'il se sentait « l'atmosphère qui prévaut actuellement ne permet pas d'entamer un dialogue » avec l'Égypte, M. Kaddoumi a ajouté : « Nous avons décidé de remettre ce dialogue à plus tard » et d'attendre « de nouvelles circonstances plus propices ».

M. Kaddoumi devait diriger la délégation que l'O.L.P. avait décidé d'envoyer au Caire en vue d'entamer le dialogue ; en ce qui concerne la question palestinienne et les derniers développements dans la région.

D'autre part, l'agence palestinienne Wafa indique que M. Saïd Samat, adjoint au chef du département politique de l'O.L.P., et Rabbî Awad, représentant du Fatah au Caire, ont été « appelés en consultation » à Beyrouth par le comité exécutif de l'O.L.P.

Ces deux dirigeants palestiniens avaient été reçus jeudi au Caire par M. Israël Rabin, ministre égyptien des affaires étrangères. Ils l'avaient informé de la décision de l'O.L.P. d'envoyer une délégation pour s'entretenir avec le président Sadate.

D'autre part, M. Kaddoumi a déclaré jeudi : « Les Etats-Unis continuent à exercer des pressions

Ruanda

LA COMMISSION MIXTE FRANCO-RWANDAISE

La commission mixte franco-rwandaïse s'est réunie à Paris mardi et mercredi 26 et 27 janvier en présence de MM. Aloys Nsabijije, ministre rwandaïse des affaires étrangères, et Pierre Abelin, ministre français de la coopération. Le montant de l'aide française au Rwanda pour les trois prochaines années s'élève à 110 millions de francs.

Union soviétique

UN PROTOCOLE D'ACCORD COMMERCIAL SOVIÉTO-ÉGYPTIEN

Un protocole d'accord commercial soviéto-égyptien pour 1975 a été signé, le 27 février, à Moscou. Il accroît de 10 % les échanges. — (Reuter).

Vietnam du Sud

M. TRAN VAN LAN, président du Sénat

M. TRAN VAN LAN, président du Sénat, ancien ministre des affaires étrangères du Vietnam du Sud (Saïgon) est arrivé, jeudi 27 février, à Paris, où il compte rencontrer MM. Poher et E. Faure, et des parlementaires membres de l'Association France-Vietnam.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Documentaire M. sur demande à : M. Bouchard Père & Fils

Depuis 1781 négociants en Cognac, 65 boulevard de la République, 44100 Nantes (4 lignes groupées)

Artis Ménagers : Stand 47 - Niveau 5 - Façade Perronné - Allée C

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI TRAVAILLISTE sur le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, initialement prévu à Blackpool, se tiendra le 17 et 18 à Londres, à l'Alexandria Palace. — (A.F.P.)

Japon

M. FRANÇOIS MITTERRAND effectuera, à partir du 3 mars, une visite de trois jours au Japon, à l'invitation de la Fédération des maires japonais.

L'EMPEREUR HIROHITO et l'impératrice Nagako se rendront en visite officielle aux Etats-Unis le 10 octobre prochain — on de source autorisée à Tokyo. — (Reuter.)

R. F. A.

L'ASSOCIATION DES AVOUÉS DE STUTTGART a exclu, jeudi 27 février, M. Klaus Croissant, défenseur du groupe Bader-Meinhold, pour avoir porté préjudice à la profession » en déclarant, peu après le décès en cellule de Holger Meins, mort le 19 novembre 1974 des suites d'une grève de la faim de cinquante-six jours,

Ruanda

LA COMMISSION MIXTE FRANCO-RWANDAISE s'est réunie à Paris mardi et mercredi 26 et 27 janvier en présence de MM. Aloys Nsabijije, ministre rwandaïse des affaires étrangères, et Pierre Abelin, ministre français de la coopération. Le montant de l'aide française au Rwanda pour les trois prochaines années s'élève à 110 millions de francs.

Union soviétique

UN PROTOCOLE D'ACCORD COMMERCIAL SOVIÉTO-ÉGYPTIEN pour 1975 a été signé, le 27 février, à Moscou. Il accroît de 10 % les échanges. — (Reuter).

Vietnam du Sud

M. TRAN VAN LAN, président du Sénat, ancien ministre des affaires étrangères du Vietnam du Sud (Saïgon) est arrivé, jeudi 27 février, à Paris, où il compte rencontrer MM. Poher et E. Faure, et des parlementaires membres de l'Association France-Vietnam.

Je suis 1.50

Israël
Caudales financiers s'abat sur le pays

De notre correspondant... Les caudales financières s'abat sur le pays... Les caudales financières s'abat sur le pays...

Egypte
N'appréciant pas les prises de position de l'organisation palestinienne

Le président Sadate refuse de recevoir une délégation de l'O.L.P. Le président Sadate refuse de recevoir une délégation de l'O.L.P. Le président Sadate refuse de recevoir une délégation de l'O.L.P.

Le refus du recensement

Deux ans après, les conséquences de cette « guerre des panneaux » continuent de se faire vivement sentir dans la politique locale. M. Sims, le président de la région de la Yougoslavie, on se trouve en effet en territoire bilingue. L'expression sonne désagréablement aux oreilles...

Travers le monde

- Israël
Egypte
Union soviétique
Vietnam du Sud

Autriche

Le problème de la minorité slovène domine les élections dans le Land de Carinthie

Des élections se dérouleront le dimanche 2 mars, dans le Land de Carinthie, pour le renouvellement de la Diète locale. Cette consultation partielle, l'avant-dernière avant les élections générales d'octobre, revêt une importance particulière en raison du rôle joué dans la campagne par la question slovène.

Vienna. — Un drapeau autrichien et un drapeau du Land de Carinthie claquent au vent. Bravant un froid glacial, deux cents à trois cents habitants du village d'Eberndorf, engoncés dans leur loden du dimanche, sont venus écouter le discours électoral de leur Landeshauptmann (chef de gouvernement), M. Leopold Wagner.

Le refus de recensement

Deux ans après, les conséquences de cette « guerre des panneaux » continuent de se faire vivement sentir dans la politique locale. M. Sims, le président de la région de la Yougoslavie, on se trouve en effet en territoire bilingue. L'expression sonne désagréablement aux oreilles...

DEUX JOURS AVANT LES ÉLECTIONS DE BERLIN-OUEST

Les ravisseurs de M. Peter Lorenz exigent la libération de détenus d'extrême gauche

Les ravisseurs de M. Peter Lorenz, président de la C.D.U.-Ouest berlinoise, viennent de préciser leurs exigences dans une lettre adressée au bureau de l'agence de presse allemande C.P.A. Ils entendent obtenir : — La libération de l'ex-avocat Horst Mahler, cofondateur du groupe Baader-Meinhoff, actuellement détenu, et de Verena Becker, membre elle aussi du même groupe ; — L'annulation de tous les verdicts prononcés dans le cadre des manifestations qui ont suivi la mort de Holger Meins, anarchiste qui a succombé à une grève de la faim, et de l'assassinat du juge Guenter von Drekmann, président de la cour d'appel de Berlin-Ouest ; — L'observation d'un « armistice absolu » de la part de la police locale, pendant la durée de la « détention » de Peter Lorenz.

Berlin. — Il y a quatre ans, pour les élections à la Chambre des députés, le parti social-démocrate (S.P.D.) et le parti communiste ont obtenu 50,4 % des suffrages en 1971 et se refusent à faire quelque déclaration que ce soit sur une éventuelle coalition avant les résultats. M. Lorenz, président de la C.D.U. sans pour autant s'imposer qu'ils puissent former seuls le gouvernement. Aussi seront-ils obligés, bon gré, mal gré, de négocier avec les libéraux. C'est ici que les difficultés commencent car les libéraux, qui passent à Berlin pour être plus à gauche que les S.P.D., demandent à M. Lorenz, président du parti libéral, de critiquer sévèrement la politique urbaine des sociaux-démocrates et posent des exigences personnelles difficiles à satisfaire.

Portugal

Tout en supprimant la censure La loi sur la presse sanctionnera les « propos offensants pour le Mouvement des forces armées »

La décision du Conseil d'Etat de retarder l'ouverture de la campagne électorale — vraisemblablement due au désaccord des partis sur le « plan en sept points » du Mouvement des forces armées — a entraîné, le jeudi 27 février, à Lisbonne, des réunions des partis socialistes et populaire démocratique (P.P.D.). Aucun communiqué n'a été publié. Le « Diário de Notícias », a publié, le 28 février, une lettre ouverte de deux militants du P.S. et du P.P.D. au général Goncalves, premier ministre, assurant qu'« ils ne parviennent pas à comprendre la M.F.A. veuille imposer, dès maintenant, son institutionnalisation et devenir un organe de pouvoir avant les élections et l'élaboration de la Constitution ». Dans un éditorial véhément, le journal socialiste « Republica » écrit : « Nous marchons vers le totalitarisme, et le totalitarisme c'est la guerre civile. »

Espagne

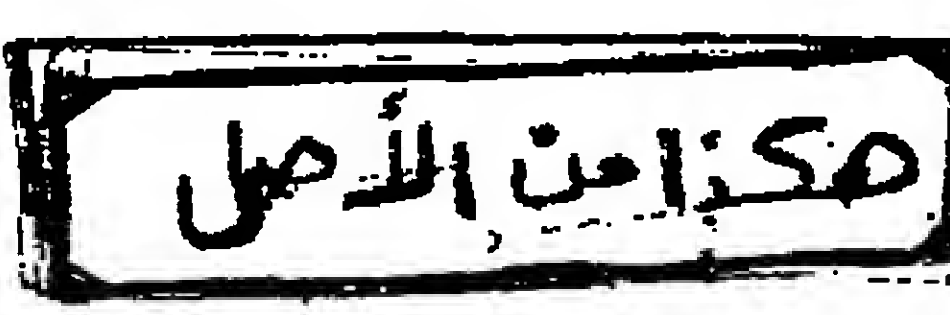
LE GÉNÉRAL FRANCO A ACCEPTÉ LA DÉMISSION DU MINISTRE DU TRAVAIL

La démission de M. Licio Gela, ministre du travail (le Monde des 27 et 28 février), a été acceptée par le chef de l'Etat espagnol, le général Franco, le 27 février. La nouvelle loi sur la presse vient d'être ratifiée par le Conseil d'Etat. Elle reconnaît la liberté d'expression de la profession de journaliste, avec toutes ses garanties et ses responsabilités, le droit d'accès aux sources d'information, le droit au secret professionnel, le droit de réponse, ainsi que le principe de la libre constitution d'entreprises de presse sans autorisation ni caution.

Quatre bonnes années

Tout ne va pourtant pas si mal à Berlin. La situation économique de la ville, bien que largement artificielle (l'aide de l'Etat fédéral représentait, en 1973, 46,5 % du budget), est meilleure que celle de la République fédérale. La structure industrielle est moins sensible à la crise actuelle. Depuis 1972, la situation internationale de la ville s'est améliorée grâce à l'accord de Quatre et à l'accord de transit. Les quatre dernières années ont été les meilleures que les Berlinois aient jamais connues depuis la guerre. M. Schlüter, le maire de la ville, remis le 28 février à M. Arias Navarro, contre la façon dont la police a mené l'enquête relative à l'attentat à la bombe commis le 13 septembre 1974 contre un restaurant madrilène et au cours duquel onze personnes avaient été tuées.

Pour vos affaires et votre détente. Hôtel Frantel Nice ***** Une piscine sur le toit, la mer à deux pas. 28 avenue Notre-Dame Tél. 80.30.24 12 autres hôtels en France Besançon, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-mer, La Grande-Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nantes, Rennes, Rungis-Orly, Saint-Etienne. frantel au cœur des villes et de vos affaires.



صكنا من الأصل

EUROPE

La Norvège face au mirage du pétrole

III. — LES INCERTITUDES POLITIQUES

De notre envoyée spéciale AMBER BOUSOGLU

Dans un premier article (« Le Monde » du 27 février), Michel Boyer a analysé les raisons pour lesquelles la Norvège aborde l'âge pétrolier avec circonspection. Dans le second (« Le Monde » du 28 février) Jean-Pierre Dumont a montré la lente mais constante progressivité du changement de la société industrielle. Amber Bousoglu décrit ci-dessous les incertitudes qui pèsent sur l'avenir politique du pays.

pression désagréable dans l'opinion. Le gouvernement n'avait-il pas manqué aux règles du fair-play ? Soucieux de préserver les positions de son parti, M. Gerhardsen confia sa gestion quelques mois avant les élections législatives de 1965 à M. Trygve Bratteli tout en restant à la tête du gouvernement. Mais il était trop tard : les électeurs envoyèrent au Storting une majorité bourgeoise. M. Per Storten, président du parti du centre (ex-agriculteur) forma alors une coalition de quatre partis non socialistes, qui fut reconduite après les élections de 1969.

Second choc qui allait avoir des effets progressifs mais durables : le référendum sur l'adhésion au Marché commun. Le pays se partagea en partisans et adversaires de l'adhésion. M. Borten en fut la première victime. Il fut obligé de démissionner en mars 1971 à la suite de la publication par un journal d'Oslo d'un rapport confidentiel sur la C.E.E. communiqué aux adversaires de l'adhésion. Les travaillistes revinrent au pouvoir avec leur nouveau président, M. Trygve Bratteli.

En octobre 1972, en dépit des conseils des deux grands partis, travaillistes et conservateur, comme des syndicats patronaux et ouvriers, la majorité des électeurs refusèrent l'adhésion à la C.E.E. M. Bratteli dut se démettre. M. Lars Korvald (populaire chrétien) forma une coalition minoritaire avec les libéraux et les conservateurs (47 sièges sur 150 au Storting).

nationalisation pure et simple, que M. Bratteli ne pouvait accepter. Les socialistes populaires avaient tout d'abord hésité, craignant de retomber dans l'erreur de 1963. Mais ils se rangèrent aux arguments de leur allié communiste.

tés, bien structurés et organisés. Le congrès constitua des commissions dans le courant de mars 1975. Le P.C. a accepté l'idée de cette fusion qui signifierait sa disparition, mais a demandé que les partis associés conservent une existence propre jusqu'à la fin de 1976. Un nouveau dur au sein du P.C. pourrait provoquer une scission et constituer un parti « orthodoxe ». En tout cas, l'entreprise est délicate ; pour garder le vent en poupe, le nouveau parti socialiste populaire doit rester réformiste. Des accords sont intervenus au sein du comité préparatoire du nouveau regroupement sur les questions idéologiques telles que la lutte des classes, les relations avec l'U.R.S.S., le « centralisme démocratique » et la dictature du prolétariat.

Oslo. — La prudence avec laquelle les Norvégiens entrent dans l'âge du pétrole, et la lenteur imprimée à l'évolution des rapports sociaux s'expliquent en grande partie par les incertitudes de la politique mondiale et intérieure. Le pays a subi en douze ans deux chocs. En fin de compte il est dirigé par un gouvernement minoritaire fragile et aucune solution de rechange viable n'apparaît. D'autant que la Constitution ne prévoit pas la possibilité d'élections anticipées, lesquelles d'ailleurs, ainsi que l'a montré l'exemple danois, clarifient rarement les situations complexes.

Le premier choc est intervenu en 1963, lorsque le gouvernement travailliste de M. Einar Gerhardsen, mis en cause à propos d'accidents survenus dans les mines d'Etat, fut renversé parce que les deux députés socialistes dissidents avaient joint leur voix à celles des partis d'opposition non socialistes. Pour la première fois depuis 1963, les travaillistes durent céder la place à une coalition de quatre partis non socialistes. Mais l'équipe « bourgeoise » présidée par M. John Lyng ne passa pas le cap de l'investiture parlementaire et M. Gerhardsen reprit un mois après sa chute les rênes du pouvoir qu'il détenait depuis la fin de la guerre.

Les élections de 1973 montrèrent que la crise provoquée par le Marché commun avait bouleversé le paysage politique. Beaucoup de citoyens eurent l'impression d'avoir été bernés. Les partis politiques traditionnels payèrent la note. Chez les « bourgeois », les libéraux, qui s'étaient insérés en deux formations au moment du référendum, perdirent dix sièges sur treize. A gauche, les travaillistes furent les grands vaincus en ne recueillant que 35,5 % des suffrages et en perdant douze députés. Avec seulement deux cent cinquante-cinq sièges du nouveau Storting, ils restèrent, certes, la première formation du pays, mais jamais depuis la guerre leur étagage n'avait été aussi bas.

Depuis l'automne 1973, M. Bratteli gouverne prudemment, recevant tantôt de la gauche, tantôt de la droite, l'appui parlementaire dont il a besoin. Mais la fragilité de son gouvernement est évidente d'autant plus que depuis l'autonomie les partis « bourgeois » ont engagé de nouvelles consultations pour voir comment ils pourraient revenir ensemble au pouvoir. Ils ont fait atteindre

leur objectif au début de décembre. La commission industrielle du Storting s'est réunie, prononçant contre le projet gouvernemental de rachat par l'Etat, pour 62 millions de dollars, de la moitié des actions de la compagnie norvégienne d'aluminium A.S.V. aux mains de la société canadienne Alcan. Alcan les avait obtenues en 1966 pour 50 millions de dollars seulement, du gouvernement « bourgeois » de l'époque, soucieux d'assurer l'approvisionnement de l'A.S.V. en bauxite.

Cette affaire illustre les limites des possibilités d'entente entre partis bourgeois. Cependant, ceux-ci ont déjà été capables de surmonter ces difficultés dans le passé. M. Bratteli est conscient du danger. Il sait aussi que, sous sa présidence, les travaillistes n'ont jamais plus retrouvé l'audience qu'ils avaient pendant la période Gerhardsen.

Un paysage politique bouleversé

Pondération ou virage ?

Cet épisode a laissé une impression d'attente et de prudence. Les élections de 1973 ont bouleversé le paysage politique. Beaucoup de citoyens eurent l'impression d'avoir été bernés. Les partis politiques traditionnels payèrent la note. Chez les « bourgeois », les libéraux, qui s'étaient insérés en deux formations au moment du référendum, perdirent dix sièges sur treize. A gauche, les travaillistes furent les grands vaincus en ne recueillant que 35,5 % des suffrages et en perdant douze députés. Avec seulement deux cent cinquante-cinq sièges du nouveau Storting, ils restèrent, certes, la première formation du pays, mais jamais depuis la guerre leur étagage n'avait été aussi bas.

Les élections de 1973 montrèrent que la crise provoquée par le Marché commun avait bouleversé le paysage politique. Beaucoup de citoyens eurent l'impression d'avoir été bernés. Les partis politiques traditionnels payèrent la note. Chez les « bourgeois », les libéraux, qui s'étaient insérés en deux formations au moment du référendum, perdirent dix sièges sur treize. A gauche, les travaillistes furent les grands vaincus en ne recueillant que 35,5 % des suffrages et en perdant douze députés. Avec seulement deux cent cinquante-cinq sièges du nouveau Storting, ils restèrent, certes, la première formation du pays, mais jamais depuis la guerre leur étagage n'avait été aussi bas.

Depuis l'automne 1973, M. Bratteli gouverne prudemment, recevant tantôt de la gauche, tantôt de la droite, l'appui parlementaire dont il a besoin. Mais la fragilité de son gouvernement est évidente d'autant plus que depuis l'autonomie les partis « bourgeois » ont engagé de nouvelles consultations pour voir comment ils pourraient revenir ensemble au pouvoir. Ils ont fait atteindre

leur objectif au début de décembre. La commission industrielle du Storting s'est réunie, prononçant contre le projet gouvernemental de rachat par l'Etat, pour 62 millions de dollars, de la moitié des actions de la compagnie norvégienne d'aluminium A.S.V. aux mains de la société canadienne Alcan. Alcan les avait obtenues en 1966 pour 50 millions de dollars seulement, du gouvernement « bourgeois » de l'époque, soucieux d'assurer l'approvisionnement de l'A.S.V. en bauxite.

Cette affaire illustre les limites des possibilités d'entente entre partis bourgeois. Cependant, ceux-ci ont déjà été capables de surmonter ces difficultés dans le passé. M. Bratteli est conscient du danger. Il sait aussi que, sous sa présidence, les travaillistes n'ont jamais plus retrouvé l'audience qu'ils avaient pendant la période Gerhardsen.

Certes, tout est fait pour garder avec Moscou des relations de bon voisinage. Les Norvégiens ont adhéré au pacte Atlantique au lendemain d'une guerre où la neutralité de leur pays n'avait pas été respectée, mais ils se sont refusés à stocker des armes atomiques sur leur territoire comme à autoriser la présence de troupes étrangères aussi longtemps que la sécurité du pays n'est pas menacée. De plus, tous les gouvernements successifs ont traité avec doigté les problèmes concernant le Spitzberg. C'est ainsi pour le moment que l'U.R.S.S. a une flotte de guerre est basée à Mourmansk, que la Norvège n'accorde aucune concession pétrolière à des firmes étrangères au nord du 62^e parallèle, et que le pays n'est pas menacé jusqu'à présent de ne pas rompre le délicat équilibre instauré en Europe du Nord, où cohabitent avec l'U.R.S.S. deux membres de l'OTAN (Norvège et Danemark) la Suède riche et neutre et la Finlande, dont la « neutralité active » est conçue et appliquée de manière à ne pas inquiéter l'Union soviétique.

Prix ferme et définitif

Pour le prix d'un studio à PARIS venez habiter ou investir dans un 3 Pièces aux 10.000 Rosiers, ROSNY-sous-BOIS

93 rue LAVOISIER, ROSNY-sous-BOIS

Les 10.000 Rosiers

avantages

Credit non indexé constant ou progressif. Remboursement tout compris : capital, intérêt, toutes assurances, intérêt déductible des impôts sur le revenu (jusqu'à 5.000 F + 500 F par enfant). Accès direct Autoroute A3 et périphérique à 5 mn de la Porte de Nogent. Projet du métro régional express envisagé pour 1976 près de la résidence. Rentabilité pour investisseurs environ 7 %. Grand choix d'appartements, du studio au 5 pièces. Demandez notre documentation sur les 10.000 Rosiers et venez visiter les appartements-modèles. Bureau de vente rue Lavoisier à Rosny-sous-Bois : 875.56.54. Tous les jours de 14 h à 19 h, sauf mardi.

1 ^{er} exemple : Appartement 3 pièces. Prix 168.000 F. Box en sous-sol et cave inclus (I.T.C. Prix ferme et définitif)			
Apport personnel 20 %	34.000 F	Remboursement progressif	2 ans 1.467 F
Credit C.G.I.E. 80 %	134.000 F		2 ans 2.488 F
			3 ans 1.940 F
			13 ans 2.278 F
Total	168.000 F		20 ans
2 ^e exemple			
Apport personnel	70.000 F	Remboursement constant sur 20 ans	
Credit C.G.I.E.	98.000 F	1.360 F par mois	
Total	168.000 F		

Sous réserve des taux bancaires

Autres programmes du studio au 5 pièces :

- Résidence Impression, Paris 12^e
- Résidence Les 2 Accacias, Paris 12^e
- Résidence Fontaine Daumesnil, Paris 12^e
- Résidence Bayley, Paris 12^e
- Résidence des Lys, Créteil
- Résidence Val Fleury, Créteil

COUPON-REPOSE Valable jusqu'au 31/03/75. Ne pas détacher de votre port, conservez précieusement. Informations, réservations de 10.000 Rosiers. Ou toutes réservations.

IMMOBEST 201, 12^e Division, 10000 Rosiers, 93000 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. 875.56.54. Fax 875.56.57

1 MOU/2

La flotte marchande norvégienne en crise

De notre correspondant

Oslo. — La baisse de la consommation mondiale de pétrole a créé une situation difficile pour la flotte marchande norvégienne. Dans les chantiers navals, l'annulation des commandes de super-tankers a même provoqué une véritable crise.

Quinze pour cent de la flotte pétrolière de Norvège — treize à six mille représentants actuellement 4 millions de tonnes — a cessé toute activité. Un dixième de cette flotte reste, en outre, inactive dans le Golfe persique. Enfin, dix tankers (3,5 millions de tonnes d'une valeur de 3 milliards de couronnes) ont été décommandés aux chantiers du groupe Aker, qui ne conserve en ce moment qu'une commande d'un super-tanker.

Face à cette crise, le groupe Aker a demandé au gouvernement une augmentation des crédits pour faciliter des commandes d'autres navires. Il propose également d'accélérer le programme de production de pétrole en mer du Nord, afin d'accroître les commandes de plates-formes de forage, qui représentent un tiers de sa production. Si le groupe Aker est contraint de réduire le nombre de ses employés — actuellement trente-cinq mille — il n'est pas exclu que le gouvernement soit obligé de réviser son programme pétrolier.

gissement du secteur Statoil, qui correspond à un accroissement de 30 % des réserves (le Monde du 22 février). Une décision finale, relative au rythme d'exploitation de ce gisement doit être prise en mars par le Parlement. L'ensemble des ressources exploitables, contenues sur le plateau continental norvégien, s'élevaient jusqu'ici à environ 980 millions de tonnes de pétrole, et 700 milliards de mètres cubes de gaz. Il est possible que le programme gouvernemental pourrait dépasser les 80 millions de tonnes de pétrole et de gaz envisagées actuellement comme plafond annuel par Oslo, même s'il y a une forte résistance politique à surmonter.

FRANK BJERKHOLT.

Jocelyn

PARIS

noblesse du CUIR

boots pour homme style nouveau

134 bd st-germain, paris 6^e - 33.44.10
78/78 ch.-Élysées (Carnot) 8-22.36.33
5 rue du chuchre-midi 9-54.75.47
Hops, 3 rue de l'arc. conséc. 328.48.82

DEUX documents UN débat national

Rapport SUDREAU

RAPPORT DU COMITÉ D'ÉTUDE POUR LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE le volume 12 F.

Rapport HABY

Ministre de l'Éducation "UN PROJET POUR 12 MILLIONS DE JEUNES" POUR UNE MODERNISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF le volume 6 F.

maisons de presse, grandes librairies et librairie de

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29, 31, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07

5 km au sud-est de en lisière de

BO

77

Bregue

Virage du pétrole

ES POLITIQUES

Le virage du pétrole

Les politiques

Le virage du pétrole est un phénomène complexe qui implique de multiples acteurs et intérêts. Les politiques publiques jouent un rôle crucial dans la régulation de ce marché stratégique. Les décisions prises par les gouvernements peuvent influencer considérablement les prix et la disponibilité de l'énergie.

Les politiques

Les politiques

Les politiques

Les marchandises norvégienne

de gruyère

de notre correspondant

Les marchandises norvégiennes sont réputées pour leur qualité et leur diversité. Le gruyère est l'un des produits les plus emblématiques de ce pays. Les producteurs norvégiens ont su maintenir une tradition de qualité tout en adaptant leurs méthodes à l'évolution des marchés.

de notre correspondant

Les marchandises norvégiennes

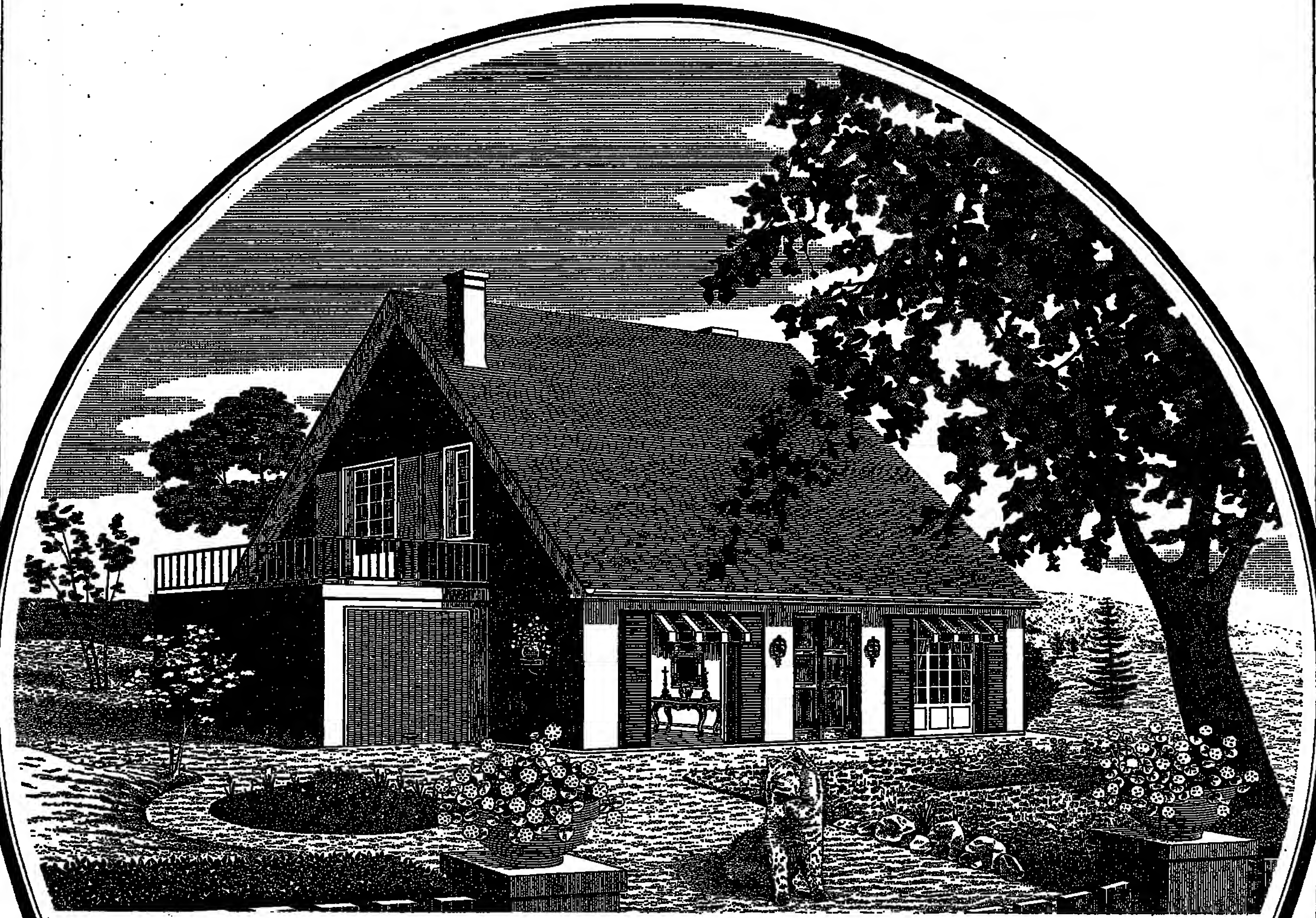
DEUX documents UN débat national

Support SUDREAL

Support HABY

Association Française

A 18 km au sud-est de Paris, un choix de luxueuses maisons en lisière de votre parc privé de 18 hectares.



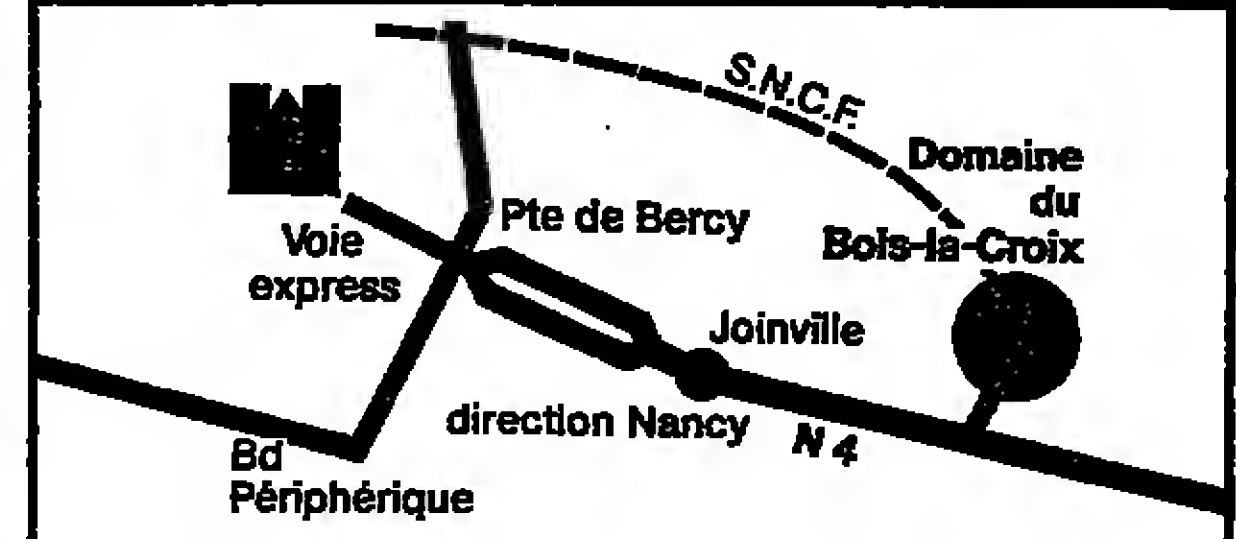
Ci-dessus, "Belgravia", 150 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage. Vous visiterez aussi des maisons de 4, 5 et 6 pièces.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77 Pontault-Combault ☎ 406.53.62 & 64.63

à 18 km
du Bd Périphérique
par la RN 4.

- Le Domaine s'étend sur les terres de l'ancienne propriété de "Madame Sans Gêne", la Maréchale Lefebvre.
- à 18 km de Paris par la N.4 (route de Nancy).
 - à proximité d'une sortie de la future Autoroute A4.
 - à 12 mn à pied de la gare ultra-moderne de Pontault-Combault, d'où partent 40 trains par jour pour Paris-Est (autre relation ferroviaire : le métro R.E.R. de Champigny).
 - tout près des élégants magasins de Pontault-Combault (et sur le Domaine même, il y a un centre commercial).
 - dans la vraie campagne la plus proche de Paris - mais juste à côté d'un centre ville!



VISITE DES MAISONS MODÈLES
TOUS LES JOURS DE 10 A 19H

- Le Domaine comprend :
- un club-house (le château du Bois La Croix), des tennis et des écoles pour vos enfants.
 - une zone loisir de 18 ha (un parc aux arbres centenaires).
 - des maisons de cinq modèles différents, toutes dans leurs grands jardins.
 - elles ont de 90 à 150 m², 4 à 7 pièces, 1 à 3 s. de b., un garage, (grand living, chambre des parents traitée comme un appartement indépendant, vastes rangements, moquette partout).
 - elles sont livrées complètement terminées.
- CRÉDITS LA HÉNIN.
Prix de 220 à 320 000 F, terrain compris.

Pour recevoir une documentation gratuite écrivez-nous ou téléphonez.

Breguet Construction

مركزنا من الأهل

Michel Caillet

صكنا من الأصل

DIPLOMATIE

LE NOUVEL AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS EN FRANCE DÉNONCE « LE MYTHE DE LA DOMINATION AMÉRICAINE »

M. Rush, nouvel ambassadeur des États-Unis en France, parlant mercredi 27 février devant l'association France-Amérique, a dit qu'il voulait détruire « le mythe de la domination américaine, qui depuis que les États-Unis sont devenus une grande puissance, n'a cessé de perturber et d'envenimer leurs relations avec la France ».

Rappelant « la longue tradition d'isolationnisme » des États-Unis, M. Rush a dit : « Au cours de ce siècle, l'Amérique pourrait être légitimement accusée d'intervenir trop peu, mais sûrement pas à l'excès, dans les affaires des nations atlantiques. Si nous nous fondons sur les leçons de l'histoire, le risque le plus grave que nous courrions consisterait à tomber dans un néo-isolationnisme, moyennant quoi une Amérique retranchée derrière ses frontières serait trop peu présente sur la scène mondiale. »

En ce qui concerne l'énergie, M. Rush a dit : « Il n'existe pas une position française et une position américaine distinctes (...). Nous constatons, au contraire, que les nations industrialisées ont toutes intérêt à devenir moins tributaires de leurs importations de pétrole et à s'aider mutuellement quant à la mise en œuvre des difficiles réajustements financiers imposés par le quadruplement des prix pétroliers (...). L'objectif des États-Unis n'a jamais été d'aligner les positions françaises sur celles de l'Amérique, mais plutôt de contribuer à organiser un vaste mouvement de coopération internationale, seul moyen de faire face au problème posé par la crise de l'énergie. »

La fin de la visite de M. Sauvagnargues à Varsovie

LES POLONAIS ONT MIS L'ACCENT SUR L'INQUIÉTUDE que leur inspirent les tendances actuelles de l'Allemagne fédérale

De notre envoyé spécial

Les entretiens que M. Sauvagnargues a eus, depuis mercredi soir 26 février à Varsovie, avec le ministre polonais des affaires étrangères, M. Olszowski, avec le premier secrétaire du parti ouvrier unifié (communiste), M. Gierek, et avec le président du conseil d'État (chef de l'État), M. Jablonski, ce sont terminés vendredi midi. Le ministre français, après avoir reçu à déjeuner son collègue polonais et avoir donné une conférence de presse, devait regagner Paris dans la soirée.

Varsovie. — Les entretiens franco-polonais ont confirmé la convergence de vues de deux pays aux régimes différents sur un grand nombre de problèmes internationaux qui opposent souvent les pays européens de l'Est à ceux de l'Ouest. Ce qui, toutefois, a frappé les Français cette fois-ci, c'est l'accent mis par le ministre polonais des affaires étrangères sur l'Allemagne. Les Polonais sont vivement préoccupés par différents indices, qui les amènent à conclure que les autorités de Bonn sont moins intéressées qu'au temps du chancelier Brandt à la coopération avec la Pologne. Les demandes des Allemands en ce qui concerne, par exemple, le rapatriement de plusieurs milliers de Polonais qui, selon eux, seraient de souche germanique et leur refus de prendre en considération la requête polonaise d'une indemnisation aux déportés pendant la guerre, témoignent, selon Varsovie, d'un durcissement de Bonn. Celui-ci se manifesterait également à Genève, où les Allemands de l'Ouest chercheraient à retarder

la conclusion de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) et à obtenir que les accords finaux laissent ouverte la question de la réunification de l'Allemagne. Ce que — dit-on à Varsovie — la Pologne n'acceptera jamais.

M. Olszowski a tenu à réaffirmer l'importance qu'attache son pays au fait que la République démocratique allemande est solidement liée au camp socialiste, et au maintien de Berlin-Ouest sous contrôle quadripartite.

M. Sauvagnargues a écouté les griefs de son collègue polonais à l'égard de l'Allemagne fédérale sans commentaire. Il a rappelé néanmoins les accords entre l'Allemagne fédérale et l'R.D.A. et entre l'Allemagne fédérale et la Pologne, ainsi que l'accord quadripartite sur Berlin, constitués la base sur laquelle repose la C.S.C.E. Celle-ci, a-t-il noté, subit un ralentissement, mais on peut espérer des résultats « raisonnables » dans un délai « pas trop éloigné ». Selon M. Sauvagnargues, le principe de l'inviolabilité des frontières a été fermement établi et l'on devrait arriver à un accord sur la question de la modification pacifique de ces frontières. En ce qui concerne la libre circulation des hommes et des idées, le ministre français estime qu'il faut être réaliste, mais qu'il faut aussi mettre quelque chose dans la « corbeille » prévue à cet effet. En revanche, la France, contrairement à la Pologne, est opposée à la création d'un organisme permanent qui succéderait à la C.S.C.E. Elle est favorable à une proposition de mise d'attente trois ans avant de décider s'il convient, en fon-

ction des résultats atteints, de donner une suite à la conférence.

Les Français ont été agréablement surpris du parallélisme qui existe désormais entre Paris et Varsovie sur le Proche-Orient, et notamment de la nécessité de garantir l'existence d'Israël. Cette convergence est également apparue à propos du Vietnam, de Chypre et des Nations unies, la Pologne étant opposée tout autant que la France à une révision de la charte de l'ONU.

M. Olszowski a regretté que le premier entretien entre les représentants de la Communauté européenne et le Conseil ait été décevant, en raison, selon lui, du rôle excessif que veut jouer la Commission de Bruxelles. La Pologne s'inquiète de l'intégration économique des Neuf, qui aboutit, estime-t-elle, à des pratiques commerciales discriminatoires.

M. Sauvagnargues a rétorqué que le Marché commun — « organisme économique » — jouait un rôle stabilisateur en Europe, particulièrement en ce qui concerne l'Allemagne, et qu'il constituait une zone ouverte. Néanmoins, M. Sauvagnargues ne conteste pas la tendance de la Commission à élargir son rôle.

L'entretien de M. Sauvagnargues jeudi avec M. Gierek a été très amical. Des deux côtés, on compte particulièrement sur le voyage de M. Giscard d'Estaing en Pologne, le 17 juin, pour donner un nouvel élan aux rapports entre la France et la Pologne. C'est pourquoi les Polonais souhaitent que ce voyage dure quatre jours, ce qui ne paraît pas possible aux yeux de M. Giscard d'Estaing.

JEAN SCHWABEL

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Les États-Unis ont repoussé toute sommation à la Turquie à propos de Chypre

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — L'ample négociation qui s'est nouée au Conseil de sécurité sur Chypre est dans l'impasse. Cela est apparu lorsque les débats du Conseil ont été ajournés jeudi 27 février pratiquement sine die sans qu'aucun projet de résolution ait été formellement présenté.

Les éléments de cette impasse sont les suivants : 1) Les Européens, dans une ébauche de projet de résolution qui remonte à plusieurs jours, préconisent une nouvelle mission de bons offices de M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, en vue d'opérer l'indispensable relance des négociations entre Chypriotes grecs et turcs. Cette relance devrait se produire ailleurs qu'à Nicosie et de préférence à Vienne, terrain de prédilection pour M. Waldheim. La méticuleuse prudence du texte avancé par les Européens voudrait, de surcroît, donner le sentiment que la « page est tournée » en ce qui concerne le fait accompli de la création d'un État autonome chypriote turc à Chypre.

2) Les non-alignés et, avec eux, le gouvernement chypriote de Mgr Makarios mettent l'accent sur une sommation à la Turquie d'avoir à évacuer ses forces de Chypre dans les trois mois. Ils préconisent aussi une sorte de commission de contrôle des négociations ou les non-alignés pourraient exercer leur vigilance.

3) Au Conseil de sécurité, jeudi, les États-Unis, qui étaient restés sur la touche depuis l'ouverture des débats, ont fait connaître qu'ils ne pourraient approuver une résolution qui serait acceptée « par toutes les parties intéressées » et qui ne serait pas « dictée de l'extérieur ». On ne pouvait plus clairement rejeter toute idée de sommation à la Turquie d'évacuer Chypre dans les trois mois et même tout texte qui serait jugé inacceptable par Ankara.

Durant le même débat le représentant de la Turquie répéta que le gouvernement de Mgr Makarios était illégal, ce qui n'est pas de nature à faciliter la recherche d'un compromis.

LA NOUVELLE CHINE

REPARAIT

- LE MOUVEMENT DE CRITIQUE PILIN-PIKONG par le Collectif N.C. à Pékin
- ÉCRIVAINS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI par Michèle LOI

N° 17 Parait tous les trois mois - Le numéro : 8 F ABONNEMENTS, 4 NUMÉROS : 30 F B.P. 149-07 - 75326 PARIS Cedex 07

LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE VEUT FACILITER LA DÉLIVRANCE DE VISAS AUX JOURNALISTES

Genève (A.F.P.). — Les journalistes européens obtiendront plus facilement des visas pour entrer dans les autres pays du continent, a décidé en principe la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), apprend-on jeudi 27 février.

Les trente-cinq participants ont décidé mardi que les gouvernements « examineront dans un esprit favorable les demandes de visas pour entrées et sorties multiples ».

Il s'agit de la première mesure concernant les journalistes eux-mêmes, plusieurs améliorations ayant été apportées au cours des derniers mois à la circulation de l'information et des journaux. Cependant, cette mesure n'est pas unanimement acceptée. Les délégués de deux pays occidentaux ont estimé qu'elle est insuffisante. Il est cependant peu probable, estiment les observateurs, que ce texte soit modifié ultérieurement.

Festival elipson au Festival du son

au stand N° 122
6 nouvelles enceintes acoustiques
très haute fidélité
auditions d'enregistrements de l'Orchestre de Paris

elipson
la perfection du son

Vous ne verrez plus nos jolies hôtesses, mais...



Monsieur le Préfet de Police a interdit aux jolies hôtesses EAF costume orange de vous remettre gentiment à votre volant, notre magazine EAF INFORMATIONS.

EAF vous informera désormais dans votre journal favori des dernières nouveautés de l'autoradio et du radio lecteur de cassette.

Dans ses 10 points de vente et de pose, ses conseillers sont à votre disposition pour vous renseigner et en direct sur le choix du meilleur équipement.

EAF vous offre des services et des garanties exclusives et assure toujours la pose de votre autoradio en 1 heure.

VOUS INFORME EN DIRECT POSE VOTRE AUTO RADIO EN 1 HEURE et vous propose :

UN RADIO-LECTEUR-CARTOUCHE stéréo VOXSON pour 920 F

VOXSON 108 SONAR PO-60 - Puissance 2 x 7 W - Grande sélectivité. Tarif EAF au 1/7/74. 1 275 F

et aussi

- Radio-lecteur-cartouche VOXSON 106 FMS SONAR Radio GO, PO, FM stéréo. - Lecteur stéréo 8 cartouches. - Décodeur automatique en FM stéréo. - 2 HP encastrables dans les portières. - Puissance 2 x 7 W. prix (pose comprise*) : 1 420 F
- VOXSON 106 SONAR Lecteur indépendant stéréo 8 cartouches. - Puissance 2 x 7 W. prix (pose comprise*) : 695 F

* Prix de l'appareil installé sauf antenne et console.

Offre valable jusqu'au 15-mars

- EAF Vaugirard, 273 à 277, rue de Vaugirard, 15^e. 533-81-81
- 4^e - 21, rue de Rivoli.
- 10^e - 158, bd de Magenta.
- 13^e - 137, bd de l'Hôpital.
- 14^e - 220, av. du Maine.
- 17^e - 137-139, av. de Cléchy.
- 17^e - 23, bd Pereire (Sud).
- 20^e - 109, Cours de Vincennes.
- Versailles - La Chesnay - 18, bd St-Antoine.
- Boulogne - 81, route de la Reine.

Ouvertures non-stop de 9 h 30 à 19 h 30 du mardi au samedi et nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 30.

EAF : leader de l'autoradio installé

24 MAI 1975

Mermoz lève l'ancre pour fêter le printemps en Méditerranée

ISLAM ET OCCIDENT
TOULON • CADIX • TANGER • GIBRALTAR • ALGER
ANNABA • TUNIS • KOTOR • DUBROVNIK
CATANE • MESSINE • SALERNE • TOULON

14 jours de croisière du 24 mai au 7 juin 1975.
Prix de 2 900 F à 6 600 F

CROISIÈRES PAQUET

croisières françaises

pour plus amples renseignements, remplissez ce bon, adressez-le à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Paquet • Paris : 5, Boulevard Malesherbes, 75008 - Tél. 268.57.59 • Marseille : 70, rue de la République Tél. 90.81.00. Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM : _____
ADRESSE : _____
VILLE : _____ CODE POSTAL : _____ TEL : _____

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

ARTHAUD

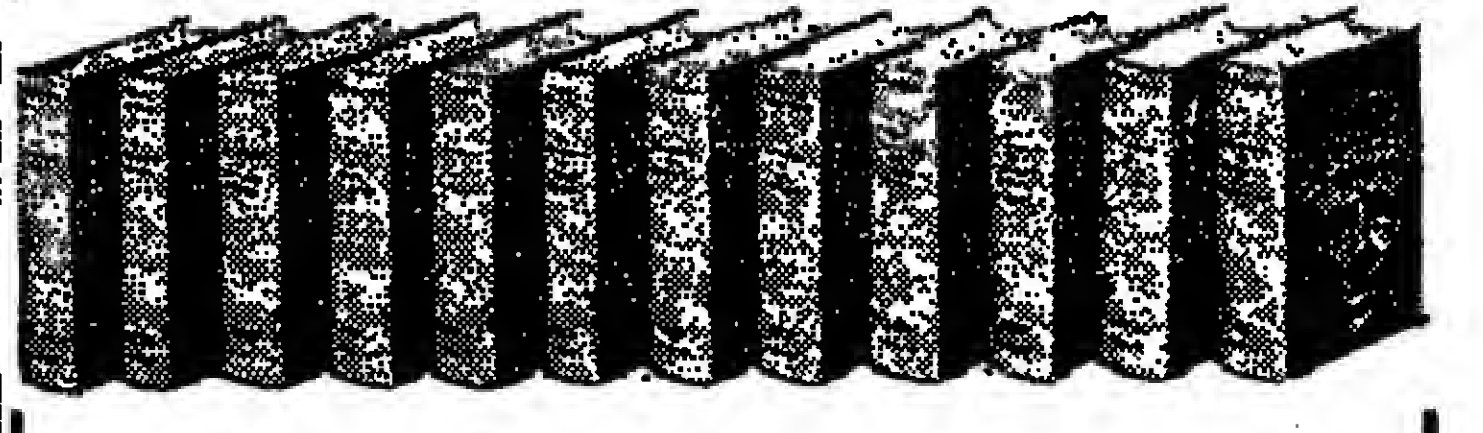
Art-Diffusion

vous présente en souscription

dans une présentation de luxe en balacron noir

LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH
Directeur d'Etudes à l'École Pratique des Hautes Etudes



Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Égypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe ancienne — La Civilisation de la Renaissance — La Civilisation islamique — Les Civilisations de l'Orient ancien — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'ancien régime — La Civilisation de l'Europe des lumières — La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme — La Civilisation japonaise — La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :

La Civilisation britannique — La Civilisation chinoise — La Civilisation et la Révolution industrielle du XIX^e siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle. CHAQUE VOLUME 100 à 200 PAGES — FORMAT 18 x 25 cm — RELIÉ 300 HELIOTHÉRAPIQUES, CARTES ET PLANS.

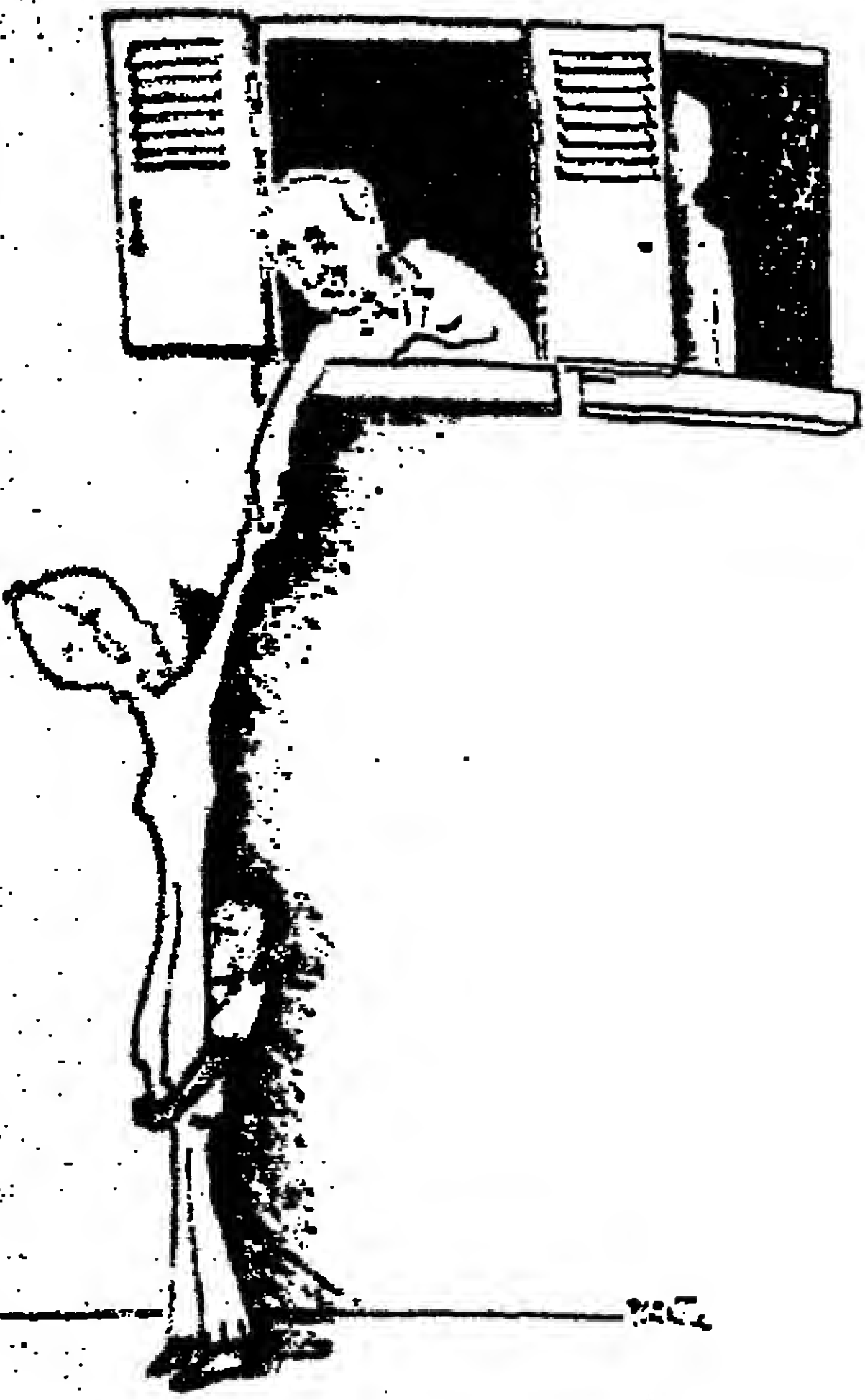
Souscrire à l'ensemble de la collection, c'est acquérir sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ARTS-DIFFUSION - 7, rue Pape-Carpentier, 75006 PARIS

M.
Etre
Commune
Désire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

MARSEILLE DU PRÉSIDENT

PS PC



Le maire de Marseille : toute interprétation politique serait inexacte ou abusive

M. Giscard d'Estaing a fait tout ce qu'il a pu pour faire passer la loi de l'immigration. Il a travaillé avec le maire de Marseille, M. Giscard d'Estaing, pour faire passer la loi de l'immigration. Il a travaillé avec le maire de Marseille, M. Giscard d'Estaing, pour faire passer la loi de l'immigration. Il a travaillé avec le maire de Marseille, M. Giscard d'Estaing, pour faire passer la loi de l'immigration.

Le P.C. accuse M. Defferre de s'être prêté à une manœuvre

Les socialistes accusent M. Defferre de s'être prêté à une manœuvre. Ils accusent M. Defferre de s'être prêté à une manœuvre. Ils accusent M. Defferre de s'être prêté à une manœuvre. Ils accusent M. Defferre de s'être prêté à une manœuvre.

Grandet pas les socialistes

Grandet pas les socialistes. Grandet pas les socialistes. Grandet pas les socialistes. Grandet pas les socialistes. Grandet pas les socialistes.

DE LA RÉPUBLIQUE

L'Etat va conclure avec plusieurs villes des accords sur la situation des immigrés

(Suite de la première page.)

A Grénoble également se prépare une opération comparable, dont le premier stade est l'inventaire du dossier de l'immigration dans cette ville. Au-delà de ces deux cas, le secrétariat d'Etat se propose d'étendre la procédure à toutes les grandes agglomérations qui souffriraient en bénéficier, notamment à des départements comme la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne.

Après la répression...

Un mois à peine après l'expulsion de France d'un certain nombre de travailleurs étrangers, qui avaient fait la grève de la faim pour obtenir l'amélioration de leur sort, M. Giscard d'Estaing a rendu visite à des immigrés dans des bidonvilles et sur les lieux de leur travail. Il leur a tendu la main, les a invités à s'exprimer. Il se déclare prêt à leur accorder le même statut qu'aux travailleurs français.

Tout se passe comme si le chef de l'Etat, récusant les brutalités policières ou les lourdeurs d'une réglementation coercitive, voulait, par un geste personnel, atténuer les

effets de la sévérité qui s'est exercée contre des « exclus » — coupables, pour survivre, de s'organiser.

Ces deux attitudes, l'une répressive, l'autre humanitaire, ne sont pas forcément contradictoires. Elles participent d'une même conception pragmatique de la politique d'immigration, commandée par les nécessités de l'heure. Cette philosophie utilitaire repose sur quelques formules simples, que ne renierait pas, il est vrai, des pays où l'opinion est souvent moins xénophobe qu'en France.

Malgré la crise, malgré l'insécurité économique et sociale qui ôtent à l'immigration, et singulièrement à l'immigration clandestine, une part de son utilité, l'appoint de la main-d'œuvre étrangère reste une nécessité, notamment dans les secteurs où les autochtones refusent de travailler. Mais les flux migratoires doivent être contrôlés, canalisés — c'est-à-dire, en fin de compte, acceptés ou rejetés — en fonction du marché du travail, des besoins de l'économie, des possibilités réelles du pays d'accueil. C'est ce qu'avait répondu, lors d'un récent débat télévisé, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés.

L'exemple de Marseille

C'est sur Marseille, précisément, que pour le démarrage de cette campagne d'information et d'action, M. Giscard d'Estaing a porté son choix, répétant à qui veut l'entendre que « les travailleurs immigrés apportent une contribution positive à notre économie nationale et à notre production ».



LA SOCIÉTÉ ROMAINE



LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

(Dessins de KONK.)

Quant à l'électorat de gauche, il sera peut-être troublé. Le président de la République, qui a récemment déclaré, bien qu'il s'en défende, que c'est la première fois, après les rendez-vous manqués avec MM. François Mitterrand et Georges Marchais, que le chef de l'Etat rencontre publiquement, puis en tête à tête, un des principaux dirigeants de l'opposition. En effet, de la cérémonie d'installation du président de la République à l'Élysée, à laquelle M. Defferre assistait le 27 mai comme président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, au milieu de bien d'autres personnalités.

Ce n'est pas tant l'entrevue elle-même qui réjouit le pouvoir et inquiète le P.C. C'est la manière dont elle a été préparée, puis la façon dont elle s'est déroulée. L'entourage du chef de l'Etat, le « complot » qui a permis de garder le secret sur la visite de M. Giscard d'Estaing et insiste sur la « gentillesse » de l'accueil. M. Chirac, comme en écho, souligne que M. Defferre a reçu son hôte « avec une certaine chaleur, une certaine cordialité ».

M. Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, a même souhaité publiquement qu'au-delà des liens d'estime qui l'unissent, affirme-t-il, à M. Defferre « apparaissent des affinités politiques ». M. Giscard d'Estaing ne va pas aussi loin, mais on considère dans son entourage que la rencontre de Marseille est l'illustration d'un certain type de relations entre le pouvoir et l'opposition.

Ces relations, pour le parti communiste, relèvent d'une « manœuvre politique » qui tend à « créer l'illusion d'un dialogue possible ». La personnalité de M. Defferre, déjà attaqué par le P.C. il y a quelques semaines

Tête de pont de l'immigration vers l'Europe, notamment nord-africaine, avec quelque cent vingt mille étrangers — dont près de soixante mille Maghrébins — qui y résident, et plus d'un million qui y transigent chaque année, la cité phocéenne subit de plein fouet, fait-on observer, les tensions sociales qui en résultent (1).

C'est à Marseille que M. Paul Dijoud a mis au point un programme à moyen terme, préparé en commun avec la municipalité et qui prend la forme d'un contrat pluri-annuel engageant, d'ici au printemps, les deux parties et portant aussi bien sur l'accueil des immigrés que sur leur logement, la répartition des emplois bidonvilles, la scolarisation des enfants, la formation professionnelle, l'insertion des femmes et des jeunes filles, surtout, maghrébines.

Les mesures suivantes, s'étendant sur sept ou huit ans, ont donc été annoncées : création d'une « Maison de l'étranger », constitution d'une dizaine d'équipes d'intervention sociale dans les quartiers nord, ouverture d'une quarantaine de classes supplémentaires d'initiation pour enfants étrangers dès la rentrée prochaine, et d'un centre spécialisé de pré-formation pour jeunes Nord-Africains (180 places), agrandissement du centre existant pour la formation des jeunes filles (90 places), lancement dès 1975, d'un programme supplémentaire de 105 logements neufs en cinq ans, dont 60 H.L.M. et 270 P.L.R. (programme à loyer réduit), ainsi que de 270 logements rénovés, notamment par la transformation, dans les cités d'urgence de Bassens et de la Paternelle, d'ensembles de deux logements de 36 mètres carrés en un seul appartement de 80 à 90 mètres carrés. La Sonacotra doit livrer en outre 950 lits en foyers-hôtels. Dans le même région, le formule pourrait être étendue prochainement à d'autres villes, notamment à Nîmes, qui détent le triste privilège de recevoir le plus grand bidonville de France (deux mille personnes).

On ne peut que souscrire à de tels projets, qui mettent en jeu, ainsi que l'a souligné le président de la République, la collaboration des collectivités locales. Mais sera-ce suffisant pour oublier les failles, les lacunes accumulées depuis tant d'années en ce qui concerne la protection des immigrés contre les injustices, les injustices qui frappent tant d'entre eux, et surtout contre une législation abusive qui, malgré quelques correctifs de dernière heure, fait toujours la part belle aux employeurs et aux pouvoirs publics ?

A Marseille même, il n'y a pas si longtemps des « soutiers de l'Europe », ces parias de notre monde industriel, ont appris à leurs dépens que la liberté individuelle n'est pas nécessairement pour eux celle d'aller et de venir, de respirer l'air que l'on veut, de pouvoir travailler pour vivre.

JEAN BENOIT.

(1) La seule ville de Marseille — 1 040 000 habitants en 31 mars 1974 — comptait récemment 15 % d'étrangers : 127 000. Au 1^{er} janvier 1975, cette population étrangère était légèrement moins importante : 112 061 personnes. Elle comprenait notamment 51 116 Algériens (dont 5 533 femmes et 25 633 enfants), 6 515 Tunisiens (976 femmes, 2 360 enfants) et 2 588 Marocains (719 femmes, 1 077 enfants).

les huîtres de Prat-ar-coum
chez Cantarel
12 avenue du Maine
548.59.35
fermé le dimanche

< L'illusion d'un dialogue possible >

(Suite de la première page.)

pour avoir envisagé l'hypothèse d'un gouvernement de gauche, avant toute élection législative, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, n'est pas de nature à dissuader les militants amis de M. Marchais.

Aussi la réunion du comité de liaison de la gauche qui devait marquer les grandes retrouvailles de l'union de la gauche, s'est-elle déroulée, jeudi, dans un climat fort peu optimiste. Chacun s'empresant, à l'issue de la rencontre, de dénoncer les arrière-pensées des autres.

M. Gaston Defferre a bien évidemment protesté contre « toute interprétation politique » de son pas à l'égard du président de la République, à M. Dijoud, qui souhaite, on l'a dit, l'apparition d'affinités politiques, il répond : « Lui le souhaite et moi pas, c'est toute la différence. » Aux communistes il affirme que, maire de Marseille, il avait « le devoir de recevoir le chef de l'Etat comme le veut la tradition républicaine ». Il est bien vrai, comme le fait observer M. Mitterrand, que c'est M. Giscard d'Estaing qui s'est déplacé à Marseille, et non l'inverse. Il reste que la gauche demeure divisée sur la manière de répondre aux avances du pouvoir. M. Pompidou explique volontiers que ce type de rencontres permet « un ajustement des positions » sur certains problèmes, afin que, le moment venu, l'accord puisse se conclure rapidement. En attendant, M. Giscard d'Estaing vient de marquer un point.

THOMAS FERENCZL.

L'HUMANITÉ : manœuvres

Dans son éditorial de l'Humanité du 29 février, M. René Andrieu s'abstient de mettre en cause M. Gaston Defferre, mais il écrit : « Le président de la République, reçu par Gaston Defferre à l'hôtel de ville de Marseille, n'a pas manqué de reprendre les manœuvres en direction du parti communiste, lui déclinant de nouveaux et peu loués d'un brevet de républicanisme et l'invitant à coopérer avec le pouvoir et pour examiner les problèmes en commun dans un esprit d'objectivité et en recherchant les solutions ». C'est dire que dans cette situation il est important pour les partis de gauche de passer résolument à l'offensive, au lieu de rester dans l'expectative ou, pire, de prêter le flanc aux intrigues de l'adversaire. »

la brochette de fruits de mer au beurre blanc
chez Cantarel

le navarin d'agneau aux légumes frais
chez Cantarel

Résidence Alma Berzons
à Courbevoie Charras
Face au centre commercial à proximité du RER, RATP, SNCF
213 appartements à vendre
du studio au 6 pièces en 2 immeubles
le Bélier | le Sagittaire
(18 étages) 125 appartements | (9 étages) 88 appartements
Parkings en sous-sol - Locaux commerciaux
prix fermes & définitifs à la réservation
à partir de 1 800 F le m²
prêts bancaires prêts employeurs épargne logement
Livraison à partir de fin 1975
Renseignements : Bureau de vente - 4, rue de l'Alma (place Charras) - téléphone 788.23.78, tous les jours de 14 h 30 à 18 h
SEMICLE
Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Economiques
5, av. Bertie-Albrecht Paris 8^e
766.51.76

صكرا من الاصل

50 كذا من الأصل

POLITIQUE

Avant le congrès des radicaux de gauche

M. CAILLAVET : les « nouveaux riches » socialistes.

M. Henri Caillavet, sénateur de Lot-et-Garonne, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, jeudi 27 février, au micro de France-Inter : « M. François Mitterrand nous a toujours protégés. Il a toujours été l'ami des radicaux de gauche. Mais, depuis qu'il a connu le succès et que le parti socialiste est devenu un grand parti, ses nouveaux amis (je dis bien ses nouveaux amis) se comportent comme des nouveaux riches. Ils ont quel- quefois un tempérament crispant et agaçant. C'est parce que je veux bien connaître la mesure et la limite de mes obligations dans un cadre d'accords privilégiés par le parti socialiste qu'il m'est arrivé de ne pas apprécier, comme le président Fabre, la méthode de discussion avec le partenaire privilégié qu'est le parti socialiste. »

M. Caillavet a, en outre, accusé M. François Loncle, membre du secrétariat national des radicaux de gauche, qui lui avait reproché de ne pas avoir constitué au Sénat un groupe radical de gauche (le Monde du 26 février). Il a déclaré : « Je ne veux pas être désobligeant envers M. François Loncle. Mais disons que l'engagement de M. François Loncle par rapport à ceux du président du vice-président ou des élus est un engagement dérisoire. Par ailleurs, je constate que M. Loncle est quelquefois excessif, à tout le moins il n'a pas le tempérament d'un sénateur : il n'est pas précautionneux. Il a une excuse : M. Loncle n'est même pas un élu municipal, de la plus petite commune de France alors que j'ai été plusieurs fois député (rélu constamment depuis la Libération), plusieurs fois ministre, sénateur et membre du Parlement européen. Lorsque je m'engage, je ne le fais pas d'une manière désinvolte. »

LA RÉUNION DU COMITÉ DE LIAISON DE LA GAUCHE

Les partis signataires du programme commun vont engager une campagne pour la défense de l'emploi et contre la vie chère

Pour la première fois depuis le 28 juin, le comité de liaison mis en place entre les formations signataires du programme commun s'est réuni jeudi 27 février, au nouveau siège du P.S., place du Palais-Bourbon. Les délégations, conduites par M. Paul Laurent (P.C.F.), Pierre Bérégovoy (P.S.) et François Loncle (radicaux de gauche), ont adopté une déclaration commune qui avait été négociée au préalable entre les trois responsables des partis de gauche.

La base minimum d'accord sur laquelle se sont retrouvés les trois délégations est des plus réduites, puisque, pour l'essentiel, la campagne commune de la gauche pour la défense de l'emploi et contre la vie chère se limite à la publication d'un catalogue regroupant les revendications avancées par les communistes (âge de la retraite, durée du travail) ou par les socialistes (créations d'emplois dans la fonction publique). A ce catalogue s'ajoutent simplement des commentaires de presse dans les chefs-lieux de département.

La déclaration commune adoptée jeudi 27 février par les trois formations signataires du programme commun de gouvernement indique notamment : « La crise économique. C'est celle du système capitaliste international. En France, les véritables responsables de la crise sont les grands groupes financiers et industriels et le pouvoir qui les défend. Les travailleurs et leurs familles, qui constituent l'immense majorité de notre peuple n'y sont pour rien. Ils n'ont donc qu'à en supporter les conséquences. »

L'austérité n'est ni nécessaire ni fatale. Les partis de gauche affirment leur volonté de développer l'union et l'action des travailleurs contre cette politique, pour le succès des solutions du programme commun. En effet, les nationalisations, la planification démocratique et les nouvelles possibilités d'intervention des pouvoirs publics sont des leviers pour s'attaquer aux causes profondes de la crise : la domination des puissances d'argent et les gaspillages capitalistes.

Les partis signataires du programme commun décident d'organiser une vaste campagne d'information et d'action sur la défense de l'emploi et la vie chère pour les jours à venir. Devant la rapide progression du chômage total et partiel qui frappe, directement ou indirectement, toutes les couches de la population, les partis de gauche appellent à lutter pour : — Le retour aux quarante heures hebdomadaires pour tous, sans distinction de salaire, l'âge d'entrée des jeunes et des femmes à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes ;

— Le recours suspensif des comités d'entreprise auprès des conseils généraux et régionaux en cas de licenciement collectif, la garantie légale du droit de reclassement équivalent en cas de licenciement collectif ;

— La mise en œuvre des propositions des organisations syndicales pour l'indemnisation des chômeurs totaux et partiels et la défense de leurs conditions de vie ;

— Le relèvement et l'échelle mobile des salaires, pensions, retraites et allocations familiales ;

— L'amélioration particulière du revenu des plus défavorisés, notamment celui des manœuvres, des O.S., des ouvriers et des employés, des ouvriers agricoles, des personnes âgées ;

— L'allègement de la charge fiscale pesant sur les petits et moyens revenus ;

— L'indexation de l'épargne populaire déposée aux caisses d'épargne ;

— La garantie aux agriculteurs de prix agricoles correspondant aux coûts de production, avec une aide particulière pour les exploitations familiales ;

— L'affectation prioritaire aux équipements collectifs des fonds publics et de l'épargne collective par les organismes publics ;

— Le vote par le Parlement d'un collectif budgétaire dès la session de printemps ;

— La création de nouveaux emplois dans les P.P.T., l'éducation nationale, la santé ;

Sur les initiatives départementales, les partis de gauche se montrent particulièrement vagues. Les socialistes proposent « d'organiser des actions », les communistes ont insisté pour que le document commun se borne à parler de « développer l'action » et que les initiatives départementales ne soient pas prévues avant le 20 mars. Le P.C.F. entend, en effet, montrer que c'est sous sa pression que le P.S. en est venu à accepter des actions communes qui doivent apparaître comme élargissant simplement une campagne lancée au préalable par le seul parti communiste.

Au cours de la réunion du comité de liaison, M. Paul Laurent a, d'autre part, réaffirmé la nationalisation de Citroën et de la Compagnie française des pétroles. Les socialistes en ont accepté le principe, mais ont refusé de l'inscrire dans la déclaration commune, car ils estiment que l'élargissement des nationalisations doit entrer dans le cadre de l'actualisation du programme commun. Le P.S. espère ainsi amener le

Pour populariser ces diverses revendications les partis de gauche ont décidé d'organiser des conférences de presse aux environs du 10 mars dans les chefs-lieux de chaque département et des manifestations départementales, entre le 20 mars et le 30 avril, « visant à développer l'action et à assurer en particulier le succès dans les cent principales villes de France de grandes réunions publiques de soutien populaire aux objectifs de la campagne. »

— La suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, et sa réduction pour les produits de grande consommation ;

— Le blocage temporaire des loyers d'immeubles collectifs et l'abaissement des charges de logement, en particulier par une réduction importante du prix du fuel utilisé pour le chauffage ;

— La participation de représentants de tous les groupes parlementaires, des syndicats et des organisations de consommateurs, d'usagers et de commerçants au contrôle de la formation des prix ;

— L'abolition des privilèges fiscaux, et l'instauration d'un impôt exceptionnel sur les superprofits inflationnistes des grandes sociétés privées, dont les cinq cents premières avaient déjà réalisé, en France, en 1972, environ 4 000 milliards d'A.F. de profits ;

— Un contrôle parlementaire permanent sur l'usage des fonds publics ; la récupération par la collectivité des sommes dont la Cour des comptes et les commissaires enquêteurs ont constaté le détournement, au profit des grands intérêts privés ;

— Un nouveau type de développement économique des régions de la région parisienne et de la modernisation de l'appareil productif en fonction de l'intérêt national, par la nationalisation ;

— L'équilibre entre les branches industrielles ainsi qu'entre les régions ;

— Le développement prioritaire des activités dont l'importance est vitale pour les échanges commerciaux, et pour l'avenir d'une industrie française hautement qualifiée et compétitive ;

— Ce qui suppose : — La nationalisation immédiate du secteur bancaire et financier permettant le contrôle démocratique des investissements et des entrées et sorties de capitaux, la lutte contre la spéculation, la maîtrise du crédit ;

— L'extension du secteur public par les nationalisations industrielles inscrites dans le programme commun ;

M. Paul Laurent : nous aurions souhaité plus de clarté sur les nationalisations

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a repris devant la presse, l'après-midi de la réunion du comité de liaison, la déclaration liminaire qu'il avait faite devant les représentants des partis de gauche. Il a notamment déclaré : « Le parti communiste considère comme très positive la campagne nationale d'information et d'action qui vient d'être décidée aujourd'hui. C'est naturel puisqu'il s'agit de défendre les propositions sans relâche au parti socialiste et au Mouvement des radicaux de gauche. »

« Une telle campagne s'imposait dès lors que le pouvoir pressenti grêve de l'augmentation d'une crise dont il est le premier responsable pour justifier une politique d'austérité contre les travailleurs. C'est pourquoi nous regrettons le retard mis par nos partenaires à engager la lutte à nos côtés, autant attachés-nous d'importance à la décision d'aujourd'hui. »

Le parti socialiste a pris prétexte d'une discussion existant entre communistes et socialistes, d'ailleurs en partie à propos des problèmes posés par l'aggravation de la crise, pour rompre les discussions engagées en septembre.

M. Estier : on est passé de la polémique à la compétition

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste, commente dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité la réunion du comité de liaison de la gauche. Il note : « En se tenant de cette rencontre, les socialistes n'imaginent pas qu'elle puisse suffire à effacer la polémique engagée depuis octobre par le parti communiste. Du moins observent-ils que, depuis une dizaine de jours, elle a pris un autre ton et qu'elle est devenue une véritable compétition. C'est ce que nous constatons dans le discours de M. Estier, qui nous a semblé marquer un nouveau degré dans l'escalade, la presse et le porte-parole du P.C.F. se placent désormais sur un autre terrain qui les amène à insister sur les différences existant entre le P.S. et leur parti et à affirmer que ce dernier est le seul à défendre effectivement les travailleurs. De

la polémique, on est donc passé à ce qui ressemblerait à la compétition, que les socialistes n'ont jamais refusée et qui, dans leur esprit, est parfaitement compatible avec l'action commune. »

Le texte adopté par les trois formations signataires du programme commun inspire d'autre part à M. Estier le commentaire suivant : « Cette analyse commune souligne, s'il en était besoin, que c'est un mauvais procès fait au parti socialiste que de prétendre qu'il songerait à aller au pouvoir pour gérer la crise et imposer des sacrifices à ceux qui en sont déjà les victimes. Le texte commun de cette semaine ne dit pas autre chose que ce que François Mitterrand et tous les secrétaires nationaux du P.S. ont répété depuis des semaines. Peut-être cette fois-ci auront-ils enfin une chance d'être entendus ! »

M. Jean-Pierre Chevènement, animateur du CERES, s'est félicité, jeudi 27 février, à Vitry, de la réunion du comité de liaison de la gauche. « Il faut créer, a-t-il expliqué, un rapport de forces tel, dans le pays, que le pouvoir soit contraint à reculer. Pour que la gauche puisse appliquer son programme il lui faudra obliger M. Giscard d'Estaing à se soumettre ou à se démettre. »

P.C.F. à reprendre le travail engagé avant l'élection présidentielle avec ses partenaires de la gauche, mais les représentants du P.C.F. ont refusé de s'engager sur ce point en expliquant qu'ils n'étaient pas mandatés. La réunion du comité de liaison marquée-elle, comme le pense M. Claude Estier, la fin de la polémique et la poursuite de la compétition ? A l'évidence, la compétition l'emporte de beaucoup sur l'esprit unitaire, comme en témoigne le caractère limité des objectifs qui se sont fixés les trois partis signataires du programme commun. Quant à la polémique, on peut douter qu'elle soit terminée de lire, face aux caméras de télévision, la déclaration commune, que M. Paul Laurent profita de la présence des journalistes pour multiplier les déclarations critiques à l'égard du comportement du P.S., reprochant notamment à M. Gaston Defferre d'avoir collaboré avec M. Giscard d'Estaing pour préparer « clandestinement » le déplacement à Marseille du président de la République.

— La suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, et sa réduction pour les produits de grande consommation ;

— Le blocage temporaire des loyers d'immeubles collectifs et l'abaissement des charges de logement, en particulier par une réduction importante du prix du fuel utilisé pour le chauffage ;

— La participation de représentants de tous les groupes parlementaires, des syndicats et des organisations de consommateurs, d'usagers et de commerçants au contrôle de la formation des prix ;

— L'abolition des privilèges fiscaux, et l'instauration d'un impôt exceptionnel sur les superprofits inflationnistes des grandes sociétés privées, dont les cinq cents premières avaient déjà réalisé, en France, en 1972, environ 4 000 milliards d'A.F. de profits ;

— Un contrôle parlementaire permanent sur l'usage des fonds publics ; la récupération par la collectivité des sommes dont la Cour des comptes et les commissaires enquêteurs ont constaté le détournement, au profit des grands intérêts privés ;

— Un nouveau type de développement économique des régions de la région parisienne et de la modernisation de l'appareil productif en fonction de l'intérêt national, par la nationalisation ;

— L'équilibre entre les branches industrielles ainsi qu'entre les régions ;

— Le développement prioritaire des activités dont l'importance est vitale pour les échanges commerciaux, et pour l'avenir d'une industrie française hautement qualifiée et compétitive ;

— Ce qui suppose : — La nationalisation immédiate du secteur bancaire et financier permettant le contrôle démocratique des investissements et des entrées et sorties de capitaux, la lutte contre la spéculation, la maîtrise du crédit ;

— L'extension du secteur public par les nationalisations industrielles inscrites dans le programme commun ;

Mme FRANÇOISE GIROUD MEMBRE DU BUREAU DU PARTI RADICAL

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat, directrice (en congé) de l'Express, a été élue, jeudi 27 février, membre du bureau politique du parti radical par le comité directeur — unanime — de cette formation. Mmes Anne-Marie Fritsch, député de Moselle, et Nicole Chomaqui, présidente du Centre d'Initiation à l'Économie, ont également été élues au bureau.

Le comité directeur a décidé, d'autre part, « de confier, pour la fin mars, le rapport sur la conférence multilatérale sur l'énergie à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ; le rapport sur le redéploiement industriel à Mme Françoise Gomez, président-directeur général de Waterman ; le rapport sur la réforme fiscale à M. Jean Ravanel, conseiller d'Etat ; le rapport sur le pouvoir régional à M. Jacques Tournan, inspecteur des finances, conseiller général des Yvelines, et la mission de coordination de l'ensemble de ces rapports à M. Jean-Claude Collé, délégué aux énergies nouvelles au ministère de l'Industrie. »

Enfin, le parti radical a annoncé son intention de consacrer ses travaux, « à l'échelon national comme aux échelons régionaux, à tout ce qui contribue à résoudre les problèmes de l'emploi qui ont dominé l'ensemble des préoccupations des Français d'ici à l'été. »

LES MAIRES COMMUNISTES MANIFESTENT LEUR MÉCONTENTEMENT

A l'occasion du lancement d'une nouvelle revue trimestrielle intitulée *Communes et Départements* d'aujourd'hui qui succède au bulletin des élus municipaux et communaux communistes, M. Marcel Rosette, maire de Vitry, membre du comité central du P.C.F., a annoncé devant l'Assemblée des maires communistes se rendant en délégation au ministère de l'Intérieur le 4 mars, à 10 h 30. Le 1^{er} mars, les neuf maires communistes des Hauts-de-Seine manifesteront, pour leur part, devant le ministère de l'Économie et des finances. Le 28 février, dans le cadre d'une manifestation d'action et d'information, les maires à direction communiste des sept départements de la région parisienne seront fermés.

M. Rosette a souligné : « Il faut bien consentir que seuls les élus communistes tentent avec conscience pour refuser de gérer la crise, qu'ils sont les seuls à s'opposer à l'alourdissement de la fiscalité locale, à dire non à la politique d'austérité giscardienne. (...) Alors que trop d'élus se font encore les complices de cette politique du pouvoir, les élus communistes ne cessent de prendre des initiatives d'action pour contribuer à la lutte générale de notre peuple. »

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI CAPELOU DISTRIBUTEUR SEULE ADRESSE DE VENTE : 37, av. de la République PARIS XI^e • Tél. 357.46.35 METRO PARMENTIER

Copenhague



voyage de Pâques départ de Paris le 27 mars tout compris F. 985 en pension complète (hôtel Fenix 3 étoiles)

une semaine à Copenhague départs tous les samedis jusqu'au 20 mars F. 900

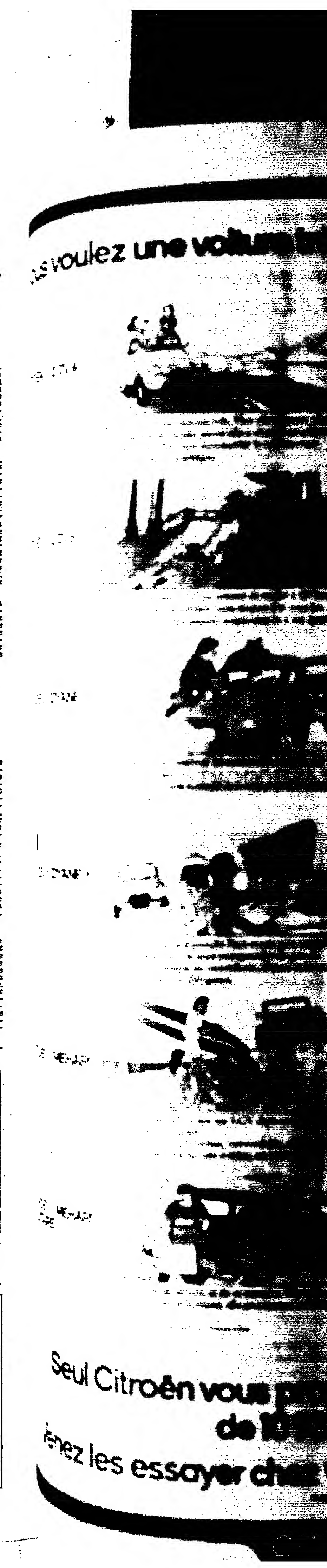
Week-end départs tous les jeudis et nos voyages "Groenland 75"

Renseignements et inscriptions CHEMINS DE FER DSB DE L'ÉTAT DANOIS BUREAU DE PARIS MAISON DU DANEMARK 142, av. Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 869.20.06 ou à votre agent de voyages

Philippe Taieb* conseil en haute-fidélité 145, rue de la Pompe, 75016 Paris Tél. 553.58.46

*voir le Monde du 25 janvier, page 9

Pour comprendre le rapport Sudreau Etienne Minarik Pour une autorité de compétence dans l'entreprise dans l'entreprise Gérard Donnadiou Citoyens dans l'entreprise Centurion/Rosma Seul Citroën vous propose de faire les essayer chez vous



LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ? Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement conçues pour vous. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement. YSOPTIC 80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52 Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

صكنا من الأهل

JUSTICE

Après l'émission d'Antenne 2 sur l'affaire de la Fumade

VIVES RÉACTIONS DU MAIRE DE CAUSSADE ET DE L'UNION SYNDICALE DES MAGISTRATS

Pendant que Mme Anna Portal et sa fille Marie-Agnès se rendaient sur la tombe de Jean-Louis et Saint-Nauphary jeudi 27 février, l'émission d'Antenne 2 à laquelle elles ont participé, notamment avec MM. Bertrand de Jovenel et Jean Dutourd, a provoqué de vives réactions.

Quant à ce qui a été dit, les efforts incessants de la recherche d'une solution humaine, qui ont été, dans cette affaire, le fait des responsables judiciaires, administratifs et policiers, on reste confondu devant les accusations sommaires lancées en toute méconnaissance des faits par ces deux « regards » qui se sont produits devant des millions de spectateurs.

AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE
Le commissaire du gouvernement rejette les requêtes des propriétaires du bateau-promenade « la Fraidieu »

Grenoble. — La catastrophe de la Fraidieu, ce bateau-promenade qui coula le 18 août 1969 sur le lac Léman, provoquant la mort de vingt-quatre personnes, dont quatorze enfants d'une colonie de vacances mosellane, a été évoquée mercredi 26 février devant le tribunal administratif de Grenoble présidé par le conseiller Darot.

Le 10 février 1971, le tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) avait en effet déclaré les deux propriétaires exploitants du bateau, M. et Mme Emile Richard, coupables d'un homicide et blessures involontaires, et condamné chacun d'eux à deux années d'emprisonnement avec sursis et 6 000 francs d'amende, ainsi qu'à payer aux familles des victimes diverses indemnités dont le montant total — réglé par la compagnie La Concordie — s'est élevé à 1 265 270 francs.

Les « retombées » de l'affaire du Felich's Club

L'ANCIEN JUGE D'INSTRUCTION DE BOURG-EN-BRESSE DEMANDE LA SAISIE D'UN LIVRE DE L'ANCIEN COMMISSAIRE JAVILLIÉY

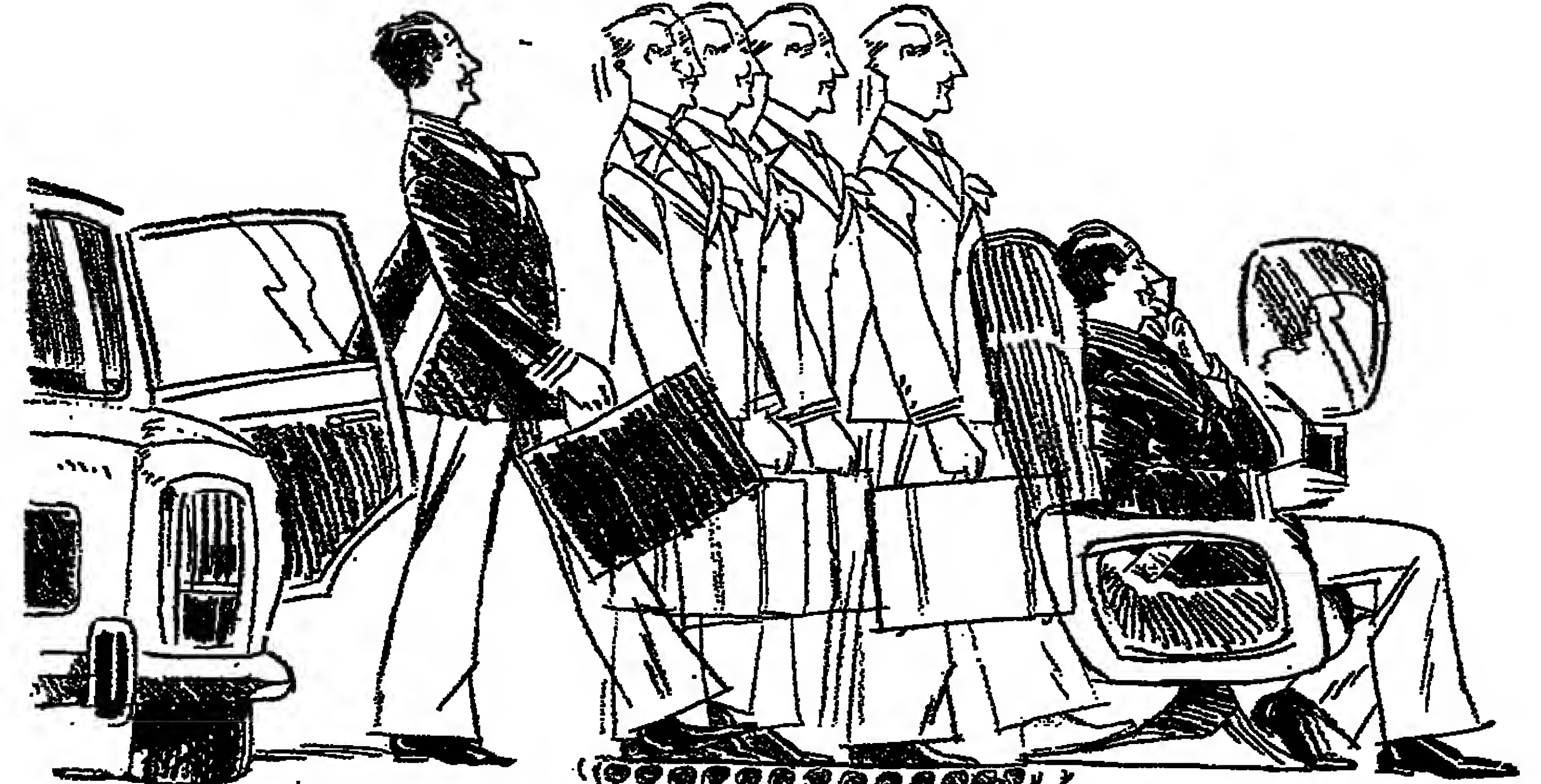
M. Etienne Ceccaldi, actuellement substitut du procureur de la République de Marseille, qui était juge d'instruction à Bourg-en-Bresse (Ain) lorsque démarra, en décembre 1970, l'affaire du Felich's Club, demande en référé le retrait de la vente et la saisie du livre signé par l'ancien commissaire Charles Javilliéy et M. Aramon, l'époux de sa fille, le commissaire Javilliéy accusé.

mais même dans sa vie privée. Il estime, en conséquence, qu'un tel ouvrage est susceptible de lui causer, du fait des multiples mensonges qu'il contiendrait, de graves dommages matériels et moraux. L'assignation délivrée par les avocats contient de nombreuses citations à l'appui de la demande.

VOUS VOYAGEZ EN EUROPE POUR VOS AFFAIRES
PARTEZ DE L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE.

PARTEZ DE L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE PARCE QUE VOUS AIMEZ LA FACILITE.
A l'aéroport Charles de Gaulle, prendre l'avion est un jeu d'enfant. Dans un aéroport rond, vous allez toujours tout droit, et beaucoup moins loin.

Ensuite, il vous suffit de faire quelques pas et vous êtes dans l'avion. Bon voyage. Pour venir à l'aéroport, c'est aussi simple que pour l'utiliser.



PARTEZ DE L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE PARCE QUE VOUS VOYAGEZ SOUVENT SANS BAGAGE.
Si vous avez seulement un bagage à main, les formalités d'enregistrement seront encore plus simples.

PARTEZ DE L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE PARCE QUE AIR FRANCE VOUS Y ACCUEILLE.
Dans l'aéroport, le personnel d'accueil Air France est présent partout, pour vous conseiller et vous rendre plus faciles les formalités d'embarquement.

POLICE

CORRESPONDANCE

« Coups de poing » dans le métro

Après les témoignages de lecteurs sur le déroulement des opérations de sécurité dans le métro parisien (le Monde des 24 décembre et 15 janvier), nous avons reçu de M. J.-M. Freys, de Paris (15^e), la lettre suivante :

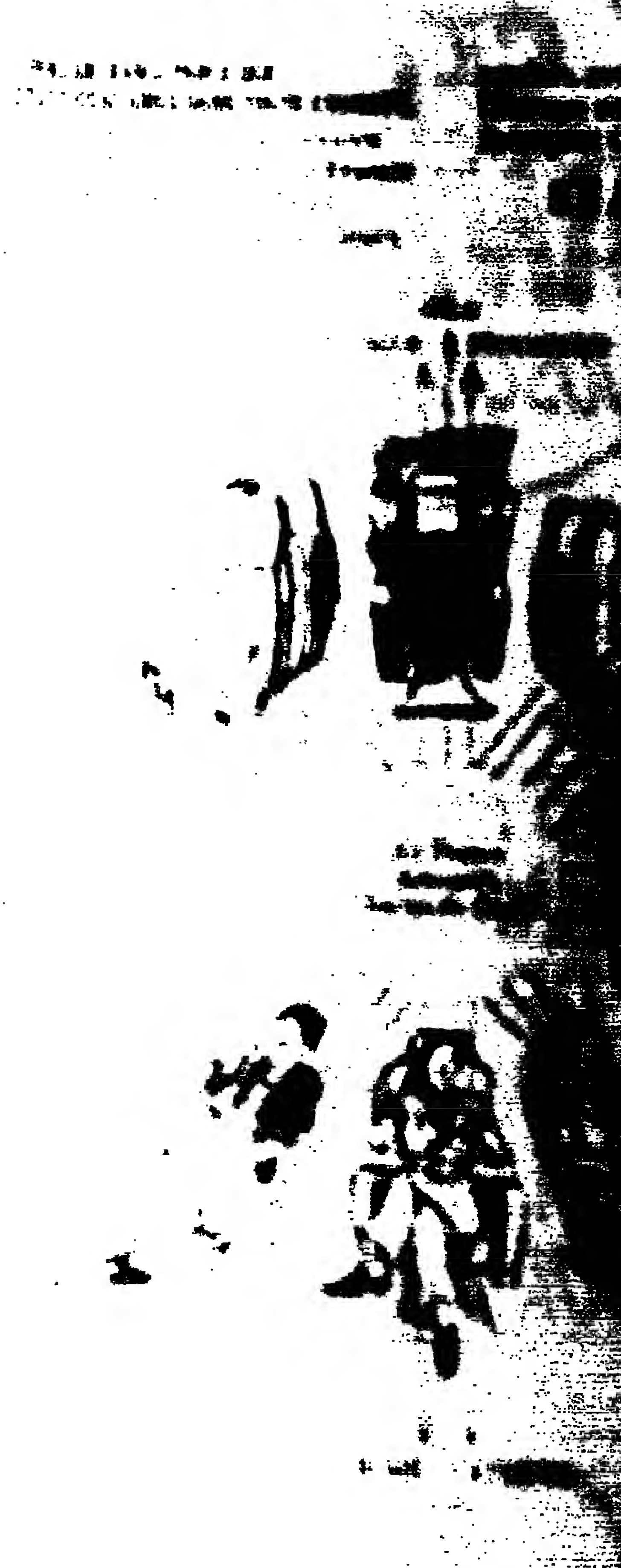
« J'habite Paris depuis vingt-cinq ans. Jusqu'à ces toutes dernières années, j'ai circulé, comme tous les Parisiens, sans pratiquement aucun risque dans le métro. Cela n'est plus possible. Tout le monde le sait. Vous aussi. Cette situation est intolérable pour tous, et notamment pour tous ceux qui, pour diverses raisons, sont obligés d'avoir recours en permanence à ce mode de transport. Les gens sensés ne sont ni « pour » ni « contre » la police. Ils estiment tout simplement son action inutile, pensable et subtilement qu'elle puisse mettre un terme, au cas particulier, aux violences et agressions.

M. Corroyé se plaint, au contraire, d'avoir subi des vexations. Or toute sa lettre montre, d'une part, qu'il nourrit des préjugés contre la police et, d'autre part, qu'il a systématiquement tout fait pour exaspérer les policiers qui procédaient au contrôle.

JUSTICE
Dossier

Un juge du tribunal de commerce de Mayenne écroué pour chantage. — M. Henri Cottereau, âgé de quarante-trois ans, entrepreneur, juge au tribunal de commerce de Mayenne, ancien adjoint au maire de cette ville et président de la Caisse des dépôts et de prêts a été écroué jeudi 27 février à la maison d'arrêt de Laval sous l'imputation de « chantage, extorsion de fonds et vol ».

L'Association française des juristes démocrates (52, avenue de la Motte-Picquet, 75015 Paris) réunit son congrès annuel les 1^{er} et 2 mars au Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, à Paris (1^{er}).



FAITS DIVERS

APRÈS AVOIR TUÉ UN CAISSIER DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE Deux des trois bandits ont pris la fuite en emportant un million de francs Leur complice a été mortellement blessé par un policier

Deux morts — un agresseur et un caissier, — un blessé et 1 million de francs disparus avec les bandits : tel était, ce vendredi 28 février, en fin de matinée, le bilan du hold-up avec prise d'otages qui a tenu les forces de police en haleine jusqu'aux premières heures de la matinée autour de la succursale de la Société centrale de banque, avenue de la République à Paris. Si les cinq otages ont pu être libérés sains et saufs dans le courant de la nuit, les deux malfaiteurs survivants, à qui la police avait remis une voiture et un sac postal contenant la rançon, n'ont pu être rattrapés.

À la préfecture de police, on insistait, ce vendredi, sur les difficultés de la recherche et de l'identification des gangsters. Les deux hommes, en effet, n'ont quitté à aucun moment ni la cagoule

qui dissimulait leur visage ni leurs gants. Ils semblaient âgés d'un ou deux ans et d'origine méditerranéenne. Nous allons mettre tout en œuvre pour les retrouver et les éliminer », a déclaré M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire.

Le garde des sceaux, M. Jean Lecanuet, de son côté, a déclaré au micro de Radio-Montecarlo : « Jusqu'ici nous avons toujours fait passer la vie des otages en premier. Presque toujours les gangsters ont été retrouvés par la police et la justice les a condamnés de manière sévère. Le ministre de la justice n'a pas à se prononcer à la place des juges, mais j'espère que, s'il y a prise ou meurtre d'otages, la sanction la plus grave doit être appliquée. »

Alfa-Romeo fournie à la police par un habitant du quartier, et 2 millions de francs (dont la moitié sera abandonnée à la banque) sont mis à la disposition des gangsters, qui quittent l'établissement, libérant les deux hommes comme otages. Une course-poursuite s'organise dans Paris, de la porte de Gignacourt à la rue de Valenciennes, puis sur les Champs-Élysées. Après avoir vainement tenté de s'emparer d'un taxi, les gangsters essaient de voler une Rolls-Royce dont ils blessent légèrement le conducteur, M. Michel Brusaud-Orléans, quarante ans, d'une belle au mollet.

À 5 heures, les trois femmes prises comme otages sont libérées à l'angle de la rue d'Amsterdam et de la rue Saint-Lazare. L'Alfa-Romeo est retrouvée abandonnée place des Ternes, vide de ses occupants.

« On est des génies... »

De l'intérieur de la banque cernée par la police, les deux jeunes gangsters ont dialogué à plusieurs reprises avec les journalistes. Leurs déclarations ont été entendues par un policier qui a aussitôt l'action psychologique restait inefficace.

« Je m'appelle Pierrot. J'ai trente ans. Notre bande s'est constituée par hasard. Alain a été tué par la police. Il avait vingt-cinq ans. Mais nous sommes décidés à aller jusqu'au bout. Nous avons à notre actif plusieurs otages de banques. On ne fait pas ça pour de l'argent mais par dégoût, et parce que nous n'avons plus eu de chance. Je suis arrivé à un point de saturation. (...) »

« On attend la police. On ne pourra pas attendre longtemps. Dites aux policiers qu'ils nous téléphonent rapidement car nous sommes prêts. Cela fait plus de trois heures qu'on attend et ça dure. On attend le coup de téléphone, nous restons très calmes. (...) »

« Les filles continuent à faire la forte tête. Il est 19 h 30. À 20 heures, nous abattons un otage. Je n'ai plus rien à attendre. Je me fignolais ensuite. Je ne veux pas finir ma vie en prison. (...) »

« Nous ne sommes pas des enfants de chœur... On est des génies, nous en sommes à notre septième coup. Cela fait deux ans que la danse se poursuit pour nous... Et d'ailleurs on n'en a rien à f... »

« Répondant ensuite à un journaliste de Libération, l'un des gangsters déclare : « Vingt ans. On a tous vingt ans. Au fait, Libération, c'est pas ça pour de l'argent mais par dégoût, et parce que nous n'avons plus eu de chance. Je suis arrivé à un point de saturation. (...) »

« On attend la police. On ne pourra pas attendre longtemps. Dites aux policiers qu'ils nous téléphonent rapidement car nous sommes prêts. Cela fait plus de trois heures qu'on attend et ça dure. On attend le coup de téléphone, nous restons très calmes. (...) »

Pet avant 20 heures, jeudi soir, M. Poniatski, ministre de l'Intérieur, jugeant inopportunes les conversations diffusées sur les ondes des chaînes de radio, a donné l'ordre que les communications entre journalistes et gangsters soient interrompues.

SPORTS

Automobilisme

CARLOS PACE RÉALISE LE MEILLEUR TEMPS AUX ESSAIS DU GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD

Le Brésilien Carlos Pace sera en tête au départ du Grand Prix d'Afrique du Sud, samedi 1^{er} mars. Il a réalisé le meilleur temps aux essais qui se sont déroulés les 26 et 27 février. La dernière séance n'a pu se dérouler normalement : elle a été écourtée en raison d'incidents nombreux (moteur éclaté pour Fittipaldi, tête à queue sur une flaque d'huile pour Lauda, sortie de route pour Schellker et Kazian).

Le classement des essais est le suivant : 1. Carlos Pace (Bré.), Brabham ; 2. Carlos Reutemann (Arg.), Brabham ; 3. Jody Scheckter (Afr. Sud), Tyrrell ; 4. Niki Lauda (Aut.), Ferrari ; 5. Patrick Depailler (Fr.), Tyrrell ; 6. Mario Andretti (É.-U.), Ferrari ; 7. Ronnie Peterson (Sué.), Lotus ; 8. Clay Regazzoni (Sui.), Ferrari ; 9. Jochen Mass (R.F.A.), Texaco ; 10. John Watson (Gré.), Surtees ; 11. Emerson Fittipaldi (Bré.), Texaco ; 12. James Hunt (G.-B.), Hesketh ; 13. Jean-Pierre Jarrier (Fr.), Shadow ; 14. Wolf von Steinhilber (R.F.A.), Lola ; 15. Vittorio Brambila (Ital.), March, etc.

Tennis de table

LA FRANCE BAT L'U.R.S.S. (4 à 3) EN CHAMPIONNAT DE LA LIGUE EUROPÉENNE

À Moscou, l'équipe de France de tennis de table a battu celle d'U.R.S.S. par 4 victoires à 3, dans un match du championnat de la Ligue européenne de première division. Le succès français a été principalement dû à la victoire du double mixte formé par Secretin et Bergeret, qui, après une lutte acharnée et longue, temps indécise — comme en témoigne le score, — ont battu les vice-champions du monde Sarkhoyan-Antonian.

Simple messieurs — Martin (Fr.) b. Gomoskov (U.R.S.S.), 21-18, 21-17 ; Stokator (U.R.S.S.) b. Secretin (Fr.), 21-10, 21-19 ; Secretin (Fr.) b. Gomoskov (U.R.S.S.), 18-21, 21-18, 21-18 ; Stokator (U.R.S.S.) b. Martin (Fr.), 21-12, 21-13.

Simple dames — Antonian (U.R.S.S.) b. Bergeret (Fr.), 21-11, 21-15.

Double messieurs — Secretin-Bergeret (Fr.) b. Gomoskov-Sarkhoyan (U.R.S.S.), 21-16, 21-18.

Double mixte — Secretin-Bergeret (Fr.) b. Sarkhoyan-Antonian (U.R.S.S.), 20-22, 22-21, 21-17.

Basket

BERCK BATTU A TEL-AVIV (88-78)

Tel-Aviv (A.F.P.). — L'équipe championne d'Israël, Maccabi Tel-Aviv, a battu celle de Berck par 88 à 78, jeudi 27 février, au terme d'un match comptant pour les quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs champions.

Dix mille spectateurs passionnés ont assisté à la rencontre. Le match a été rétroscopé à Berck le jeudi 6 mars.

AUTRES RESULTATS
Ligue de Varsovie bat Malines 99-87
Rotterdam bat Stockholm .. 104-71

D'un sport à l'autre...

FOOTBALL. — L'équipe de France amateurs a battu celle d'Allemagne fédérale par 2 buts à 0 le 26 février à Mannheim.

CYCLISME. — Pour la quatrième fois, le Belge Eddy Merckx a remporté le Tour de Sardaigne.

NATATION. — A Leningrad, le nageur soviétique Vladimir Bure a établi un nouveau record d'Europe du 100 mètres nage libre en 51 sec. 36 ; le précédent record, qu'il détenait depuis 1972, était de 51 sec. 77.

(Lire page 24 la chronique sportive dans Le Monde du lendemain et des loisirs.)

JUSTICE

« Le Monde » poursuivi pour la publication d'un communiqué transmis par l'A.F.P.

Au lendemain du verdict — contesté — condamnant Pierre Goldman à la réclusion criminelle à perpétuité pour trois agressions à main armée et le double meurtre du boulevard Richard-Lenoir à Paris (Le Monde du 16 décembre 1974), les journaux Le Monde et La Croix ont reproduit le communiqué du « Comité justice pour Pierre Goldman », qui désignait le président, l'avocat général et les jurés de la cour d'assises comme de véritables assassins.

Les avocats de la partie civile ont d'ailleurs déposé le cas des deux journaux en déclarant que la présentation du communiqué était « plus prudente » dans le journal La Croix. D'autre part, M. Jacques Fauvet et Jean Gélamur, directeurs de la publication de deux quotidiens, devaient comparaître le 27 février devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour injures publiques envers un fonctionnaire à raison de ses fonctions.

M. André Braunschweig et Lucien Langlois, président et avocat général de la cour d'assises, qui se présentaient au banc de la partie civile après avoir dénoncé le caractère « impudique » de l'écriture, ont précisé que celle-ci avait une résonance particulière en considération de la « qualité » des deux journaux et « en raison de l'émotion dans laquelle je tiens ces deux journaux que j'ai cru bon de porter plainte », a déclaré M. Braunschweig. Pour sa part, le directeur de La Croix a répondu qu'il n'y avait eu « aucune intention de nuire » dans le fait de reproduire un communiqué qui « soulignait l'émotion violente que ce verdict avait provoqué ». M. Gélamur devait ajouter que, sous cette ré-

serve, il s'agissait selon lui, de « l'exercice normal de l'information ».

A ce moment des débats, alors que M. Jacques Fauvet s'était fait représenter par M. François Sarda, M. Braunschweig et Langlois ont annoncé qu'ils abandonnaient leurs poursuites contre le journal La Croix.

Les avocats de la partie civile ont d'ailleurs déposé le cas des deux journaux en déclarant que la présentation du communiqué était « plus prudente » dans le journal La Croix. D'autre part, M. Jacques Fauvet et Jean Gélamur, directeurs de la publication de deux quotidiens, devaient comparaître le 27 février devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour injures publiques envers un fonctionnaire à raison de ses fonctions.

M. André Braunschweig et Lucien Langlois, président et avocat général de la cour d'assises, qui se présentaient au banc de la partie civile après avoir dénoncé le caractère « impudique » de l'écriture, ont précisé que celle-ci avait une résonance particulière en considération de la « qualité » des deux journaux et « en raison de l'émotion dans laquelle je tiens ces deux journaux que j'ai cru bon de porter plainte », a déclaré M. Braunschweig. Pour sa part, le directeur de La Croix a répondu qu'il n'y avait eu « aucune intention de nuire » dans le fait de reproduire un communiqué qui « soulignait l'émotion violente que ce verdict avait provoqué ». M. Gélamur devait ajouter que, sous cette ré-

ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

ernement rejette les requêtes eau-promenade « la Fraidieu »

Les requêtes déposées par les habitants de la commune de Fraidieu, dans le département de l'Isère, pour obtenir l'ouverture d'une eau-promenade, ont été rejetées par le préfet de Grenoble.

Le préfet a déclaré que les conditions de l'opération ne sont pas satisfaisantes et que les travaux nécessaires à l'ouverture de l'eau-promenade ne peuvent être réalisés dans les délais prévus.

Les habitants de Fraidieu ont exprimé leur déception et ont annoncé qu'ils vont poursuivre leurs démarches auprès du ministre de l'Équipement.

BOPE POUR VOS AFFAIRES ART CHARLES DE GAULLE.

Ensuite, il vous suffit de faire quelques pas et vous êtes dans l'avion. Bon voyage.

Pour venir à l'aéroport, c'est aussi simple que pour l'habiter. Vous pouvez prendre des cars à la porte Maillot, des trains à la Gare du Nord, des taxis partout.

Si vous prenez votre voiture, vous pouvez vous garer à l'intérieur de l'aéroport pour gagner du temps, ou bien au parking longue durée, pour payer moins cher.



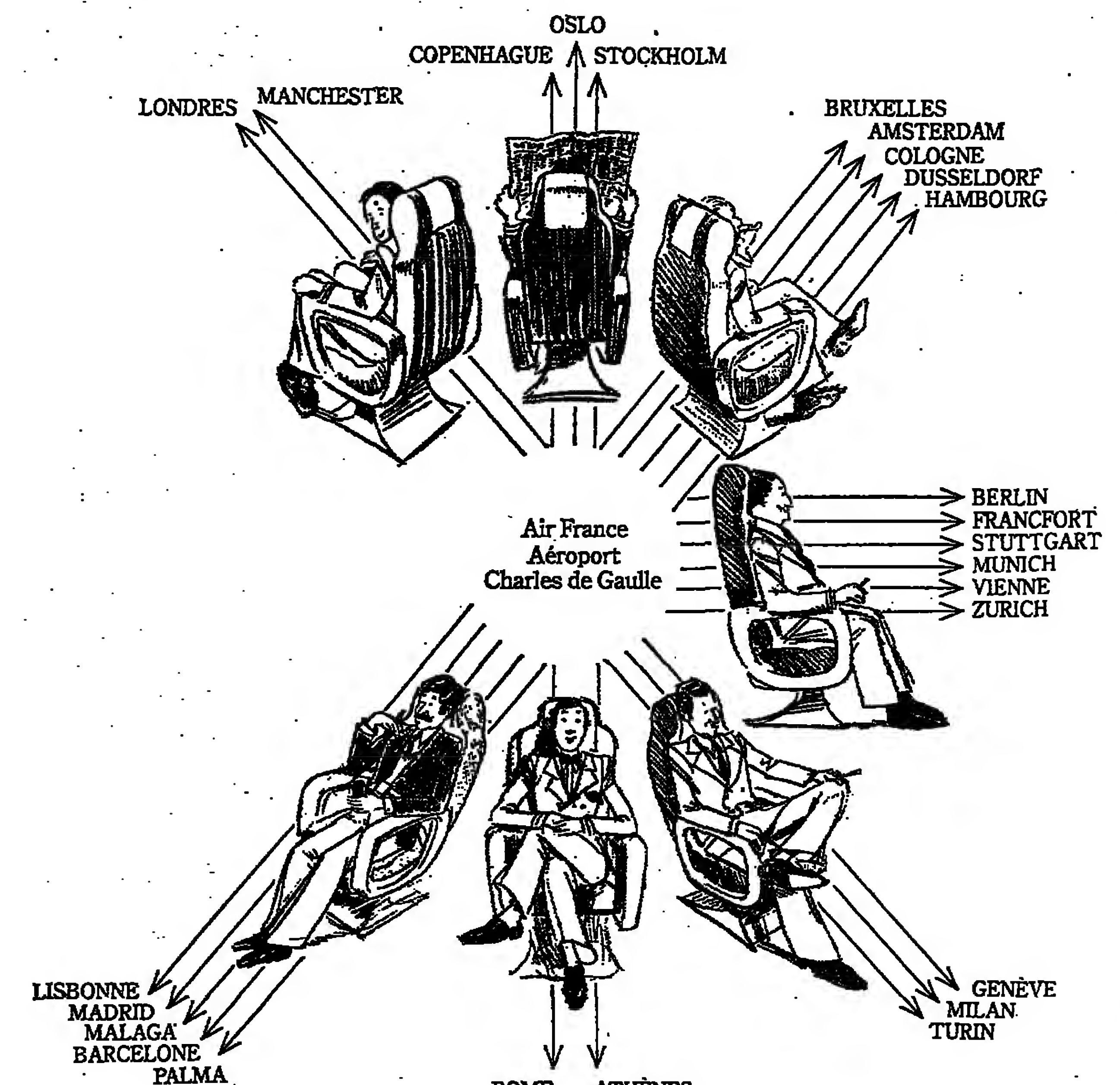
PARTEZ DE L'AÉROPORT CHARLES DE GAULLE
POUR QUE VOUS ARRIVIEZ VOS VACANCES.

Dans l'aéroport, le personnel d'Air France est présent partout pour vous conseiller et vous rendre plus faciles les formalités d'embarquement.

VOUS VOYAGEZ EN EUROPE POUR VOS AFFAIRES PRENEZ AIR FRANCE.

PRENEZ AIR FRANCE PARCE QUE VOUS TRAITIEZ VOS AFFAIRES DANS TOUTE L'EUROPE.

Pour rendre les meilleurs services aux hommes d'affaires français, Air France a tout fait pour leur permettre de se rendre partout où ils doivent traiter leurs affaires, avec le réseau le plus complet sur l'Europe au départ (et au retour) de l'aéroport Charles de Gaulle.



صكنا من الأصل

ÉDUCATION

LA RÉFORME HABY

Le parti communiste juge « étriqué » et « réactionnaire » le projet du ministre

Projet « conservateur », « étriqué », « réactionnaire », « malhousien », « de démission nationale », tels sont quelques uns des qualificatifs employés à l'égard des propositions de réforme de M. René Haby, ministre de l'éducation, par M. Jacques Chambaz, député de Paris et membre du bureau politique du parti communiste français, au cours d'une conférence de presse réunie le 27 février à Paris. Celui-ci a en particulier dénoncé « l'offensive idéologique que le pouvoir entend déployer pour l'imposer », « l'offensive contre laquelle il entend mobiliser ses militants ».

« L'Association des journalistes universitaires (AJU) vient de renouveler son bureau. Président : Jean-Louis Aupetit (Europe 1) ; secrétaire général : Pierre-Bernard Marquet (l'Éducation) ; trésorier : Philippe Boggio (le Quotidien de Paris) ; membres : Catherine Arditti (le Monde), Dominique Laury (télévision, première chaîne), Edmond Vandermeersch (Pédagogie) ».

● RECTIFICATIF. — Nous avons écrit par erreur dans le Monde du 25 février que l'École des hautes études en sciences sociales, que dirige M. Jacques Le Goff, était issue de la quatrième section de l'École pratique des hautes études. Il s'agit en fait de la sixième section (sciences économiques et sociales).

Pour le P.C., la crise de l'école « ne saurait être indépendante de l'ensemble du mouvement social », elle est « la manifestation de la crise globale de la société française ». Aussi son refus des modifications proposées par le ministre est-il lui aussi global. « Nous ne voulons pas nous laisser enfermer dans le jeu du gouvernement », a notamment déclaré M. Chambaz. « Nous voulons échapper aux limites d'un système qui conduit à des choix entre plusieurs solutions mauvaises. Il ne s'agit pas plus, selon nous, d'amender le projet de réforme que d'amender le régime actuel ».

Le porte-parole communiste a toutefois critiqué plusieurs aspects particuliers du projet : rejet, à ses yeux, de la gratuité réelle et complète pendant la période de la scolarité obligatoire, « officialisation des retards scolaires » et « acceptation des inégalités », « généralisation et mutation de la formation qui oppose les uns aux autres les diverses composantes de la culture », limitation des enseignements de réflexion : philosophie, histoire. « Tout cela », ont dit les dirigeants du parti communiste reprochant à M. Haby de vouloir « assurer une formation dans un champ limité et qui, de tradition, laisse à l'écart tous les domaines ».

LA « PARTICIPATION » DANS LES ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ

La Fédération Cornec continue sa progression

Le ministre de l'éducation vient de faire connaître les résultats aux conseils d'administration des établissements du second degré. Ces conseils comprennent des représentants de l'administration, des enseignants, des parents, des élèves (pour le second cycle) et du personnel de service, ainsi que des personnalités extérieures.

Il faut nettement distinguer, pour les parents d'élèves, le premier et le second cycle des établissements secondaires. Dans les collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) et les collèges d'enseignement général (C.E.G.), la participation est plus forte et l'on observe une grande stabilité dans la représentation des diverses fédérations. Dans les lycées et les collèges d'enseignement technique (C.E.T.), la participation électorale est plus faible et les résultats indiquent une évolution dans l'audience de ces organisations.

La participation électorale dans le premier cycle a été de 40,28 % (40,63 % en 1973-1974, 40,68 % en 1972-1973). Elle est plus faible dans les C.E.S. (37,61 %), plus forte dans les C.E.G. (54,46 %). Elle varie selon les académies, le plus fort pourcentage étant obtenu dans celle de Limoges (62,25 %), le plus faible à Paris (28,46 %). Dans ces établissements, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, que préside M. Jean Cornec, confirme son hégémonie, avec 67,70 % des suffrages (67,45 % en 1973-1974) ; la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P.), présidée par M. Antoine Lagarde, obtient 19,82 % des voix (19,54 %). L'Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves (UNAAPE, présidée par Mme Marie-Claire Gousseau) obtient 1,19 % (1,14 %) ; la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement public (FNAPPEP, présidée par M. Léon Ghisardieu) obtient 0,94 % des suffrages (0,27 %). 2,87 % des voix vont à des listes d'union (2,16 %) ; 8,38 % à des listes « diverses » (8,34 %).

La situation est très différente dans les établissements du second cycle, où le taux de participation est bien inférieur : 33,48 %. Cette participation est en légère baisse puisqu'elle atteignait 35,78 % en 1973-1974 et 36,47 % en 1972-1973. La Fédération Cornec accroît encore dans ce secteur sa représentation, principalement au détriment de sa concurrente, la Fédération Lagarde. Celle-ci passe, en effet, de 38,14 % à 33,75 % (- 11,39 %) alors que la Fédération Cornec gagne 1,59 % avec 54,72 % des voix cette année (52,73 % l'année précédente). La Fédération Cornec est à peu près également implantée dans les lycées (54,49 %) et dans les C.E.T. (55,32 %), alors que sa rivale l'est davantage dans les lycées (37,78 %) que dans les collèges techniques (13,37 %).

Les présidents des universités de « la couronne » vont accroître leur coopération

De notre correspondant

Amiens. — Les présidents (ou leurs représentants) des universités dites de « la couronne » (Reims, Orléans, Tours, Caen, Le Mans, Rouen et Amiens) se sont réunis jeudi 27 février à Amiens. Ils ont constaté une « croissance zéro » des créations de postes, alors que des enseignants doivent être payés en heures supplémentaires. Ils jugent anormal que « les moyens aillent aux universités riches ou expérimentales comme celle de Compiègne par exemple ». C'est pourquoi ils veulent mettre en commun leurs expériences pour décider des actions concertées, projet de coopération d'éditions pour la publication et la diffusion des ouvrages écrits par les universitaires. Une coopération multilatérale avec le Centre universitaire Antilles-Guyane est envisagée. Un projet de recherche en économie de l'éducation a été élaboré.

En ce qui concerne le projet de régions universitaires de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, les présidents des universités de la couronne ont déclaré qu'ils n'étaient pas « opposés aux principes de la mise en place d'instances universitaires interrégionales dans l'esprit défini par le premier ministre ». Ils souhaitent qu'une large concertation soit organisée sur ce problème et que les établissements publics régionaux ainsi que les conseils d'universités soient tous consultés.

Ils soulignent par ailleurs que « ces instances interrégionales ne doivent pas correspondre à un nouvel échelon administratif, mais doivent être organisées dans le cadre d'une libre coopération entre les établissements publics concernés ». Enfin, ils considèrent que des possibilités d'accords partiels par conventions doivent être maintenues entre deux ou plusieurs universités, indépendamment de toute forme de regroupement institutionnalisés.

MICHEL CURIE

A Lille

M. JACQUES LOMBARD EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES

(De notre correspondant.)
Lille. — M. Jacques Lombard, professeur d'ethnologie, a été élu président de l'université des sciences et techniques de Lille (Lille-I), jeudi 27 février, au premier tour de scrutin, par 55 voix sur 86 votes exprimés. Il succède à M. Michel Parreau, élu en 1971 et qui, malade, avait dû abandonner récemment ses fonctions.

M. Jacques Lombard est né à Paris, en 1925. Licencié en droit, docteur ès lettres, il s'est spécialisé dans l'ethnologie et a accompli une grande partie de sa carrière en Afrique. Il a, de 1961 à 1968, dirigé les centres de recherche de l'Institut d'Afrique noire au Dahomey et au Sénégal. Il était maître de conférences à l'université de Dakar avant de venir à Lille en 1968. Depuis 1972, il était vice-président de l'université Lille-I.

d'ulayel studio g.l.

LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 8 MARS

**DES PRIX FANTASTIQUES
DANS TOUS LES RAYONS
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES
TOUTE LA JOURNÉE
A TOUS LES ETAGES
SUR DES NOUVEAUTÉS**

galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

PRET-A-PORTER DE LUXE DEGRIFÉ

BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Remard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

les collections printemps 1975

les boutiques Griffsolde

SUPER 18^e

pour vivre au-dessus des autres
pas au-dessus de ses moyens

dans un des plus beaux immeuble-tours de Paris, dans le nouveau 18^e,
votre appartement entouré de balcons-loggias.

papier peint décoratif sur murs et plafonds

cuisine équipée

tapis aigilleté sur sous-couche mousse

revêtement faïence sur parois exposées

revêtement mural taserit

partie supérieure des allèges transparente

2 pièces : 45 m² + loggia 12 m²
à partir de 172.000 F, prix ferme

Appartements modèles et renseignements
sur place : 8, rue Boucry, Paris.
GI LAFONT TEL 205 29 10

à renvoyer à M. Terret 27 rue de la Falgauderie 75116 Paris
Veuillez me faire parvenir, sans engagement de ma part, la page en couleur « Super 18^e »

Nom _____ Adresse _____ Tél _____

La bataille

SOLE ET GODOT

BOUL
de-meubles

La bataille de la philosophie

HERCULE ET GODOT

par MAURICÉ DUVERGER.

Si les professeurs de philosophie voulaient bien appliquer au problème de leur discipline les principes qu'elle enseigne, ils constateraient que leur colère contre mon interprétation du projet Haby est injustifiée. Dans la mesure où elle ne masque pas seulement la défense d'intérêts corporatifs, elle repose, en effet, sur une insuffisance d'esprit critique. On semble croire que l'enseignement de la philosophie est aujourd'hui convenablement assuré et qu'il va disparaître demain. Or le temps n'est plus où les meilleurs élèves choisissent indifféremment « philo » ou « math-dém », cette dernière terminale n'attirant d'ailleurs qu'une minorité d'entre eux, qui se destinaient aux grandes écoles ou aux carrières scientifiques. Aujourd'hui, les meilleurs élèves vont en C, la section « philo » (équivalent à l'ancienne « philo ») accueillant surtout ceux qui cherchent une voie plus facile et qui sont le moins motivés. Certes, il y a un enseignement obligatoire de philosophie en B et en C, mais la compensation des notes permet de négliger, ce qui est une pratique courante.

Dans le système Haby, au contraire, chacune des trois « options approfondies » devra obtenir au minimum la note « passable », sans compensation. Il deviendra donc impossible de négliger la philosophie quand on l'aura choisie. Ses professeurs se trompent quand ils pensent qu'elle ne le sera pas souvent. La matière est plus facile que les techniques (industrielles et autres), les sciences, les mathématiques, l'informatique. Elle est plus sérieuse que les arts plastiques et le théâtre, les techniques sportives, les langues régionales. Si les universités l'admettent parmi les options exigées pour l'inscription, elle sera certainement l'une des plus courues. Or on ne comprendrait pas qu'elle soit écartée pour l'inscription aux DEUG de lettres, de sciences humaines, de droit, de sciences économiques même, étant entendu qu'une ou deux options pourraient être obligatoires pour l'un ou l'autre. Il semble souhaitable d'ailleurs qu'une « sélection nationale » intervienne aux universités d'admission plus de deux options, la troisième étant libre. Auquel cas, la philosophie serait presque aussi répandue qu'aujourd'hui en terminale, mais mieux étudiée, puisqu'on ne pourrait compenser une insuffisance en la matière. Et ses professeurs constatent que les élèves sont plus intéressés à une matière choisie qu'à une matière forcée.

L'ignorance du monde contemporain
Un autre débat moins violent parce qu'il ne concerne pas un groupe de pression puisant est aussi important sinon plus : l'ignorance du monde contemporain qui caractérise aujourd'hui les bacheliers (surtout pour l'économie, les dix-huit mille élèves de B représentent 12 % de l'effectif des terminales). On peut constater l'expression « nouvelles humanités » employée à ce propos. On a raison de dire que celles-ci ne remplacent pas la philosophie, que soit le nom qu'on leur donne : elles devraient lui être associées. L'absence ou la faible place de ces disciplines n'ont constitué pas moins le défaut principal de l'enseignement secondaire actuel. Plusieurs correspondants pensent qu'il ne sera pas corrigé par le projet Haby comme je l'espère.

Celui-ci prévoit bien quatre heures obligatoires de « sciences économiques et humaines » en seconde et première, et des options d'« histoire et études politiques » et « géographie et économie » en terminale. Mais ces enseignements seront en général assurés par des historiens et des géographes, qui n'y sont guère préparés. L'un d'eux m'écrit : « Aucun recyclage des professeurs n'est à l'heure actuelle prévu. Pour avoir dû le faire, moi-même sur le tas : il y a eu une tâche de géographe exécutant le coup d'arrêt. Un même enseignant des CAPES et agrégation d'histoire-géographie s'impose ; et il, c'est un véritable travail d'Hercule... »

Toutefois, même de l'enseignement, à quelque niveau que ce soit, est un travail d'Hercule parce que les professeurs (de tous les degrés et des cycles) sont incroyablement rebelles aux changements concernant l'e/r discipline. Souvent progressistes en politique, les universitaires restent fondamentalement conservateurs quant à l'Université, la recherche qu'ils sont obligés de bouger — comme la plupart des autres citoyens d'ailleurs. Le système optionnel proposé pour les classes terminales pourrait donner une impulsion de ce genre, en faisant tomber les fortifications à l'abri desquelles on peut somnoler dans le statu quo. L'histoire des trente dernières années, les grands systèmes politiques d'aujourd'hui, les systèmes économiques : ces matières attirent les élèves parce qu'ils ressentent le besoin de les connaître. Cela passera donc vaillamment à adapter l'offre à la demande. Si le ministère définit des programmes précis (et valables), les choses pourraient bouger assez sensiblement. Pas autant que sous la poussée d'Hercule, évidemment. Mais attendez Hercule, c'est attendre Godot.

Une initiation plus vivante

Le projet Haby ouvre probablement à la philosophie des possibilités plus grandes que le statu quo, si l'on tient compte des trois heures obligatoires prévues pour elle dans le tronc commun de première. Les professeurs ont tort de négliger ou de minorer cette partie de la réforme. Dire que les élèves sont alors trop jeunes et encore immatures, cela n'est pas sérieux : leur moyenne d'âge actuelle correspond généralement à celle des terminales d'avant-guerre et la maturité d'esprit intervient, aujourd'hui, plus tôt. Si l'on établit à ce niveau une coordination avec d'autres enseignements, par exemple ceux du français et ceux de sciences économiques et humaines, dans l'esprit des suggestions faites par Jean Derrida (1), on pourrait, probablement, avoir une initiation philosophique moins isolée et plus vivante, donc plus efficace. Le ministre de l'éducation satisfait tout le monde en reportant en terminale l'enseignement obligatoire de philosophie et en le remplaçant en première par trois heures consacrées à l'initiation aux grands systèmes politiques contemporains, qui complèterait à ce niveau l'initiation économique. Les professeurs de philosophie n'y gagneraient pas, quoi qu'ils en pensent. La réforme y perdrait un de ses aspects les plus intéressants : l'opposition entre le ren-

forcement des obligations en seconde et première qui mérita d'être approfondi, et leur disparition en terminale. Les deux éléments sont liés, comme l'a fort bien souligné Raymond Aron. Nos positions sont très proches quand il écrit : « La liberté de la terminale me paraît un correctif nécessaire des contraintes antérieures. Et je vois mal le risque que comporterait cette liberté » (2). Il serait souhaitable que les professeurs de philosophie méditent ce jugement d'un des leurs, qu'on peut difficilement accuser d'ignorance ou de méfiance à l'égard de la philosophie et de négliger le développement de la culture ou la formation de l'esprit critique.

L'ignorance du monde contemporain

Un autre débat moins violent parce qu'il ne concerne pas un groupe de pression puisant est aussi important sinon plus : l'ignorance du monde contemporain qui caractérise aujourd'hui les bacheliers (surtout pour l'économie, les dix-huit mille élèves de B représentent 12 % de l'effectif des terminales). On peut constater l'expression « nouvelles humanités » employée à ce propos. On a raison de dire que celles-ci ne remplacent pas la philosophie, que soit le nom qu'on leur donne : elles devraient lui être associées. L'absence ou la faible place de ces disciplines n'ont constitué pas moins le défaut principal de l'enseignement secondaire actuel. Plusieurs correspondants pensent qu'il ne sera pas corrigé par le projet Haby comme je l'espère.

Celui-ci prévoit bien quatre heures obligatoires de « sciences économiques et humaines » en seconde et première, et des options d'« histoire et études politiques » et « géographie et économie » en terminale. Mais ces enseignements seront en général assurés par des historiens et des géographes, qui n'y sont guère préparés. L'un d'eux m'écrit : « Aucun recyclage des professeurs n'est à l'heure actuelle prévu. Pour avoir dû le faire, moi-même sur le tas : il y a eu une tâche de géographe exécutant le coup d'arrêt. Un même enseignant des CAPES et agrégation d'histoire-géographie s'impose ; et il, c'est un véritable travail d'Hercule... »

Toutefois, même de l'enseignement, à quelque niveau que ce soit, est un travail d'Hercule parce que les professeurs (de tous les degrés et des cycles) sont incroyablement rebelles aux changements concernant l'e/r discipline. Souvent progressistes en politique, les universitaires restent fondamentalement conservateurs quant à l'Université, la recherche qu'ils sont obligés de bouger — comme la plupart des autres citoyens d'ailleurs. Le système optionnel proposé pour les classes terminales pourrait donner une impulsion de ce genre, en faisant tomber les fortifications à l'abri desquelles on peut somnoler dans le statu quo. L'histoire des trente dernières années, les grands systèmes politiques d'aujourd'hui, les systèmes économiques : ces matières attirent les élèves parce qu'ils ressentent le besoin de les connaître. Cela passera donc vaillamment à adapter l'offre à la demande. Si le ministère définit des programmes précis (et valables), les choses pourraient bouger assez sensiblement. Pas autant que sous la poussée d'Hercule, évidemment. Mais attendez Hercule, c'est attendre Godot.

(1) Voir la revue de l'éducation n° 4 (mars).

(2) Le Figaro, 20 février.

II. — Réponses

Nous avons publié dans « Le Monde » du 27 février une série de réactions de nos lecteurs sur les projets de M. René Haby concernant l'enseignement de la philosophie et les propositions de Maurice Duverger en faveur d'un enseignement en terminale portant sur « Les humanités nouvelles ». Maurice Duverger fait part aujourd'hui de ses réflexions à la lecture de ce courrier et le recteur Jean Capelle explique pourquoi il est favorable au projet du ministre de l'éducation. Pour sa part M. Jacques Païtra plaide en faveur de l'enseignement de la philosophie.

LE SENS DES VALEURS

par JACQUES PAÏTRA (*)

Deux réformes essentielles ont été annoncées dans le même temps : la réforme de l'éducation et la réforme de l'entreprise. Essentielles parce qu'elles concernent la vie quotidienne des jeunes et des adultes et parce qu'elles touchent immédiatement les catégories actives du pays, les « forces vives » du présent et de l'avenir. Essentielles aussi parce qu'elles s'efforcent d'adopter deux « systèmes » séculaires aux évolutions récentes et rapides de notre société.

Il est évident que le système scolaire et les méthodes d'éducation doivent être adaptés aux changements sociaux. Il est vrai aussi que, dans les grandes entreprises administratives, a profondément changé depuis dix ans.

Face à tous ces problèmes d'éducation, d'insertion dans une société mouvante et d'évolution de l'entreprise, on ne cesse de répéter que les problèmes humains doivent désormais avoir le même poids que les problèmes économiques et que les problèmes d'organisation du travail dans les entreprises. Problèmes humains, cela veut dire considération pour l'homme, pour sa dignité. Cela veut dire création progressive d'une « démocratie économique et sociale » venant s'ajouter à la conquête de la « démocratie politique ».

La liberté de choisir

Vivre la démocratie pour les hommes d'aujourd'hui en France, ce n'est pas seulement l'éprouver dans leur vie de citoyen, dans leurs choix électifs, dans leurs contacts avec la justice, ce qui est devenu le « minimum démocratique » dans nos pays occidentaux, c'est surtout vivre la démocratie dans le travail... et dans leurs loisirs. C'est la démocratie tous les jours.

Cette démocratie de la vie quotidienne repose sur un choix de « valeurs » morales que chaque individu doit être capable de reconnaître et d'élire : c'est d'abord cela une démocratie électorale. La liberté pour chacun de « choisir », son mode de vie en conséquence de cause : faut-il ou non adhérer à tel type de société ? Faut-il accepter tel engagement, telle autorité, telle grande décision politique ? Tout ce qui met en jeu l'existence individuelle doit être choisi par des individus éduqués et informés.

Or, que fait-on ? L'information des adultes est, pour une part, dépendante de l'Etat, par la télévision. La formation des adultes est essentiellement axée sur des problèmes professionnels et vise à la productivité du travail.

Il lance-t-on des « débats » sur les « valeurs » morales de notre société ? Où apprend-on aux citoyens à discerner le vrai du faux, le bien du mal ? Les affrontements électoraux abordent surtout des « thèmes » économiques qui obsèdent notre époque et dissimulent les vrais problèmes idéologiques.

C'est à ce moment, où chaque être a tant besoin d'être éclairé sur le sens de la vie, sur les fondements de la société, sur les évolutions du monde qui conditionnent son existence, c'est à ce moment qu'une « réforme » de l'éducation semble vouloir « assassiner la philosophie » comme le dit le professeur Jankelevitch.

C'est, jusqu'à maintenant, une des grandes forces des éducations européennes que la place donnée dans l'éducation à la découverte des valeurs morales.

La faillite de l'Amérique n'est-elle pas de n'avoir pas pu ajouter à une civilisation économique, une civilisation morale et spirituelle. Aucune « valeur » n'a été faite aux Etats-Unis (made in U.S.A.). Même l'impérialisme romain n'avait connu un aussi grave échec.

Cette force de l'Europe ne vient-elle pas, en partie, de nos systèmes d'éducation. Ceux-ci, depuis quelques siècles, ont été fondés d'abord sur une priorité de l'enseignement « humaniste » où l'éducation morale dominait, puis sur un équilibre entre l'enseignement philosophique et littéraire et l'enseignement scientifique et technique. Tout concourt, dans notre système économique et social, à étouffer la littérature, la ré-

UNE DISCIPLINE ACCESSIBLE A TOUS

par JEAN CAPELLE

Il est vrai que « ce qui est excessif ne compte pas », il n'y a pas lieu de s'émouvoir devant les réquisitoires dressés par de talentueux philosophes ou littéraires contre les projets de réforme de l'enseignement de la philosophie. Mais comme ce lien interdisciplinaire n'intresse au moins autant les scientifiques, il conviendra d'étendre le champ de la discussion et de l'ouvrir à des arguments raisonnables.

La nouvelle société porte sur trois points : l'introduction de la philosophie en classe de première, l'importance de l'horaire qui lui est consacré et le caractère optionnel de l'approfondissement de la philosophie en classe terminale.

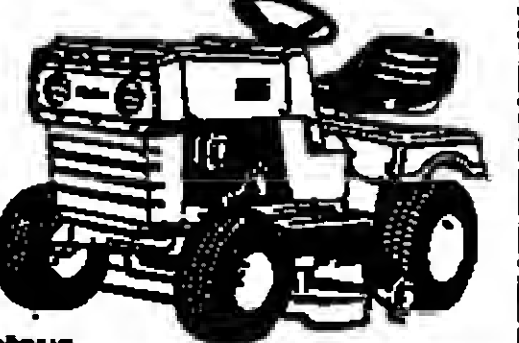
Tout d'abord, affirmer que les élèves de première sont à trop jeunes pour aborder la philosophie, c'est aller à contre-courant : en effet ces élèves sont, aujourd'hui, au moins aussi âgés que ceux de la terminale il y a 20 ans ; en outre, on s'accorde à reconnaître que les générations actuelles sont mûres plus tôt que les précédentes puisque l'âge de la majorité civile vient d'être abaissé de vingt et un à dix-huit ans. D'ailleurs, s'il est vrai que les élèves de première sont franchement trop jeunes pour aborder la philosophie, on pourrait douter qu'ils soient devenus aptes à le faire dans la classe suivante, après quelques semaines de vacances, ce qui conduirait logiquement à repousser l'enseignement de la philosophie au niveau du premier cycle universitaire. Mais tel n'est pas l'avis de ceux qui tiennent à conserver à l'enseignement secondaire français l'originalité de la formation philosophique.

En second lieu, rien d'autorisera à tenir pour négligeable un horaire hebdomadaire de 3 heures. Nous avons tous connu des élèves de la terminale « mathématiques », dont le programme était pourtant bien lourd, et qui, avec un horaire de cet ordre, assimilaient le programme complet de la terminale « philosophie » et affrontaient simultanément et brillamment les épreuves des deux baccalauréats de mathématiques et de philosophie. Qu'est-ce à dire, sinon que la philosophie est une compagnie du jugement capable d'imprégner les diverses disciplines et de tirer profit des réflexions qu'elle a facilitées.

Des professeurs au chômage ?

D'autre part, pour apprécier la crainte de voir les professeurs de philosophie réduits au chômage, il suffit de noter qu'ils assurent actuellement un total de trente mille heures alors que le projet leur en garantit plus de vingt-cinq

pour votre mieux-être et vos loisirs



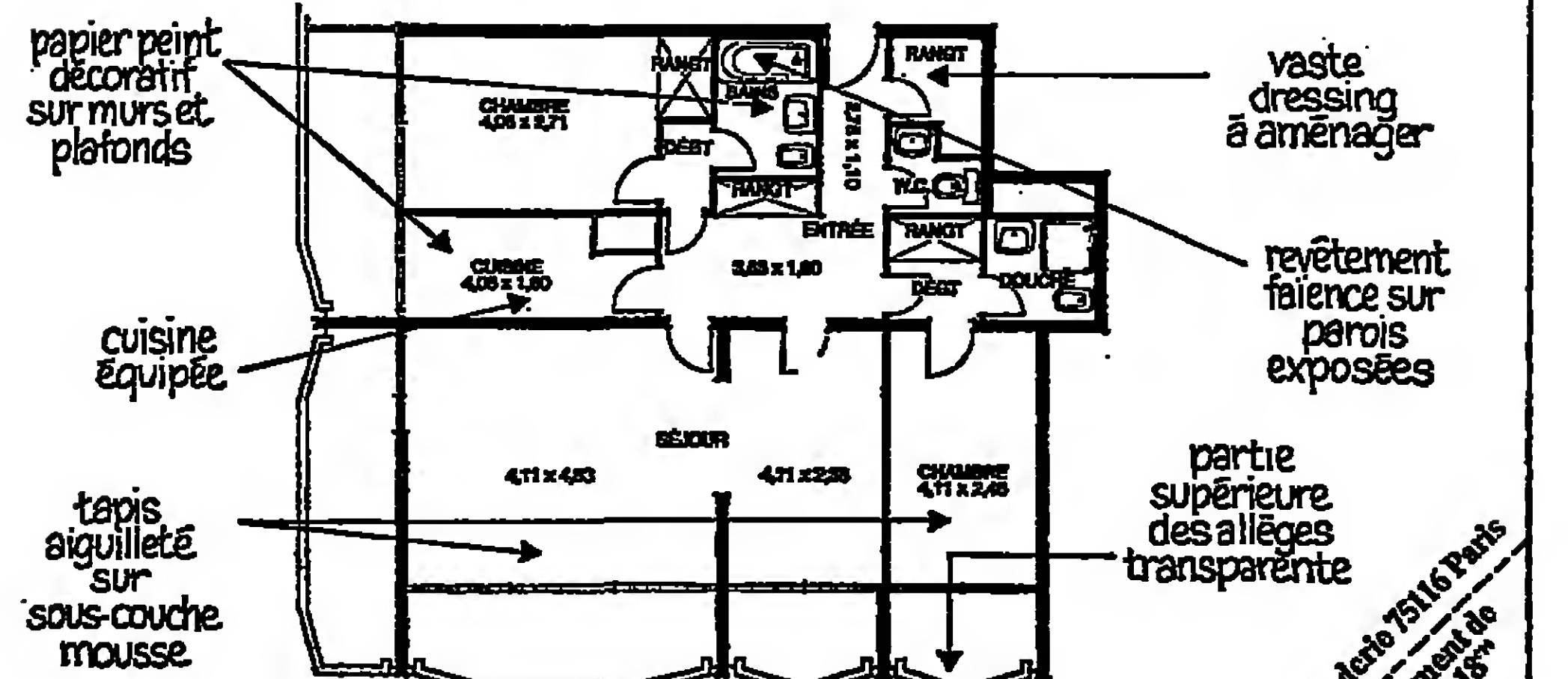
TRAC 800
Labor Hako
Sainte Appoline
78870 Plaisir - tél. 4053210

NOM _____
Adresse d'utilisation _____

SUPER 18^e

pour vivre au-dessus des autres pas au-dessus de ses moyens

dans un des plus beaux immeubles-tours de Paris, dans le nouveau 18^e, votre appartement entouré de balcons-loggias.



4 pièces : 81 m² + loggia 35 m²
à partir de 306.000 F, prix ferme

Appartements modèles et renseignements
sur place : 8, rue Boucory, Paris.
GI LAFONT TEL 205 29 10

à réserver à M. Robert 27 rue de la Valenciennes 75116 Paris
Veuillez me faire parvenir, sans engagement de votre part, la plaquette en couleurs « Super 18^e »
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

ANGLETTERRE ALLEMAGNE ESPAGNE
VACANCES DE PAQUES en SÉJOURS LINGUISTIQUES
JEUNES 18-25 ANS
Hébergement en familles allemandes - Cours préparatoire BAQ, BEP, C... Voyages accompagnés
PARIS, CLEMONT-FERRAND LYON, LILLE
Demande gratuite sur demande au Centre Séjours Linguistiques et Culturels (Service documentation) 1, avenue Marx-Dormoy, 63061 CLEMONT-FERRAND 25. (75) 83-85-83

Pour aller à la radio les cours d'Anglais de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Tapes et cassettes en France
Abonnement 12 N° par an, F 38,40
Spécimen gratuit sur demande à EDITH GIBSON, 8, rue de Béri - 75008 PARIS

Les belles
BELLE EPNE

صكنا من الأصل

SCIENCES

SOCIÉTÉ

RELIGION

Avant le conseil restreint à l'Élysée

LE SYNDICAT NATIONAL DES CHERCHEURS SCIENTIFIQUES (FEN) MET EN GARDE LE GOUVERNEMENT

Le Syndicat national des chercheurs scientifiques, affilié à la Fédération de l'éducation nationale (S.N.C.S.-FEN), met en garde le gouvernement contre le mécontentement des chercheurs et, en l'absence de toute négociation et concertation, le conseil interministériel de ce vendredi 23 février sur la recherche devait se contenter de « refaire les propositions statutaires votées deux fois déjà par les chercheurs... »

LES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES REFUSENT DE PARTICIPER AUX « JOURNÉES INTERNATIONALES » DE LA FEMME.

Cinq femmes parlementaires communistes ont adressé, jeudi 21 février, au président de la République une lettre dans laquelle elles annoncent qu'elles ne participeront pas aux Journées internationales de Paris, organisées les 1^{er}, 2 et 3 mars par le gouvernement français. Ces journées, contribution française à l'Année internationale de la femme décrétée par l'ONU, et auxquelles participent plusieurs centaines de personnes, dont une vingtaine de femmes qui ont des responsabilités politiques dans différents pays, seront ouvertes samedi après-midi par M. Valéry Giscard d'Estaing et closes lundi matin par M. Jacques Chirac.

CRÉATION D'UNE FONDATION PASTEUR-MARC-BEGNER

Une fondation Pasteur-Marc-Begner vient d'être créée avec l'autorisation des entrants du passeur Begner. Avec le professeur Oscar Cullmann, de l'Institut, comme président, et le professeur Roger Mehl comme vice-président, cette fondation a pour objet d'encourager ou de reconnaître toute œuvre ecclésiastique, pastorale, évangélistique ou missionnaire, conduite dans l'esprit de foi, de liberté et d'unité qui était celui du pasteur Begner.

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'Église de Scientology

À la suite de notre article paru dans le Monde du 12 février, l'Église de Scientology nous a fait parvenir la mise au point suivante : La scientology est une religion dans le sens le plus ancien du mot : une étude de la Sagesse. Elle s'adresse à toute personne désireuse d'améliorer ses aptitudes et d'augmenter son niveau de conscience sur la vie. Les membres (15 millions dans le monde et 10 000 en France) appartiennent à toutes les couches sociales, à toutes les races, à toutes les religions.

Le pape rappelle aux jésuites son opposition à une suppression des « degrés » dans la compagnie

Rome — Craignant de ne pas avoir été compris, Paul VI vient de s'adresser une nouvelle fois, par écrit, aux deux cent trente-sept membres de la congrégation générale des jésuites : il est opposé à la suppression des catégories de membres dans la compagnie, qui se traduirait par une extension du quatrième vœu (obéissance spéciale au pape) aux prêtres non profès et aux frères coadjuteurs. Paul VI déplore, d'autre part, que les jésuites n'aient pas assez tenu compte de ses précédentes orientations, et demande enfin que les textes de la congrégation lui soient soumis avant d'être publiés.

ARMÉE

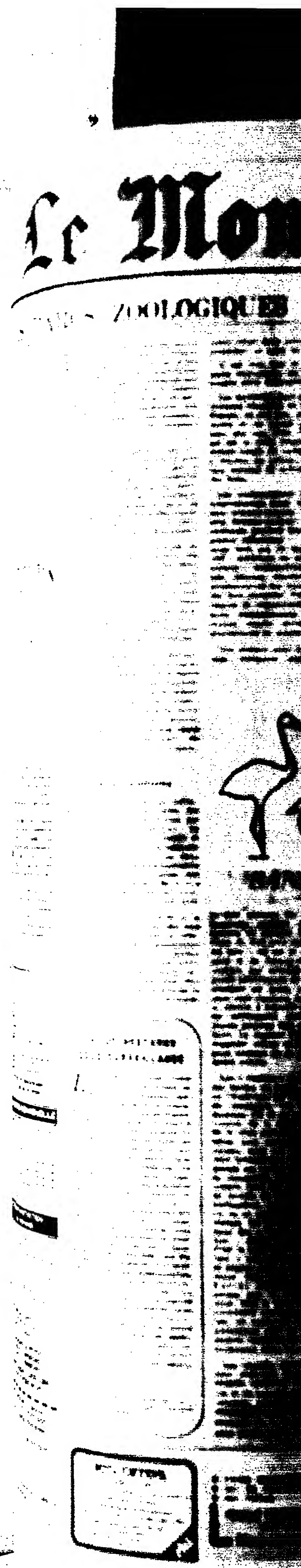
À Grenoble, des objectifs de conscience et des militants du comité de soutien — une quinzaine de personnes en tout — ont manifesté, jeudi 21 février, en stationnant de 15 heures à 18 heures, dans les locaux de la direction départementale de l'agriculture. Le directeur de cet établissement a estimé qu'il n'était pas fondé à transmettre leurs doléances à Paris. Leur présence n'a donné lieu à aucun incident.

AVEC FERMÉTÉ

En reprochant aux jésuites d'avoir négligé ses précédentes interventions (lettre du 15 septembre 1973 et allocution du 3 décembre 1974), Paul VI ne songe pas seulement à la question des degrés. Il regrette, semble-t-il, qu'on n'ait pas mis davantage l'accent, au cours de la congrégation, sur la rénovation spirituelle et « ascétique ».

Advertisement for 'Champmesnil' real estate. Features a large illustration of a house with a chimney and a garden. Text includes 'grâce à vous nous construisons à Champmesnil la maison idéale...' and a list of features like 'séjour-salle à manger', 'cuisine entièrement équipée', and 'chauffage individuel'. A map shows the location near the Gare St-Denis. A list of reasons 'voilà pourquoi' includes '78% des acquéreurs préfèrent la région ouest', '95% révent de la vraie campagne', '98% exigent des équipements collectifs', '85% étudient de près la conception de la maison', '90% considèrent le prix comme un élément essentiel', and '80% utilisent un crédit maximum'.

Advertisement for Air Canada flights to Montreal. Text includes 'Nouveaux tarifs : Montréal pour 1645 F* aller-retour avec Air Canada'. It details the APEX fare, conditions for travel, and contact information for Air Canada agents in Paris and Lyon.



Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

AVEC FERMETÉ

Le pape rappelle aux jésuites son opposition à une suppression des « degrés » dans la compagnie

De notre correspondant

Rome. — Croyant de ne pas avoir été compris, Paul VI vient de rappeler aux jésuites son opposition à la suppression des « degrés » dans la compagnie. Il est opposé à la suppression des « degrés » de membres dans la compagnie, qui est un statut non profane et aux frères coadjuteurs. Paul VI déclare d'entre autres que les jésuites n'ont pas à accepter le statut de membres ordinaires et demande enfin que le statut de la compagnie lui soit soumis avant d'être publié.

Le statut de la compagnie des jésuites est un statut non profane et aux frères coadjuteurs. Paul VI déclare d'entre autres que les jésuites n'ont pas à accepter le statut de membres ordinaires et demande enfin que le statut de la compagnie lui soit soumis avant d'être publié.

Le statut de la compagnie des jésuites est un statut non profane et aux frères coadjuteurs. Paul VI déclare d'entre autres que les jésuites n'ont pas à accepter le statut de membres ordinaires et demande enfin que le statut de la compagnie lui soit soumis avant d'être publié.

LES PARCS ZOOLOGIQUES : UN DOSSIER OUVERT

LA FIN DES MONTREURS D'OURS ?

UNE récente émission télévisée et les dernières décisions du conseil des ministres ont conduit à ouvrir le dossier des animaux en captivité.

Les propriétaires de parcs zoologiques ont vigoureusement protesté contre certaines des images et certains des commentaires. « Au pied du mur », la première émission de Brigitte Bardot et Jean Marbœuf sur Antenne 2.

M. André Jarrot, le ministre de la qualité de la vie, qui a décliné le vote pour organiser la protection de la faune et de la flore devrait pouvoir mettre un peu de clarté dans ce sombre débat.

LES parcs zoologiques privés se sont multipliés en France ces dernières années d'une façon quelque peu alarmante. Leur nombre serait actuellement de 120 à 130. L'effectif moyen d'un parc était d'environ 750 spécimens (en ne considérant que les mammifères et les oiseaux), ils abritaient 90 000 pensionnaires.

Les parcs zoologiques sont extrêmement divers. Beaucoup sont de type classique, avec cages et petits enclos. Les plus modernes montrent des animaux en semi-liberté dans un décor verdoyant. Les meilleurs exemples sont les parcs de Gères (Seine-Marlitime) (le plus ancien parc privé français) et de Brémérat (Nord-Pas-de-Calais).

La formule la plus « écologique » est celle du parc de vision qui permet d'observer notre faune indigène dans son milieu naturel. Sentiers d'approche, miradors, postes de guet, facilitent l'observation. Ainsi sont conçus les parcs de Bel-Val (Ardennes), Boute-saint (Yonne), des Yvelines (dans la forêt de Rambouillet), du Teich (Gironde), du Marquenterre (Somme).

Les accidents dont peuvent être victimes employés ou visiteurs. En France, ils ont été, en 1974, trois morts et un blessé grave. Dans bien des cas, c'est l'imprudence qui est la vraie responsable : un enfant essaie de caresser un ours à travers les grilles, ou un visiteur descend de voiture au milieu des lions.

Les transmissions de microbes interviennent aussi bien dans le sens homme-animal que dans le sens animal-animal. Les espèces exotiques peuvent transmettre de graves affections : maladie du siège vert, qui fit sept morts en 1967 ; ornithose ou psittacose des oiseaux ; salmonelle, tuberculose, tétanos, charbon, etc. Les pensionnaires des zoos ont parfois des vers parasites. Pour éviter les risques de transmission, les meilleurs établissements soumettent chaque nouvel arrivant à une quarantaine de quatre à six mois.

Un menace pour la faune sauvage. Certaines espèces, parcs

jointe les ailes pour les empêcher de s'envoler.

L'encadrement vétérinaire des parcs privés est souvent insuffisant, et en tout cas bien inférieur à celui du Jardin des plantes et du zoo de Vincennes.

La collision avec les fourvres : une panthère vaut en effet plus cher morte que vivante.

La cruauté inutile : le fait de donner à manger des animaux vivants aux fauves et aux reptiles choque les milieux zoophiles. Les volailles ainsi utilisées sont parfois laissées à l'agonie avant d'être données aux lions.

Les évasions d'oiseaux sont de plus en plus nombreuses : des espèces exotiques apparaissent maintenant un peu partout en France, modifiant la faune nationale et troublent les observations ornithologiques.

La désertification : dans les parcs nouveaux style, la végétation souffre de la présence continue des animaux.

Cette longue liste de reproches est compensée par un certain nombre de faits que l'on peut mettre à l'actif des parcs zoologiques.

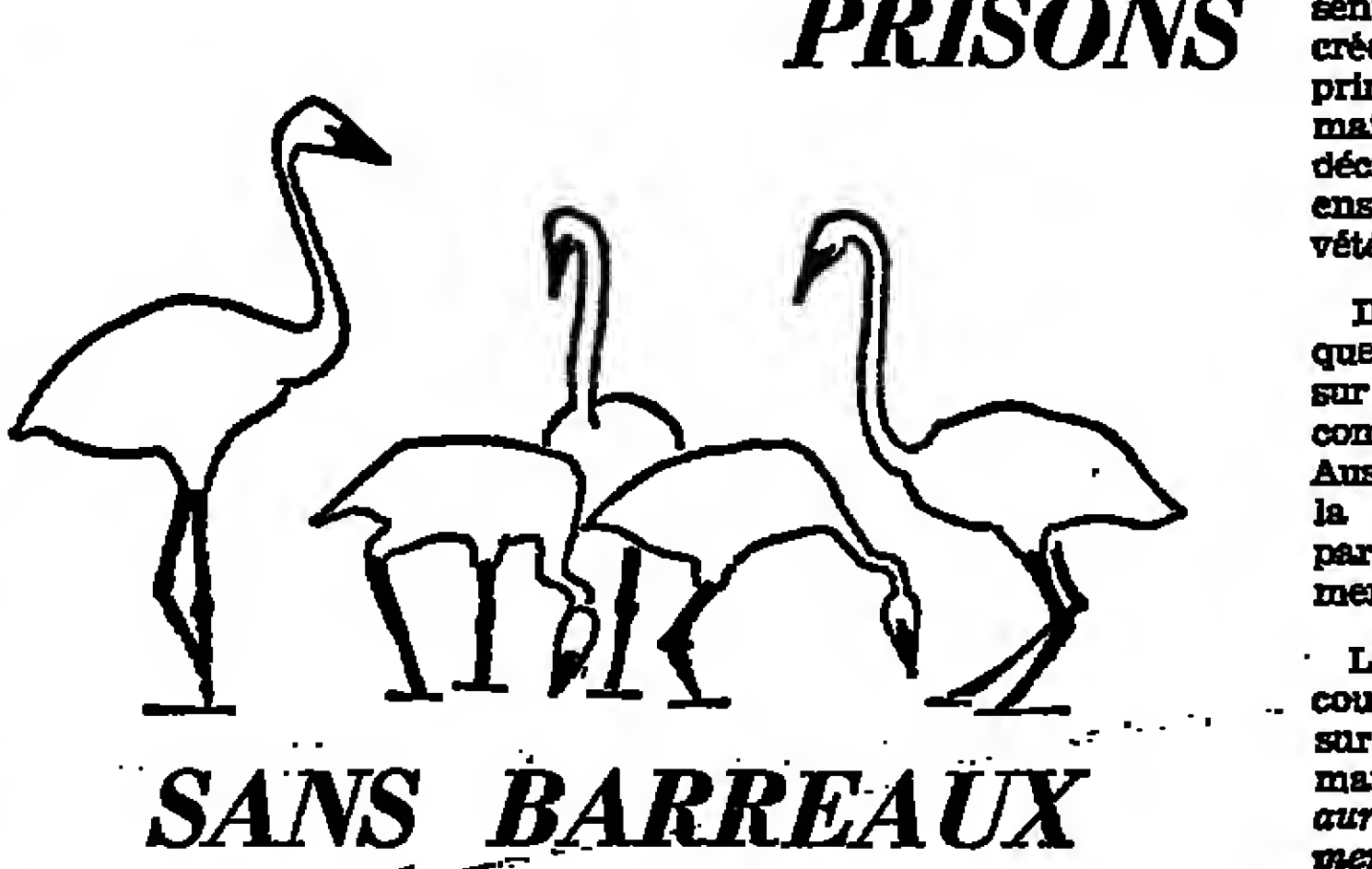
Quand les effectifs d'une espèce sont tombés à un chiffre très faible, la seule façon d'éviter sa disparition est de l'élever en captivité. Le bison d'Europe, le cerf du Père David, le cheval de Przewalski, l'oryx d'Afrique, l'ours des Hautes, certains félins ont été sauvés de la sorte. Actuellement, le Fonds mondial pour la nature (ou World Wildlife Fund, WWF) tente le sauvetage en zoo du faucon crécerelle de l'île Maurice et du crocodile de Morelet (au Mexique). Les zoos peuvent aussi servir à sauver des races domestiques menacées : ainsi le Jardin des plantes de Paris essaie de sauver l'âne de Polton, aujourd'hui très rare.

Il est alors possible de réimplanter dans leur milieu naturel les espèces sauvées par la captivité. Plusieurs rapatriements ont déjà réussi (bison d'Europe en Pologne, oies des Hautes, faisans swinhoë à Furness). La tentative de libérer des lionceaux de Thoiry au Sénégal n'a pas été l'échec total que l'on a prétendu : qui sait si un jour il ne sera pas possible de réimplanter des tigres en Inde ?

Pour améliorer la situation actuelle des zoos français, des mesures s'imposent. Jusqu'à présent, les parcs privés ont pu se créer sans grand contrôle. En principe, une autorisation du maire est nécessaire ainsi qu'une décision du préfet : le zoo est ensuite surveillé par les services vétérinaires départementaux.

Il est régi, comme n'importe quelle usine, par la loi de 1917 sur les établissements classés comme insalubres et dangereux. Aussi le ministre de la qualité de la vie peut-il faire fermer un parc qui contrevient à cette réglementation.

Les zoos tombent aussi sous le coup de l'article 453 du code pénal sur la cruauté envers les animaux qui stipule : « Quiconque aura, sans nécessité, publiquement ou non, commis un acte de cruauté envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 2 000 à 6 000 francs ou de l'une de ces peines seulement. En cas d'urgence ou de péril, le juge d'instruction pourra décider de confier l'animal, jusqu'au jugement, à une œuvre de protection animale déclarée. »



SANS BARREAUX

quelles plaisent au public, ont beaucoup souffert des razzias opérées en Afrique ou en Amérique du Sud pour approvisionnement des zoos : tel est le cas du guépard et de l'orang-outan. Toute capture, par exemple celle d'une girafe pourchassée en voiture puis attachée au lasso, provoque un choc chez l'animal. La famille ou la colonie à laquelle il appartient est sévèrement perturbée : ses jeunes peuvent être condamnés à mort. La capture d'un animal, à supposer même qu'il survive, se paye souvent de la mort de plusieurs autres.

Les « captifs » sont schématisés par bateau ou avion, sur l'Europe ou l'Amérique du Nord. Au cours du transport, les pertes sont énormes (75 % de mortalité chez l'orolot, 90 % chez les primates, 98 % chez certaines espèces). Les bêtes sont entassées dans des cages, dans des conditions souvent lamentables. La tête des flamands est passée dans une sorte de chaussette, les éléphants sont coincés dans des « sabots ». Tout un monde de braconniers, de trafiquants, véritables négriers, vit de ce commerce. Au bout du voyage, les survivants attendent dans des « parcs de concentration » d'être vendus à un zoo. C'est là aussi que les laboratoires (qui consomment à beaucoup de degrés) et les marchands d'animaux (vifs, ceux des quais de Paris) s'approprient. On estime que la France importe ainsi huit à neuf cents tonnes d'animaux exotiques chaque année. Ce trafic est d'autant plus scandaleux que la plupart des espèces exotiques se reproduisent facilement dans les zoos.

Les captifs, surtout lorsqu'ils sont enfermés dans des cages exigües, souffrent de névrosisme et de troubles sexuels. Balancements, automutilations, ronds continuelle sont les attitudes bien connues de « l'ours en cage », sans parler des oiseaux dont on

74400 CHAMONIX
SKI DE PRINTEMPS
SKI TOTAL
Hôtel CARLTON
FORFAIT PENSION COMPLÈTE, 7 JOURS, par pers. 720 F i.s.c.
Réservation : (50) 53-00-92 - Telex : 90.807
Même administration : HOTEL MONT-BLANC à MEGÈVE

Les accusations

Il faut encore citer les ménageries ambulantes et celles des cirques (des pires de toutes sur le plan de la détention), les delphinariums ou marinelans et les « voleries », qui présentent des rapaces en vol : ces deux derniers types d'établissements commencent à se multiplier, eux aussi, dangereusement. Et il y a encore les aquariums et vivariums, souvent associés aux zoos.

Le premier coup d'arrêt à la prolifération anarchique des zoos fut marqué en 1973, par la création d'un label de l'Association nationale des parcs et jardins zoologiques privés : il est attribué aux parcs respectant certaines normes, et peut leur être retiré si une enquête prouve qu'ils ne les respectent plus. Actuelle-

14 000 HECTARES
SOUS SURVEILLANCE
L'Économiste suisse Franz Weber, qui s'est illustré au cours de nombreuses opérations de défense de la nature, dans son pays comme en France, prend une nouvelle initiative. Il vient de créer une fondation (1) qui aura la charge de gérer en République Centrafricaine un ancien territoire de réserve transformé en réserve intégrale. Ce parc de 14 000 hectares (équivalent de deux départements français) couvre le bassin de quatre rivières. Situé dans le nord de la République Centrafricaine, à la frontière du Tchad, il est totalement inhabité, mais abrite de très nombreuses espèces animales. Elles sont menacées par les braconniers qui traversent la frontière et s'en prennent surtout aux hippopotames, aux crocodiles et aux éléphants, dont les peaux et les défenses se vendent cher sur le marché international. La Fondation, constituée avec l'accord du gouvernement centrafricain, se donne pour premier objectif de renforcer le gardiennage du parc. Celui-ci sera ultérieurement ouvert aux seuls amateurs de safaris-photos.

(1) Fondation Franz-Weber : La Colline, C/O 1942, Terroir Montreux, Suisse.

les orres
1550-2770
Beaux des nouvelles grandes stations
des Alpes du Sud
3 remontées mécaniques
35 km de pistes, 3 hôtels, 2800 lits
renseignements et réservations
maison des hautes alpes
4, av. de l'Europe - Paris 7^e
téléphone 078-6152

La cage et ses dimensions

Mais, nous l'avons dit, le gros problème demeure la « rampe » de zoos en spécimens rares. Le ministre de l'Agriculture a déjà pris, le 17 septembre 1974, un arrêté qui prohibe l'introduction en France de tout vertébré vivant : il est assorti de dérogations pour les espèces domestiques ; dans le cas des zoos, les dérogations ne sont accordées que s'ils remplissent certaines conditions de salubrité ; pour la première fois, le bien-être des animaux est pris en considération. Les protecteurs de la nature estiment néanmoins cet arrêté très insuffisant.

Plus décisive serait la ratification par la France de la convention de Washington, signée en mars 1973. Elle doit réglementer de façon contraignante le commerce international des animaux et des plantes menacés d'extinction : des listes très précises d'espèces ont été établies. La France ne peut ratifier cette convention que dans le cadre de la Communauté européenne : on espère que ce sera pour cette année.

De plus, le projet de loi sur la protection de la nature, qui a été adopté en conseil des ministres, réglementera la création et le contrôle de tous les établissements présentant des animaux. L'autorisation d'ouverture serait effective, et non plus théorique. Ce projet de loi fixera des normes sur les dimensions des cages (ce qui n'a jamais été fait jusqu'ici) et la sécurité des visiteurs. La formation des responsables de zoos sera, pour la première fois aussi, réglementée : le premier venu ne pourra plus jouer les montreurs d'ours et les sauveteurs de la nature.

JEAN-JACQUES BARLOY.

Un bon fusil...

M. Valéry Giscard d'Estaing est, on le sait, un chasseur torqué. A la première chasse à laquelle le président participe, après son élection, quarante-six sangliers furent abattus à Chambord, et voici quelques jours à peine cinquante-sept y sont tombés lors de la visite du prince Juan Carlos.

Un témoin des chasses du président de la République affirme que c'est un « vrai chasseur », respectueux du gibier.

En Afrique, qui fut son terrain de prédilection, spécialement en République Centrafricaine, il est debout dès poton-minot et les porteurs ont du mal à le suivre.

Mais si le sanglier, gros gibier traditionnel de nos forêts, figure au tableau de chasse de M. Giscard d'Estaing, d'autres animaux, rares ceux-là, et qui sont sur la liste des espèces en voie de disparition, ont été les victimes de belles présidences.

Ainsi, lorsque ministre des finances, il arrive en Malaisie, à l'automne de 1973, il sollicite en vain le droit de chasser le tigre II l'obtient en Inde.

Le tigre indien ne fut pas son premier trophée. En Union soviétique, voici une dizaine d'années, il lui fut accordé l'autorisation de tirer un ours blanc, animal qui figure aujourd'hui sur la liste des espèces protégées.

En Afrique, en 1971 et en 1972, que ce soit en République Centrafricaine, au Mozambique, au Sénégal, au Kenya, Valéry Giscard d'Estaing a figuré maintes fois sur les listes de grands fusils : buffles, cob de Buffon, hippopotame, panthères, lions, furets traqués. Pêché de jeunesse ?

M. Giscard d'Estaing, alors candidat à la présidence de la République écrivait le 10 mai 1974 à M. Jean-Paul Steiger et à la Fédération nationale des clubs de « jeunes amis des animaux et de la nature » : « La protection des animaux n'est [donc] pas pour moi un problème mineur. Elle s'inscrit, en effet, dans la ligne des efforts que nous devons mener pour sauvegarder notre milieu naturel, protéger la beauté et l'équilibre de ce pays, et améliorer ainsi la qualité et le cadre de notre vie. » Le futur président se disait soucieux « de mieux informer les chasseurs de leurs devoirs ».

Les amis de la nature continuent à penser que le président-chasseur possède vigoureusement cette teneur loi sur la protection de la faune que les services de l'environnement « paullinent » depuis quatre ans !

J.J.B.

pro-joup
1500-2500
Le meilleur
d'un séjour heureux sous le soleil méditerranéen
2 hébergements, 1 terrasse, 13 piscines
30 piscines, 12 hôtels, 500 locations
renseignements et réservations
général des hautes alpes
4, av. de l'Europe - Paris 7^e
téléphone 078-6152

LIBAIR
« L'ETE » est déjà chez LIBAIR, voulez-vous connaître le programme détaillé de nos voyages ?
Ecrivez-nous pour le recevoir.

LIBAIR
17, rue Turbigo - 75002 PARIS
tél : 508 06 80 et 231 53 99

NOM
Prénom
Rue N°
Ville
Cor. Agence de voyages
Lic. A 689

Montréal pour 1645 F* aller-retour avec Air Canada

Avec les nouveaux tarifs APEN (économiques jusqu'à 1 501 F) vous pouvez aller à Montréal avec Air Canada et revenir à Paris avec Air France.

Quelle sera la destination pour APEN ? Achetez votre billet à Paris et retour à Montréal ou à New York et vous pouvez aller à Paris et revenir à Paris.

Les vols sont ouverts à tous sans aucune discrimination.

PARIS/NEW YORK :
- du 22/03 au 6/04 : 1080 F AR
- du 6/04 au 2/07 : 1050 F AR
- du 2/07 au 9/08 : 1250 F AR
- du 31/07 au 28/08 : 1200 F AR

Ces vols sont ouverts à tous sans aucune discrimination.

CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE

Une vingtaine de personnes, décidées à découvrir un pays avec un petit budget, en se débrouillant avec les moyens du bord pour circuler et se loger. Un responsable N.F. favorise les initiatives des participants et l'éclatement du groupe en petites équipes.

- du 22 mars au 5 avril : 3800 F (2 semaines)
- du 2 juillet au 30 juillet : 4600 F (4 semaines)

Découverte du PEROU : 3800 F (2 semaines)
4600 F (4 semaines)

avec transport PARIS/LMA aller et retour se jet

Bon à découper - à envoyer à NOUVELLES FRONTIÈRES
63 av. Danfer Rochereau
75014 PARIS
Tél. 325.57.51 et 633.28.91

Nom
Prénom
Rue
Ville
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Lic. 793A

سكننا من الأصل

mediterama 1975

ISTANBUL luxe et liberté

Leader des voyages vers la Turquie depuis trois ans, Mediterama n'a été préoccupé que de votre liberté et de votre confort lorsqu'il a élaboré ses programmes sur 1975. Mediterama a choisi pour vous accueillir des hôtels de première catégorie. A chaque étape, Mediterama vous donne l'occasion de découvrir les lieux, les choses et les hommes en liberté.

Des vacances, imaginées par des cadres pour des cadres Mediterama a imaginé pour 75 des vacances destinées aux cadres français. Ces programmes ont été réalisés à partir d'une enquête conduite par Mediterama au cours d'une série de rencontres avec des cadres d'entreprises. Ceux-ci, dans leur ensemble, souhaitent voyager dans les régions de grand développement, mais refusent le voyage de groupe.

Départ individuel et séjour sur-mesure Mediterama vous propose, à prix groupés, des séjours individuels sur lignes régulières. Mediterama vous propose également, à partir de destinations passionnantes, toutes les formules de séjour tranquilles dans les hôtels de première catégorie, avec ou sans voiture et une multitude de variantes à votre convenance.

De la Turquie au Japon Le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte, Bangkok, Hong-Kong, la Corée, Manille et le Japon figurent parmi les destinations que vous propose Mediterama.

Notre service spécial chez vous Sur simple coup de téléphone, un envoyé spécial de Mediterama se rendra à votre domicile ou à votre bureau pour mettre au point avec vous, le programme exact de votre voyage. N'hésitez pas à utiliser cette facilité exclusive de choisir vos vacances dans votre fauteuil.

mediterama 25, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 266-65-22. Pour recevoir nos programmes, c'est 75, remplissez ce bon et renvoyez-le à Mediterama.

Tourisme

AUTOUR DE LA MÉDITERRANÉE

DANS LE SUD MAROCAIN

La Vallée des amandiers

On l'attendait depuis un an et demi... Lorsque, dans la soirée, les premières gouttes firent leur apparition, personne n'osa y croire. Pourtant, vers les 2 heures du matin, la pluie marqua le sol. Tafraout, petite bourgade du Grand-Sud marocain, sous l'averse : un spectacle rare... Au matin, si certains touristes ne dissimulèrent guère leur dépit face au paysage trempé, parmi les habitants c'était la joie. Une joie grave et profonde, qui menait déjà les hommes vers l'extrémité du village, là où l'oued se gonfle d'eaux boueuses. Muette contemplation, et, au-delà d'eux-mêmes, une sorte d'action de grâce : « Dieu soit loué ! » A la fin de la matinée, le soleil reprit ses droits, mais le ciel avait payé son tribut.

dans ce micro-climat — arboriers, sur lesquels se penchent les petites chèvres noires, palmiers, oliviers, eucalyptus, cactus — mille sentons et demi-tones dans une symphonie d'interruption de couleurs. L'homme s'est mis à l'unisson de ce paysage grandiose. Les cabas aux formes rectilignes, plaqués au rocher pour mieux l'escalader, dessinent une composition horizontale d'où seuls jaillissent le minaret et quelques tours. Les maisons, plaquées d'un enduit tantôt rose tantôt orange, se fondent dans la nature et l'édouent.

Le rose et l'orange

Mais la pluie, comme le soleil, sied à la petite ville de douze mille habitants nichée dans une vallée de l'Anti-Atlas, à une centaine de kilomètres de Tiznit, 200 environ d'Agadir. Et si les orages, douze mois sur douze, déchargent leur carabosse cosmopolite de touristes à Agadir, station balnéaire qui a remplacé la ville détruite par le tremblement de terre de 1960, faisant fleurir partout des hôtels et du béton, ici, à Tafraout, l'harmonie reste intacte.

Tafraout, en février, ce sont les amandiers en fleurs : une explosion de pétales roses et blancs dans une vallée rose, orange, ocre et mauve, selon l'heure du jour. Sur la route du col de Tassirt, les formes extravagantes des rochers excitent l'imagination. Et la végétation tout entière, étonnante

sol-même. SOLANGE BRAND. Office marocain du tourisme, 181, rue Saint-Henri, 75001 Paris. Tél. : 266-64-78.

DE SÈTE A TANGER

Un ferry et quelque chose en plus

DESORMAIS, la porte du Maroc s'ouvre aussi à Sète. Tous les quatre jours, le catamaran Agadir, de la Compagnie Marocaine de Navigation (Comanav), vient à Sète à 17 heures et s'apprête le même jour à 22 heures à destination de Tanger.

Une première nuit à bord, une journée en mer, une deuxième nuit à bord et c'est l'arrivée à Tanger vers les 11 heures. La traversée a duré trente-huit heures. Ce n'est pas un croisière. Mais c'est beaucoup plus qu'un simple « passage » par un catamaran traditionnel. L'Agadir offre pour les détenteurs et les diners (classe confort) une salle à manger, moquette épaisse, linge et couvert de bonne facture. Un confort, un menu et une cuisine qui valent bien ceux d'un restaurant étoilé. Pour la soirée, un bar marocain à la décoration bien choisie (soinonnations : 3 à 5 F) ou le salon-dancing, lui aussi très confortable. Mais l'indigence des discoques et des bandes magnétiques (rythme en 4-4 ou 7-8) est indigne d'un équipement technique de grande qualité. Un petit détail facile à améliorer. En classe économique, les

passagers sont pris au « self-service » de la cafétéria. Arrivée en 1969 par la Comanav, l'Agadir peut accueillir à son bord 480 passagers (294 en classe confort et 186 en classe économique). Il peut aussi transporter 180 voitures de tourisme dans son « garage » de 1100 m². Pour visiter le Maroc en voiture (avec ou sans caravane), il est désormais possible d'éviter le long périmètre espagnol. Plus besoin de faire la route jusqu'à Algéiras : l'autoroute A-9 n'est qu'à quelques kilomètres du port de Sète. En choisissant le port de Sète, les Marocains ont bien vu, et la chambre de commerce et d'industrie de Sète, trop heureuse de retrouver un trafic régulier de passagers et de marchandises, a fait les aménagements nécessaires en bordure du quai du Maroc, inaugurés officiellement le 19 février en présence de l'ambassadeur.

à fréquenter l'Agadir : les « routiers » sont là aussi avec leurs poids lourds de plus de 30 tonnes en charge (11 leur en coûte environ 4 000 F pour un passage). La cale peut en accueillir une quinzaine, qui, eux aussi, auront évité l'Espagne. Un solide avantage pour le premier catamaran marocain, qui annonce peut-être d'autres tentatives marocaines sur le marché des croisières maritimes.

PIERRE TREY. La Compagnie Marocaine de Navigation qui exploite l'Agadir est représentée en France et en Belgique par la Compagnie générale transatlantique.

Les tarifs de basse saison (15 janvier au 31 mai) sont, en classe économique, de 241 francs (Paris à Agadir) et de 291 francs (Paris à Sète). En classe confort, ils sont de 370, 450 et 527 francs. Des réductions sont prévues pour les étudiants, les enfants (deux à douze ans, 50 % de tarif adulte), les familles et les groupes. Les tarifs pour les voitures de tourisme sont de 264 francs (moins de 4 mètres de longueur) et de 291 francs (de 4 à 4,50 mètres). Voiture ou minibus (plus de 4,50 mètres) : 438 francs ; caravane ou remorque : 368 francs.

Haltes au Liban pour les jeunes voyageurs

L'ACCUEIL des jeunes étrangers dans la capitale pose un problème : on se souvient de ces nombreux jeunes gens errant à la recherche d'un logement lors des vacances de Pâques, « Tout est complet », leur répondait-on d'habitude en centre d'accueil.

Pourtant, à quelques kilomètres de Notre-Dame, ils auraient pu trouver dans un petit hôtel de Boulogne ou de Villejuif le logement bon marché qu'ils recherchaient en vain par manque d'informations sur les transports, les prix. De nombreux visiteurs se plaignent de n'avoir pu rencontrer pendant leur séjour une famille française. Ils regrettent de n'avoir pas visité une maison, un appartement français. Or, depuis six ans, l'Office franco-québécois pour la jeunesse a réalisé à lui seul nombre d'accueils dans des familles. Les Français ne sont donc pas aussi inhospitaliers que l'on veut bien le dire.

Logement bon marché, accueil personnalisé : deux conditions essentielles d'un séjour agréable pour les jeunes étrangers. Ces conditions, le Bureau de tourisme des jeunes (B.T.J.) les réalise au Liban.

Emanation du Conseil national du tourisme, le B.T.J. est donc un service public. Cette qualité garantit le désintéressement de ses activités. L'âge de ses membres (de trente ans) explique son dynamisme. La création du Service d'accueil des jeunes (embryon du B.T.J.), en 1968, répondait à un simple besoin d'accueil et d'information, puis, explique Lionel Gorra, son directeur, « il a fallu pallier certaines lacunes du pays en matière d'hébergement des jeunes, visites touristiques et animation ». La capacité d'hébergement du B.T.J. est donc passée de vingt à six cents lits. Les visites touristiques sont devenues quotidiennes et les animations aussi diverses que nombreuses (conférences, tables rondes, soirées folkloriques, etc.).

Le B.T.J. a son activité sur quatre fonctions : accueil-informations, hébergement, découvertes touristiques et animations culturelles. La localisation du bureau en plein centre de Beyrouth permet un accès facile à tous les visiteurs.

Dans la montagne

Le B.T.J. possède trois centres d'hébergement au Liban. L'un, de vingt lits, situé au centre de Beyrouth, est aussi le centre de réunions et manifestations culturelles : le second, plus important (soixante lits), est construit à Deir-El-Kamar, petit village de la montagne libanaise ; le troisième, situé aussi dans la montagne, est un centre d'initiation à l'artisanat local, ouvert aux jeunes étrangers. Le B.T.J. a, en outre, d'autres part de nombreux accueils avec divers hôtels modestes, écoles et centres de jeunes dans tout le pays : c'est ainsi qu'il gère pendant l'été les soixante lits du « lycée » américain de Beyrouth.

Les prestations proposées dans tous ces centres offrent le meilleur rapport qualité-prix de tout le Liban grâce à une gestion rigoureuse et à la disponibilité des responsables.

Ainsi, les circuits touristiques organisés par le B.T.J. diffèrent de ceux proposés par le secteur privé. Aux visites traditionnelles (Beyrouth, Baalbek, Anjar...) s'ajoutent des rencontres avec des artisans, des visites de maisons particulières, etc. Et les tarifs sont toujours à la mesure des jeunes budgets.

L'animation culturelle proposée aux jeunes étrangers en vacances au Liban est un exemple de diversité et de qualité : chaque semaine sont programmées des séances de cinéma, des soirées folkloriques, des rencontres avec l'intelligentsia, des séances d'initiation à la langue arabe, des soirées dans des familles... Toutes ces manifestations sont gratuites et rencontrent le meilleur accueil.

Le travail fourni par le B.T.J. depuis dix ans est considérable : grâce à lui des milliers de jeunes ont découvert intelligemment et en confiance un pays dont on ne retient souvent que les « nuits chaudes » et les ruines, splendides et fameuses. La préfecture de Paris s'intéresse depuis quelque temps à l'action du B.T.J. Un observateur fut envoyé en reconnaissance en juillet dernier et on ne peut que se féliciter de cette initiative. Gracques qu'elle aboutira prochainement à la constitution d'un organisme similaire à Paris. Moyen terme entre le Centre d'information et de documentation pour la jeunesse (C.I.J.) et les centres d'accueil de l'Office de tourisme de la Ville de Paris, ce bureau de tourisme des jeunes aurait pour première mission d'informer les jeunes étrangers ; il aurait d'autre part une vocation naturelle à coordonner les initiatives des associations spécialisées dans l'accueil et l'animation des jeunes et touristes (Ambasade de jeunesse, Maisons des jeunes et de la culture, salles de spectacles, etc.).

La vie culturelle parisienne se présente différemment en France et au Liban, le rôle d'entrepreneur de spectacles, d'animateur de rencontres n'est pas nécessaire. Cependant, un effort important de rapidité dans le « service » d'information (particulièrement en matière d'hébergement et d'activités culturelles) serait souhaitable, de telle manière que l'étranger en quête d'une chambre d'hôtel soit renseigné immédiatement. Des accords de réservation immédiate pourraient être ainsi négociés entre le B.T.J. et divers hôtels ou centres de séjour. Une caution de 10 % versée au B.T.J. par le client assurément par exemple la réservation d'un lit dans un hôtel dans la semaine de départ.

ERIC DELALANDE. C.I.J., 101, quai Stanley, tél. 566-40-20. B.T.J., rue de la Banque-Centrale, Beyrouth, tél. : 341-234.

SUISSE+ LA BONNE VOYAGÈSE

Holiday Inn and MOVENPICK De vrais hôtels-restaurants

Arusa HOTEL EXCELSIOR Téléphone : 19 - 41 / 81 / 31 16 61

Arusa Hôtel «Hohe Promenade» Très classe. Belle situation, centrale et tranquille.

GENÈVE HOTEL MÉTROPOLE 178 lits - 1^{er} rang. L'hôtel traditionnel au centre de la ville.

HÔTEL VICTORIA LAUSANNE 100 lits tout confort dans situation très tranquille.

Hôtel WALDHAUS CH-1014 SILE-MARIA (Empain) - Tél. : 1941 82/4-53-51. Tx 74444

Chesa Rustica Faites un essai ! Nous offrons : Chambres rustiques avec tout confort, bain, douche, WC, TV, radio, téléphone, bar, piscine, etc.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE 1280 Nyon près Genève, Lac Léman. Tél. 1941/22/81.15-81.

SUISSE - Vacances d'été pour jeunes filles Du 30 juin au 9 août Cours de langues. Méthode audio-visuelle. Sports intensifs.

VACANCES SCOLAIRES EN ALLEMAGNE PAQUES - ÉTÉ

Surveillance constante Directeur : René J. NOAK 16, T. Thiboumeyre - PARIS (15^e)

Si proche et si... lointain la YOUGOSLAVIE est à votre portée

1 SEMAINE - pension complète à partir de sans vols A.P. 203 F 740 F

OFFICE DU TOURISME YOUGOSLAVE et Cie Adrienne JAT

ASIE

bali 3.950 f tokyo 3.650 f

ET 300 VOYAGES SUR «L'EXTRÊME-ORIENT» CHARTERS GROUPES INDIVIDUELS VOYAGES PROFESSIONNELS CENTRE D'INFORMATIONS TOURISTIQUES DE L'ASIE DU SUD-EST

104 PARIS-LONDRES

c'est l'Angleterre en autocar par l'Hoverloyd.

Un confortable car Pullman vous emmène sur l'autoroute Paris-Londres.

La Manche? Il la traverse à 100 à l'heure sur un véritable paquebot volant.

Un voyage fabuleux, riche de souvenirs à un prix fabuleusement bas.

Brochure, horaires et réservation auprès de votre agence de voyages ou à HOVERLOYD.

161, Calais 34.6710, Paris 225.33.95. Tarif en vigueur à partir du 2 mars 75.

HOVERLOYD

M. adresse ville code postal Désire recevoir gratuitement une brochure à HOVERLOYD

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

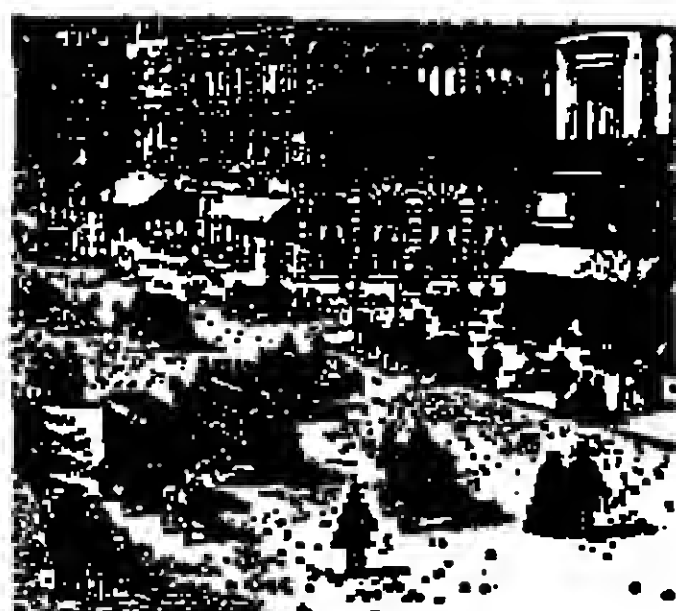
EDITERRANÉE

DE BÊTE A TANGER

ry et quelque chose en plus

Le 2 mars, le président de la République... Les programmes Voyages Bennett et Fred. Olsen Lines : 113 circuits et séjours dans les Pays du Nord dont les fjords de Norvège, le Cap Nord et l'Islande

LES HOMMES



D'HAUSSMANN

UNE exposition « Haussmann, préfet de la Seine », se tient actuellement au Musée de l'histoire de France des Archives nationales. Cette exposition qui est le thème choisi pour le « XXI^e concours des jeunes » « XXI^e » concours des jeunes « XXI^e » concours des jeunes

LE PARIS DES PLACES

SAINT-MICHEL DANS L'OMBRE DE 68

CERNÉE par les chaînes de la R.A.T.P., qui fait remonter ses bus à contre-courant du Bour Michel, elle a rétréci. En passant, on ne le voit plus : ce n'est plus une place, c'est un carrefour.

Il reste au touriste frustré à faire trois pas à droite pour changer de place sans même s'en apercevoir ; ici place Saint-André-des-Arts. Le sourire revient

« soixante-huitaire », dont les touristes tardifs viennent encore chercher les relents. Au vrai, le grand spectacle est bien rare. Ils sont déçus. Il leur faudrait davantage pour découvrir un petit mystère de Paris : la largeur du boulevard suffit, ici, à séparer deux mondes. Sur le trottoir d'en face, du côté de chez Maspero, à gauche, ils trouveraient les politiciens. Hormis les circonstances exceptionnelles, l'annonce n'a pas lieu. Chacun chez soi.

jeunes voyageurs

Le 2 mars, le président de la République... Les programmes Voyages Bennett et Fred. Olsen Lines : 113 circuits et séjours dans les Pays du Nord dont les fjords de Norvège, le Cap Nord et l'Islande

104 PARIS-LONDRE c'est l'Angleterre en autocar par l'Hoverlory

ASIE 3950 f Tokyo 3650 f

vacances vertes

Douze villages de vacances à proximité d'une balgaine (plage ou plan d'eau aménagé), des bicyclettes à la disposition des randonneurs qui rebrûlent sur ce haut lieu de 68, qui fut aussi, quelques années plus tard, un haut lieu de la drogue dure. Le « composition sociologique » a changé : parmi quelques étudiants, quelques clochards fraternels et deux ou trois

Rien de mieux

Il rassemble autour de lui, pour mener à bien son programme, une remarquable équipe composée de Bailard, qui construisit les Halles, Saint-Augustin et la nouvelle mairie du deuxième arrondissement ; Hirtz, à qui on doit, outre la gare du Nord, l'aménagement de trois places monumentales : l'Étoile, la Concorde et la Nation ; Davion, enfin, qui transforma complètement les places du Châtelet et Saint-Michel, tandis que les espaces verts et les jardins étaient confiés à Alphand, Barillet, Deschamps et Edouard André, qui remodelaient les bois de Boulogne et de Vincennes et créaient de toutes pièces les Buttes-Chaumont, le parc Monceau et le parc Montsouris. On n'a rien fait de plus ni de mieux depuis lors.

CARNET DE ROUTE

à Crouy-sur-Ourcq et La Ferté-Milon, temps à Fère-en-Tardenois. le temps d'une prise d'eau assurée par les pompiers de la bourgade. A 12 heures, arrivée à Reims, où chacun des voyageurs déjeunera à son idée avant de participer à la visite (organisée) d'une cave de champagne. A 16 h. 30, retour vers Paris, que l'on atteindra à 19 h. 30.

Le dernier voyage de la 230 G 353

Le samedi 8 mars marquera une date dans l'histoire ferroviaire de la capitale. Ce jour-là, la 230 G 353, venue voici cinq ans de Montigny pour assurer la traction de trains spéciaux, et dernière machine à vapeur utilisable dans la région parisienne, accomplira son dernier parcours.

ARTS ET VIE

Association culturelle agréée rattachée à ses adhérents qu'il reste quelques places disponibles pour le circuit culturel « DÉCOUVERTE DE LA BOURGOGNE » qu'elle organise à Pâques du 27 mars au 2 avril.

Le troisième âge dans la montagne

L'OCCAJ (Organisation centrale des camps et activités de jeunesse et du tourisme populaire) organise une découverte de la flore et de la faune dans le parc national des Écrins, à partir de son village de Peivoux (Haute-Savoie).

DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Le troisième âge dans la montagne

L'OCCAJ (Organisation centrale des camps et activités de jeunesse et du tourisme populaire) organise une découverte de la flore et de la faune dans le parc national des Écrins, à partir de son village de Peivoux (Haute-Savoie).

FOIRE AU SKI (1^{er} au 8 mars)

LE POINT MULHOUSE INFORME Nous informons l'ensemble de nos membres de la diminution des prix parus dans les 10.000 brochures du programme 1975 distribuées à ce jour.

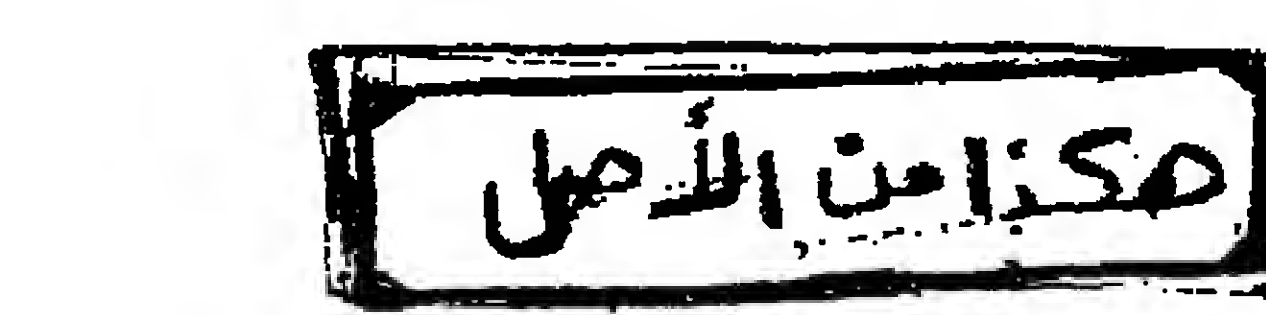
Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, vos programmes de voyages vers les Pays du Nord.

FOIRE AU SKI (1^{er} au 8 mars) DYNAMIC VR 17 toutes tailles 450 F DYNAMIC 70 uniquement en 2,07m 290 F

ASIE 3950 f Tokyo 3650 f

LE POINT MULHOUSE INFORME Nous informons l'ensemble de nos membres de la diminution des prix parus dans les 10.000 brochures du programme 1975 distribuées à ce jour.

FOIRE AU SKI (1^{er} au 8 mars) DYNAMIC VR 17 toutes tailles 450 F DYNAMIC 70 uniquement en 2,07m 290 F



Tourisme

Je conserve de mon expérience équestre en Irlande la dernière vision romantique d'une plage du bout du monde, de kilomètres de sable argenté miroitant au pied de la chaîne des Twelve Pins...

« nobles conquêtes », l'assiette que seules forment les chevauchées prolongées cinq à six heures par jour. La randonnée à travers le Connemara exige, en effet, cinq journées au minimum avec des étapes quotidiennes de 30 kilomètres environ.

Ces grèves, ces paléoponds marquaient le terme de nos randonnées au Connemara : après quatre jours d'escalades et de cheminement en terrain varié, parfois à travers un rideau de crachin, plus souvent au pas qu'au trot, j'y rêvais en selle, avec le même désir mais aux antipodes du chameilier assoupli devant les mirages tremblants du désert.

L'aventure commence un lundi matin à Barna, sur la baie de Galway, capitale du comté « à l'ouest du Shannon », où les Normands du quinzième siècle devinrent gaéliques. Nous faisons connaissance entre cavaliers sur le seuil d'une auberge où l'on absorbe précocement le coup de p'tier.

Trekking est un mot d'origine sud-africaine : il définit la transhumance qui fait quitter la plaine et gagner les hauts plateaux à un groupe réduit de cavaliers.

L'aventure commence un lundi matin à Barna, sur la baie de Galway, capitale du comté « à l'ouest du Shannon », où les Normands du quinzième siècle devinrent gaéliques. Nous faisons connaissance entre cavaliers sur le seuil d'une auberge où l'on absorbe précocement le coup de p'tier.

Le cheval irlandais, mélange de pur-sang et de cheval de trait, est connu pour sa légendaire endurance, ses aptitudes naturelles au saut et la sûreté héréditaire de son assise.

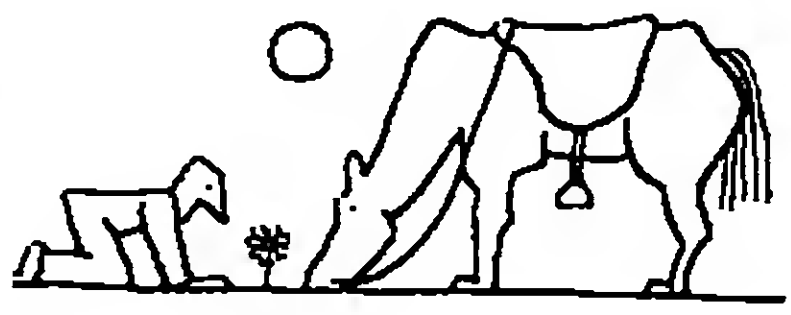
Le cheval irlandais, mélange de pur-sang et de cheval de trait, est connu pour sa légendaire endurance, ses aptitudes naturelles au saut et la sûreté héréditaire de son assise.

Av matin, le coup de l'équière

Av matin, le coup de l'équière

AU PAYS DES PONEYS SAUVAGES

TREKKING EN IRLANDE



Je me suis vu patauger lamentablement dans la tourbe. La coiffure, casquette, béret écossais ou bombe, a moins d'importance, de même que les éperons ou la cravache.

nous faisons plus franchement amitié autour d'une table où est servi un bifteck d'excellente composition. Le lendemain matin, nous sellons nos chevaux à une heure raisonnable, peu avant midi — les Irlandais, tous « couche tard », vivent à la manière espagnole sans horaire fixe.

Le troisième jour, nous attaquons les montagnes et le bog, ces herbages dont le sol tremble et où les eaux sourdent, aussi invisibles et traitres que les lises du Mont-Saint-Michel. Chacun de nous fait confiance à son cheval en la circonstance, et plus encore à Willie Leahy que nous suivons en file indienne et qui, ayant mis pied à terre, nous aide à franchir une tranchée boueuse.

Ballynahinch Castle est aujourd'hui un hôtel aux murs couverts de poissons encadrés et dont les chambres tout confort ont même le privilège de compter celle du fantôme. Sur cette terre de légendes « indus (traversée de gemissements) », il ne fait pas bon plaisanter cependant avec le surnaturel.

Notre cinquième journée équestre se passera sur place et le trekking y oubliera son nom comme ses cavaliers leurs courbatures. Notre terrain varié sera en effet le même, tant convoité, jusqu'au soir : ces dunes et ces plages de la Mannin Bay où les chevaux s'ébrouent dans la mer et dont la solitude illimitée paraît le dernier défi de ce siècle.

La chambre du fantôme

Jeudi, quatrième journée, nous rapprochons de l'Océan. La grande étape de ce jour sans pluie sera Ballynahinch, le rendez-vous des pêcheurs au lancer, où nous nous arrêtrons pour déguster l'Irish coffee bien tassé, après un long galop de détente sur un ancien ballast désaffecté.

LA FRANCE AU PETIT TROT

QUAND bien même la Fédération française des sports équestres ne détiendrait-elle dans ses fichiers qu'à peu près 100 000 adhérents tribulaires de la carte-licence, on peut raisonnablement estimer à environ 180 000 le nombre total des Français qui pratiquent l'équitation de façon régulière, sous toutes ses formes, promenades, randonnées, rallyes, dressage, concours, etc.

autant de facteurs qui jouent en faveur du cheval, notamment le cheval de promenade, instrument sans égal pour la découverte de régions parfois quasi insaisissables autrement. Ces jours derniers, l'ANTE (Association nationale pour le tourisme équestre) tenait à Paris sa journée d'étude annuelle.

« Sauver les chemins » Aménager l'espace, c'est surtout réhabiliter les chemins ruraux — et, ici, le cavalier se trouve confronté aux mêmes difficultés que rencontrent les randonneurs pédestres et cyclistes — en obtenant des pouvoirs publics une modification de l'ordonnance du 7 janvier 1959, aux termes de laquelle les communes peuvent vendre ces chemins sans avis préfectoral.

« c'est égard, M. Gérard Ducray, secrétaire d'Etat au tourisme, a pu donner quelques apaisements à cette ordonnance visant avant tout à enrayer la dégradation de voies qui n'étaient plus, faute d'utilisation agricole, entretenues par les communes. Une circulaire interministérielle sera incessamment adressée aux préfets, leur recommandant d'intervenir auprès des maires pour que les chemins ruraux ne soient plus « inconsidérément vendus ».

des grandes villes, y compris la capitale, les lointaines écuries provinciales durant la morte-saison de l'hiver, ce qui permettrait aux chevaux de « tourner » douze mois sur douze — et à leurs propriétaires de rentabiliser de lourds investissements.

vacances vertes des arbres, des lacs, des rivières 20 000 ans de préhistoire et d'histoire, le charme de petits villages méconnus, une gastronomie prestigieuse, un certain art de vivre... de vraies vacances pour des prix modérés.

IMPORTANT AGENCE DE VOYAGE en expansion recherche pour ses SERVICES PARISIENS RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT PROMOTION DES VENTES PROFIL EXIGÉ : — Qualités de vendeur et de négociateur; — Bonnes connaissances techniques; — Expérience acquise depuis plusieurs années auprès d'un tour opérateur ou d'une agence de voyages importante.

Stop à l'inflation ! y compris pour vos vacances Profitez de superbes vacances balnéaires dans des hôtels de tout premier ordre, à des prix enfin raisonnables ET GARANTIS POUR 5 ANS !

USA & CANADA Aller/Retour à partir de 1550f (Canada 1675f)

Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord. Appelez : 073-50-56 15, rue Daunou, Paris-2 ou adressez-vous à votre Agent de Voyages.

Greyhound Varajet

Notre pain

FRED ASTAIRE PO

TOURISME

Plaisirs de la table

Notre pain quotidien

C'est un très beau livre que celui de Jacques Montandon, Le Livre du pain. Il est instructif, passionnant et, surtout, donne à penser, comme dit mon boulanger, lorsque j'use de mon droit (combien d'acheteurs l'ignorent) d'avoir du gros pain vendus au poids et même, en l'absence de gros pain, d'importe quel autre qu'il est légalement obligé de me fournir.

La première partie, historique et documentée, un chapitre instructif sur la cuisine au pain (la farine dans les sauces est inventée relativement récente, le Moyen Age, plus intelligent, utilisait le pain grillé) et cet accord, donc, qui peut en tout cas s'exercer avec amusement sur les fromages.

FUMETS DE LYON

La cinquième édition de Lyon gourmand, le mini-guide de M. André Mure, vient de paraître. Peu de grands changements, de reste. On sait que Gaston Brazier est mort l'an dernier. La maison continue. Mais sa maman, la célèbre « Mère Brazier », abandonnée, après une carrière bien remplie, sa maison du col de la Lubère.

La bouteille du mois: LE VIN DU CHANOINE

Le vignoble de Chablis est très ancien et j'ai, il n'y a guère, fort renommé. « Mon vin, écrit le chanoine Gaudin à Mme d'Espinois, a du montant, étant un peu embourbé le gosier et laisse un odeur suave de moisson ». Mais ces années dernières il y eut comme une désaffection pour le chablis. C'est peut-être qu'il était, avant bien d'autres et après tant d'autres, « victime de la fraude ».

Et bien autre chose à en croire Balzac. « Series-vous crabli à une bouteille de vin de chablis accompagnée d'un filet sauté aux champignons et précédé de quelques domaines d'œuvres... ». Et je dans la fille aux yeux d'or!

Photo-cinéma

FRED ASTAIRE POUR VOUS SEUL

DANS la bibliothèque de l'homme cultivé, la collection de films va-t-elle avoir ses rayonnages... à côté des livres et des disques? Les bobines signées Howard Hawks, John Ford, Charles Chaplin ou René Clair peuvent maintenant être rangées, entre Stendhal et Brahms: plusieurs sociétés distribuent, en format 8 et super-8 des films muets et sonores, noir et blanc ou couleur, que chacun peut acheter dans le commerce. Il s'agit de Film Office, Eumig-France et Cinéma-thèque pour vous cette dernière étant spécialisée dans les productions anciennes, muettes et sonores.

super-8. Beaucoup de films muets distribués par C.P.V. intéressent surtout les historiens du cinéma, les amateurs purs et durs de la Cinéma-thèque et les collectionneurs. Car aucune concession n'est faite sur la longueur, les redites, les sujets: ni les Charlot ni les Buster Keaton ne sont tous bons. Mais le choix est suffisamment vaste entre le Paris-Monte-Carlo de Méliès (1904) et le Signe de Zorro (1920), ou le Mécano de la General (1927), pour que chacun y trouve son compte.

M. Gérard Vauchelles me fait savoir que, s'il était sous les ordres de son père, il n'a jamais pris, à sa mort, la direction de la maison qui resta sous la direction de sa mère. Commerce, ajouta-t-il, « auquel rien ne la destinait ». Ce qui explique aussi bien mon propos sur le destin de cette maison. Car, contrairement à ce qu'en pense M. Vauchelles fils, il n'y a l'occasion de constater le déclin de Raoul... jusqu'à aujourd'hui où, je l'ai dit, une expérience s'est révélée désastreuse. — L. R.

IT TROT

Les événements historiques ont aussi leur part: Souvenirs de Clemenceau, la France sous l'Occupation, Mein Kampf, les Grandes Heures de Charles de Gaulle, Vie et mort du président Kennedy, Churchill, Jean XXIII, etc. La boîte a ses morceaux de bravoure, avec quelques-uns des grands

Stop à l'inflation

Profitez de superbes occasions de faire des achats de tout premier ordre à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués ailleurs.

Greyhound Trajet advertisement with logo and text.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

- Campanie: MIRAMANDE (Drôme) LA CAPITELLE... MONTAGNE: Alpes du Sud, 04400 LE SAUZE, 1400 m. RIVE GAUCHE: LE PETIT ZINC... RIVE DROITE: LE CORSAIRE... CÔTE D'AZUR: CANNES... SUISSE: AROSA (Grisons)... ANGLETERRE: VICTORIA (Londres)

La Gaudisserie advertisement: Chez Anne Sandrine, Restaurant littéraire.

LES TROIS TOURS advertisement: une table républicaine, un cadre étonnant.

Le Corsaire advertisement: 1, bd Erlmann, Paris 525-53-25.

Pierre advertisement: Restaurant à la Fontaine Gaillon.

HONG-YUAN advertisement: Restaurant Chinois, 4, rue Brémontier, 17^e.

Dessirier advertisement: MÂTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR, 9, place Poiret, Paris 17^e.

Au Pied de Cochon advertisement: Le fameux RESTAURANT des Halles, OUVERT JOUR ET NUIT.

Handwritten text in Arabic script: ص: زامن الأصل

هكذا من الأصل

Jeux

Bridge N° 591

Le tournant des Bermudes

Les Italiens dans un mouchoir

DEPUIS 1957, l'Italie n'a pas été battue dans un championnat du monde, et les Américains viennent, aux Bermudes, d'écouler une nouvelle fois. Mais la n'a-t-elle pas écarté de plus en plus et c'est presque par miracle qu'elle ont conservé leur titre. Plus grave pour eux que leur suprématie mensuelle, une de leurs paires a été accusée plus ou moins de tricherie et cela alors que les Américains avaient précédemment créé un climat de suspicion autour de l'équipe italienne.

Cette donne du championnat du monde a été le tournant de la finale. Elle marque le déclenchement de la contre-offensive qui a permis aux Italiens de rattraper leur retard et de conserver leur titre.

Ann. : E. don. E.-O. vuin. (Donne n° 54.) Ouest Nord Est Sud Swanson Pittala Soloway Franco... Réponse : Le déclarant fit l'impression au roi de cœur et il battit tout. Est prit avec l'as de pique et il rejoignit le valet de cœur. Le déclarant prit avec l'as de cœur du mort, puis il donna deux autres coups d'autout. Ensuite, il tira l'as de trèfle au cas où il aurait valet, 10 sacs. Enfin il rejoignit valet et carreau pour squer Ouest à cœur-trèfle. Dans les trois dernières cartes, la situation était :

Sur le 8 de pique, Ouest doit libérer le 7 de trèfle ou un cœur. A l'autre table, au contrat de 5 piques, l'Américain Wolff a fait également 12 levées, mais la donne a rapporté 11 I.M.P.s (International match points) aux Italiens.

Défense des Indonésiens

Pour la troisième année de suite, les Indonésiens ont remporté le championnat d'Extrême-Orient devant leurs grands rivaux, les Chinois de Taipei, et onze autres pays. A ce titre, ils ont représenté la zone asiatique au championnat du monde.

Hippisme

Un bain de tiércé

QUATORZE partants dans la course au tiércé dimanche passé; quatorze, déjà, le dimanche précédent; entre Vincennes et Auteuil, le champ des compétiteurs s'est resserré. C'est au trot qu'appartient la démonstration galopante.

Reste à savoir si, à l'expérience, ce nouveau calendrier hebdomadaire ne révélera pas de sérieux inconvénients. La Société d'encouragement — en dépit des attaches évidentes qu'elle possédait avec la presse sous la présidence de M. Marcel Boussec — l'a, quant à elle, toujours repoussé pour les courses de plat. Le successeur de M. Boussec, Hubert de Chaudenay, s'est, à l'occasion d'une conférence de presse tenue rue du Cirque, voulu en mois, à son tour, montrer réticent. Le principal argument est qu'une « déclaration de partants » prononcée par le propriétaire ou l'entraîneur de chaque cheval engagé, conditionne le choix de la course au tiércé dans le programme du dimanche; ce choix ne peut s'effectuer que lorsqu'on sait le nombre exact de compétiteurs qu'opposera chaque épreuve et l'attrait que celle-ci pourra offrir.

Echecs N° 596

Finale du tournoi des candidates, neuvième du match, février 1975, Moscou. Blancs : N. ALEXANDRIA. Noirs : L. LEVITINA. Défense sicilienne. Système Paulsen.

Extremement réduites et précises la sortie à P22. 1) Si les théoriciens ont cette conviction n'est pas dans l'ordre du système Paulsen... 2) A nouveau les Noirs ont la victoire en main.

Combat de lionnes

Extremement réduites et précises la sortie à P22. 1) Si les théoriciens ont cette conviction n'est pas dans l'ordre du système Paulsen... 2) A nouveau les Noirs ont la victoire en main.

Philatélie

La plus grande collection du monde. Deux des plus célèbres collections de timbres-poste du monde, celle de la reine Elizabeth II et celle du prince Rainier de Monaco, seront exposées — en partie — à Paris, du 6 au 16 juin, lors de l'exposition « Arphila 75 ».

Scandale

Les faits semblent établis, mais ces coups de pieds correspondants à un échange codé ou à une manifestation de nervosité? Dans un tel domaine, il est difficile de prouver que ce soit avec certitude. Facchini et Zucchielli se sont révélés la saison dernière en remportant deux tournois très importants, la coupe Cino Del Duca et Monte-Carlo. Ces deux succès, alors qu'ils étaient pratiquement inconnus, ont suscité l'étonnement et parfois des réserves.

ÉTUDE D. GURGENIDZE (1971)

Diagram of a chessboard with algebraic notation for a study by D. Gurgenidze. Includes text: BLANCS (7) : R23, P26, G4, D7, G2, G5, G2. NOIRS (3) : R23, T21, P28. Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 323 D. PETROV

Chess study solution by D. Petrov. Concours de la Sibirie, 1972. Includes text: Quelles simplifications? Si 1., R47; 2. C65 mat. Si 2., R26; 3. C65+; 4. T21; 5. T21+; 6. C65+; 7. C65+; 8. C65+; 9. C65+; 10. C65+; 11. C65+; 12. C65+; 13. C65+; 14. C65+; 15. C65+; 16. C65+; 17. C65+; 18. C65+; 19. C65+; 20. C65+; 21. C65+; 22. C65+; 23. C65+; 24. C65+; 25. C65+; 26. C65+; 27. C65+; 28. C65+; 29. C65+; 30. C65+; 31. C65+; 32. C65+; 33. C65+; 34. C65+; 35. C65+; 36. C65+; 37. C65+; 38. C65+; 39. C65+; 40. C65+; 41. C65+; 42. C65+; 43. C65+; 44. C65+; 45. C65+; 46. C65+; 47. C65+; 48. C65+; 49. C65+; 50. C65+; 51. C65+; 52. C65+; 53. C65+; 54. C65+; 55. C65+; 56. C65+; 57. C65+; 58. C65+; 59. C65+; 60. C65+; 61. C65+; 62. C65+; 63. C65+; 64. C65+; 65. C65+; 66. C65+; 67. C65+; 68. C65+; 69. C65+; 70. C65+; 71. C65+; 72. C65+; 73. C65+; 74. C65+; 75. C65+; 76. C65+; 77. C65+; 78. C65+; 79. C65+; 80. C65+; 81. C65+; 82. C65+; 83. C65+; 84. C65+; 85. C65+; 86. C65+; 87. C65+; 88. C65+; 89. C65+; 90. C65+; 91. C65+; 92. C65+; 93. C65+; 94. C65+; 95. C65+; 96. C65+; 97. C65+; 98. C65+; 99. C65+; 100. C65+.

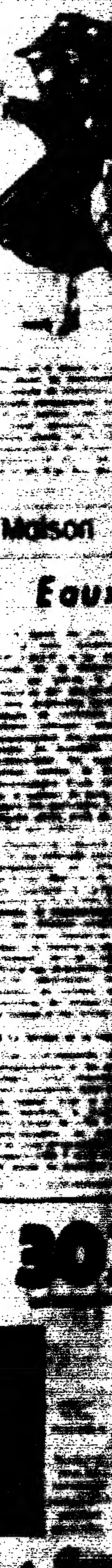
VIENT DE PARAÎTRE : LE BADOURY MONNAIES FRANÇAISES

Advertisement for 'Le Badoury Monnaies Françaises' book. Includes text: 1789 à 1975. 2^e édition. MONNAIES de 1789 à 1975. Mécanisme 1789-1975. De SARRIE et MOHARD. VENTE PARTOUT. IMAGE DOCUMENT. ADALBERT VITALYOS.

La plus grande collection du monde

Advertisement for 'Arphila 75 Paris' stamp exhibition. Includes text: La plus grande collection du monde. Deux des plus célèbres collections de timbres-poste du monde, celle de la reine Elizabeth II et celle du prince Rainier de Monaco, seront exposées — en partie — à Paris, du 6 au 16 juin, lors de l'exposition « Arphila 75 ».

Large advertisement for 'SOLDES 30' sale. Includes text: SOLDES 30. Jean-Claude Rouy. Cent quinze États souverains et cinquante territoires participent à l'exposition.



Hippisme

Un bain de tiède

Qu'importe l'heure dans un bain de tiède... Les chevaux ont besoin d'un bain de tiède pour se détendre...

Les « Bionay »

Les « Bionay » sont des vêtements en laine qui offrent une grande douceur et une excellente tenue.

Les vêtements en laine sont très appréciés pour leur douceur et leur capacité à garder la chaleur.

Les vêtements en laine sont également très pratiques pour leur résistance et leur facilité d'entretien.

Les vêtements en laine sont parfaits pour les journées fraîches et humides.

La plus grande collection du monde

La plus grande collection du monde de vêtements en laine, présentée dans un cadre exceptionnel.

CLIN D'OEIL Goût anglais

DANS la toute très parisienne et vraisemblablement anglophile... Le goût anglais est apprécié pour sa raffinement et sa qualité.

Le goût anglais est également apprécié pour sa diversité et sa capacité à s'adapter à toutes les occasions.

Le goût anglais est un véritable art de vivre, qui se reflète dans chaque détail.

Le goût anglais est un héritage qui continue d'inspirer les créateurs de mode.

Le goût anglais est un choix qui témoigne d'un certain raffinement.

Le goût anglais est un plaisir qui se prolonge dans le temps.

Le goût anglais est un style qui définit une personnalité.

Le goût anglais est un art qui se perfectionne avec l'usage.

Le goût anglais est un plaisir qui se partage avec les autres.

Le goût anglais est un art de vivre qui se cultive chaque jour.



Le kaki rentre en ville

Le kaki est un vêtement qui a traversé les siècles... Le kaki est apprécié pour sa robustesse et sa polyvalence.

Le kaki est également apprécié pour sa capacité à résister à l'usage et à rester élégant.

Le kaki est un choix qui témoigne d'un certain pragmatisme.

Maison

Eaux courantes aux Arts ménagers

Le Salon des arts ménagers se tient actuellement au C.N.I.T. à la Défense... Le salon propose une large gamme de produits innovants.

Le salon des arts ménagers est un événement incontournable pour les amateurs de nouveautés.

Le salon propose également des ateliers et des démonstrations pratiques.

Le salon est un lieu idéal pour découvrir les dernières tendances en matière de ménages.

Le salon propose des produits de qualité à des prix très intéressants.

Le salon est un véritable rendez-vous pour les passionnés de la maison.

École Pallas méthodes audio-visuelles. Cours individuels en dactylographie, expression, stenographie, secrétariat, orthographe.

SOLDES 30% en moyenne jusqu'au 15 mars. La Boutique du Brésil. Recife: canapé 3 places et 2 fauteuils en cuir et palissandre de Rio. Ouro-Preto: chauffeuses en cuir et palissandre de Rio.

POUR ÊTRE A LA PAGE. UN GRAND COUSSIN MOEL-LEUX pour la chambre des petits. Le choix d'un aspirateur doit se faire en fonction des sols à nettoyer.

LOUEZ votre fourrure DE HAUTE QUALITE. Vente modéles création BELZ 47, rue d'Enghien PARIS (10^e) - Téléphone : 824-52-68

SEVRES 33. PULLOVERS DEMARQUES EN SECOND CHOIX. 33 rue de Sévres 177.00.75

صكنا من الأصل

Sports



MOINS DE SNOBS SUR LES «GREEN»

AUJOURD'HUI, sur les cinq continents, trente millions de personnes frappent une balle avec une canne. C'est une belle réussite pour ces bergers écossais qui, au quinzième siècle, sur les bords glacés de la mer du Nord, tapaient sur des cailloux à grands coups de bâton.

Sport de riches, sport d'élite? Les Français en sont persuadés non sans raisons. Les grands clubs privés, à la périphérie des villes, apparaissent comme des ghettos dorés où se distrait une classe nantie. On entre dans le golf comme on entre en religion sous l'ancien régime : avec une dot ou une solide fortune.

Ainsi, dans les grands clubs parisiens, les actions valent entre 13 000 et 18 000 F, et la cotisation s'élève à 2 500 F environ par an. Un droit d'entrée est perçu par les clubs qui ne pratiquent pas le système des actions. Ce droit peut être de l'ordre de 5 000 F (cotisation non comprise).

Certains clubs à actions n'hésitent pas depuis cette année à imposer un droit d'entrée aux nouveaux actionnaires. Le noyé adhérent paie donc, dans le cas du club le plus cher, une action de 18 000 F, un droit d'entrée de 2 500 F et une cotisation annuelle de 2 500 F. Un invité à la journée paiera, selon les clubs, entre 60 et 100 F. Beaucoup des membres de ces clubs fermés se complaisent dans ce splendide isolement. Cette ségrégation par l'argent les conforte dans l'idée d'appartenir à l'élite.

Pourquoi en France le golf est-il toujours un « sport réservé », alors que partout ailleurs dans le monde cette image a disparu depuis longtemps? La Grande-Bretagne et les Etats-Unis en sont l'exemple. Sport national en Ecosse, sa pratique est une passion atavique qui remonte officiellement à 1754, année où furent codifiées les règles du jeu à Saint-Andrews, près d'Edimbourg. Aux Etats-Unis, le développement du golf, de la fin du dix-neuvième siècle à nos jours, a été exceptionnel. Par le nombre imposant de ses joueurs (deux

millions), la Fédération américaine est la plus importante du monde. En France, la Fédération française de golf se bat depuis des années pour effacer cette image d'un sport antidémocratique. Sans aide ni subvention jusqu'à ces derniers temps, elle a mené des opérations de promotion qui toutes ont pour but d'éveiller l'intérêt en informant, en montrant, en expliquant. Elle s'est adressée aux jeunes. Des centaines de lycéens et de collégiens ont bénéficié de leçons.

Un accord conclu avec les clubs de la région parisienne a permis de faire jouer des étudiants pour des sommes inférieures aux droits d'entrée habituels. Des centres d'initiation ont été ouverts à Quimper, à Cherbourg, au Mans, à Evian, à Fontainebleau, à Angoulême et à Poitiers.

A l'occasion de « journées expositions » dans le sud-ouest de la France, les clubs de la région ont pratiqué la politique des « portes ouvertes ». La presse locale était invitée et des professionnels du golf, par leurs démonstrations, suscitaient questions et dialogues avec les spectateurs, venus nombreux. Car c'est un sport mal connu et peu de personnes sont initiées.

Ténacité

Pour surmonter cette difficulté, la Fédération française de golf a imposé, par sa ténacité, l'idée puis la mise en place d'un golf public. L'exemple est venu, là encore, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. De quoi s'agit-il? Construit grâce aux deniers publics, géré par une collectivité publique, un tel golf est ouvert à tous moyennant paiement d'un droit d'entrée journalier très modéré.

En Angleterre, il existe soixante-quinze golfs de ce type. Généralement installés autour des grandes villes, ils sont réunis dans une même association. Aux Etats-Unis, ils se comptent par centaines et leur succès est énorme. Dans ces deux pays, les parcours publics sont de grande qualité et remarquablement entretenus.

La volonté, la sincérité de la Fédération française de golf, ont convaincu les pouvoirs publics de s'intéresser à cette formule. Cadre idéal de sport-promenade, ouvert à tous, le golf public intéresse les villes nouvelles cherchant à humaniser leur environnement ou à protéger leurs sites naturels. Un parc boisé pour le prix d'une salle de sports, et l'écologie trouve aussi son compte.

La ville nouvelle de Melun-

Sénart a été choisie pour la réalisation en région parisienne d'une opération pilote de golf public. Situé dans la commune de Saint-Pierre-de-Coudray, le golf de Villerey ouvre à tous, depuis octobre 1974, son terrain d'entraînement.

Parmi les habitants de la ville nouvelle, les salariés des entreprises de la région et les groupes scolaires, nombreux sont ceux qui fréquentent le nouveau terrain

d'entraînement. Déjà un deuxième projet est en cours de réalisation : le golf de Saint-Aubin, situé à deux kilomètres au sud de Saclay, là encore pour protéger les espaces verts dans une région en cours d'urbanisation. En 1975, la promotion du golf est donc déjà une réalité. On peut espérer que les expériences couronnées de succès à l'étranger réussiront aussi en France.

THIERRY MUTIN.

Jeunes



Plus loin avec Sacha

DANS la collection « Le Vert Paradis » (édité par la Librairie Hachette), un jeune héros, Sacha, a fait son apparition il y a quelques mois. Et ce sont ses aventures que contiennent des albums aux titres inattendus : « Sacha a des émotions », « Sacha oublie et se rappelle », « Sacha a tous les pouvoirs », « Sacha n'a plus peur ». Encore plus déconcertant que le nom des livres, celui de l'auteur : Ernest Dichter.

Qui est ce nouvel écrivain pour enfants? Un psychologue, américain d'adoption, qu'il paraît surprenant de trouver dans ce nouveau rôle. Dichter est, en effet, internationalement connu comme le véritable père des « études de motivation », dont le but, on le sait, est la mise à jour des raisons profondes et le plus souvent inconscientes qui guident les comportements du consommateur moyen.

Issu de la bourgeoisie juive de la région de Vienne qu'il a quittée précipitamment, alors qu'il était âgé de trente ans, peu avant la venue au pouvoir d'Hitler. A l'époque où bien peu se doutent encore des horreurs qui vont suivre, c'est là faire preuve d'un sens aigu des réalités sociales et politiques. Après un séjour en France, il s'installe aux Etats-Unis où il conquiert vite argent et notoriété en appliquant les méthodes de la psychanalyse à l'étude de marché.

Mais Ernest Dichter a d'autres ambitions. Travailleur infatigable, il veut tout voir et tout comprendre. Aussi, de plus en plus sensible à l'histoire de la bande dessinée pour enfants — pronée-t-il à travers le monde sa silhouette typique, pour essayer de résoudre tous les problèmes : du pourquoi de l'usage des cosmétiques jusqu'aux

raisons d'un comportement politique. A l'occasion de sa vie mouvementée, Dichter s'est forgé une philosophie bien à lui qu'il a exposée lors d'un récent séjour à Paris. Optimiste et libéral, dans le droit fil de la tradition américaine, il accorde une grande importance à l'éducation. Tout s'apprend, pense-t-il : le contrôle de soi, l'esprit critique, l'amour de la liberté. A condition de s'y prendre suffisamment tôt, c'est-à-dire bien avant la puberté.

Les mythes stupides

Or, que faisons-nous? Nous entretenons l'enfant de mythes stupides et dangereux (c'est le cas, pense Ernest Dichter, de la plupart des contes de fées), qui cultivent le goût du pouvoir et de la force brutale. Au lieu d'aider les jeunes à reconnaître leurs besoins essentiels et à les assouvir sereinement, en sachant s'adapter à n'importe quelle circonstance, nous entretenons en eux la peur : peur de l'autre, peur du changement. Pour vaincre ses anxiétés, souvent immotivées, l'enfant doit parvenir à prendre conscience de lui-même et à se voir comme il est : c'est-à-dire un être unique, intéressant, et non pas un quelconque numéro de série, privé de toute initiative.

Depuis qu'il est devenu grand-père, entre autre d'un petit Sacha,



Dichter a découvert des nouveaux « mass media » grâce auquel il peut travailler à la réalisation de ses convictions personnelles : le conte pour enfants. D'orai, le conte devient écrit... et c'est la série des « Sacha », illustrée par Jocelyne Pache.

Quelle est l'idée-force, la véritable innovation de cet ensemble de récits qui s'adressent aux enfants de sept ans environ? Dichter vise avant tout à donner à ses lecteurs des éclaircissements sur ce qui se passe en eux-mêmes. Pour lui, en effet, tout écolier est un psychologue en herbe qui ne demande qu'à mieux se comprendre et à qui on peut parfaitement exposer — dans un langage cartes imagé — les raisons conscientes et inconscientes qui le poussent à agir et à éprouver les sentiments parfois contradictoires qui l'agitent.

Dichter s'il réusit son pari? Sera-t-il apprécié par l'enfant et ses parents? Aldera-t-il les jeunes grâce à ses démonstrations? Parviendra-t-il à rassurer? Le texte, un peu long, ne l'essera-t-il pas? Enfin, la poésie et la fantaisie nécessaires n'apparaîtront-elles pas un peu étouffées sous des intentions didactiques? Aux lecteurs et à leurs familles de se prononcer.

EVELINE LAURENT.

* Chaque volume, 22,90 F, T.T.C.

Rockwell: une gamme de sept calculatrices à partir de 189 F.

"The Answer" : une gamme de sept calculatrices de poche Rockwell, la société dont les réalisations micro-électroniques ont contribué à la réussite du programme Apollo.

Modèle 10R : les quatre opérations de base plus calcul en répétition. Touche d'effacement partiel ou complet. Protection de dépassement de capacité. Constante automatique. Logique algébrique : 189 F.*

Modèle 20R (ci-dessous) : même modèle plus mémoire, constante automatique, touche % idéale pour calcul d'escompte et de TVA : 249 F.*

Modèle 21R : idem 20R. Version rechargeable. Chargeur-adaptateur inclus : 329 F.*

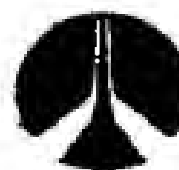
Modèle 30R : règle à calcul avec mémoire et pourcentage : parfaite pour les étudiants. Mêmes fonctions que 10R et 20R plus $\sqrt{\quad}$, x^2 , $\frac{1}{x}$ échange de registre, inversion affichage-mémoire, changement de signe : 329 F.*

Modèle 51R : notre "Universelle" : toutes les caractéristiques de base des "Answers", plus deux mémoires à accumulation, 224 conversions spéciales (pints/litres, farenheight/celsius, pieds/mètres, pieds²/m², etc.). Calcul de fractions, système programmable pour calcul des taux de change. L'aide idéale de toute la famille. Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 629 F.*

Modèle 61R : notre "Scientifique". Toutes les caractéristiques de base des "Answers" plus mémoire, fonctions logarithmique et trigonométrique, échange de registres et beaucoup d'autres fonctions scientifiques. Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 629 F.*

Modèle 63R : mêmes caractéristiques que 61R plus notation scientifique, touche factorielle x!, calcul avec parenthèses (mixte et en série). Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 759 F.*

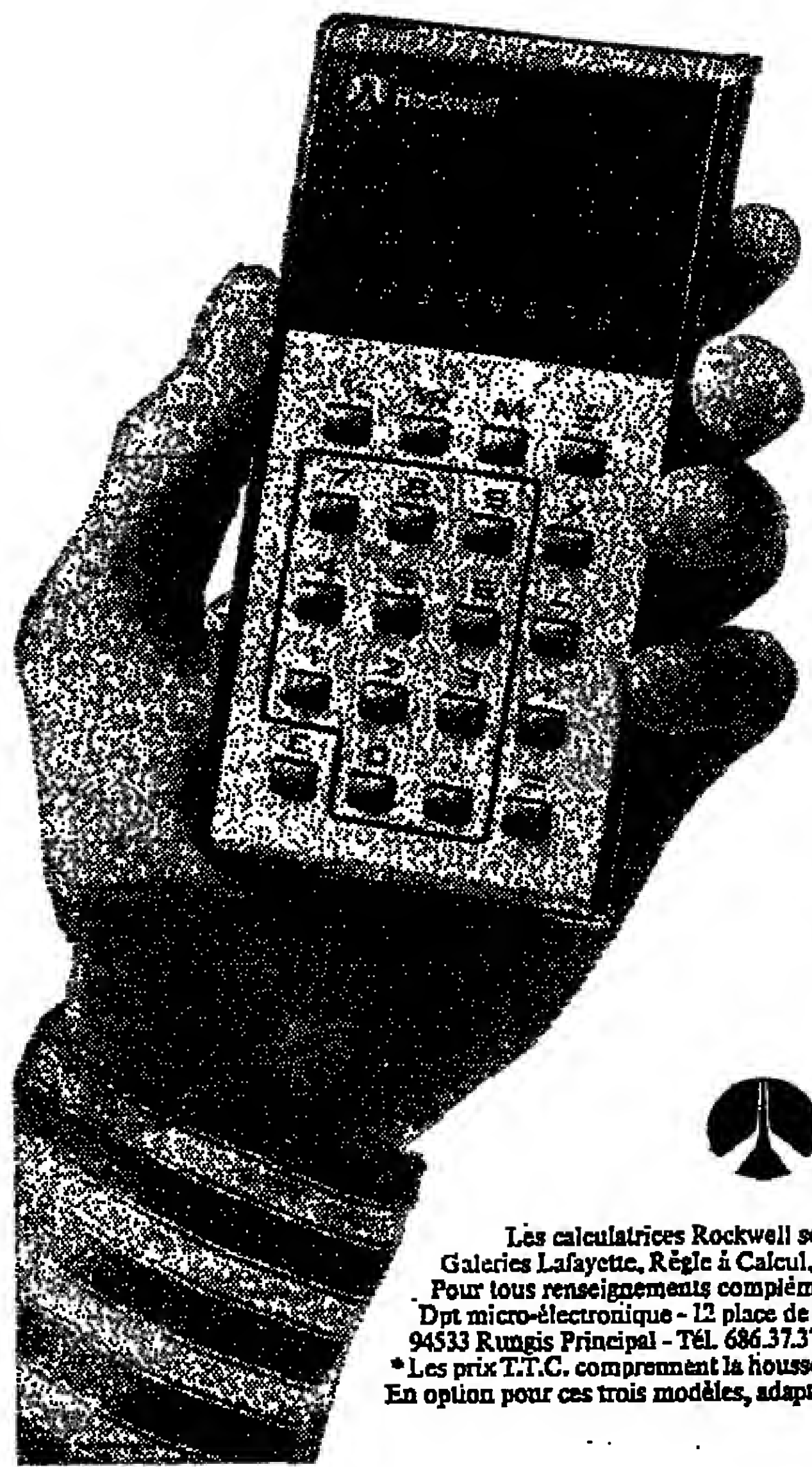
Calculatrices Rockwell : la réponse à tous vos problèmes d'arithmétique et de mathématiques.



Rockwell International — la science au service des affaires.

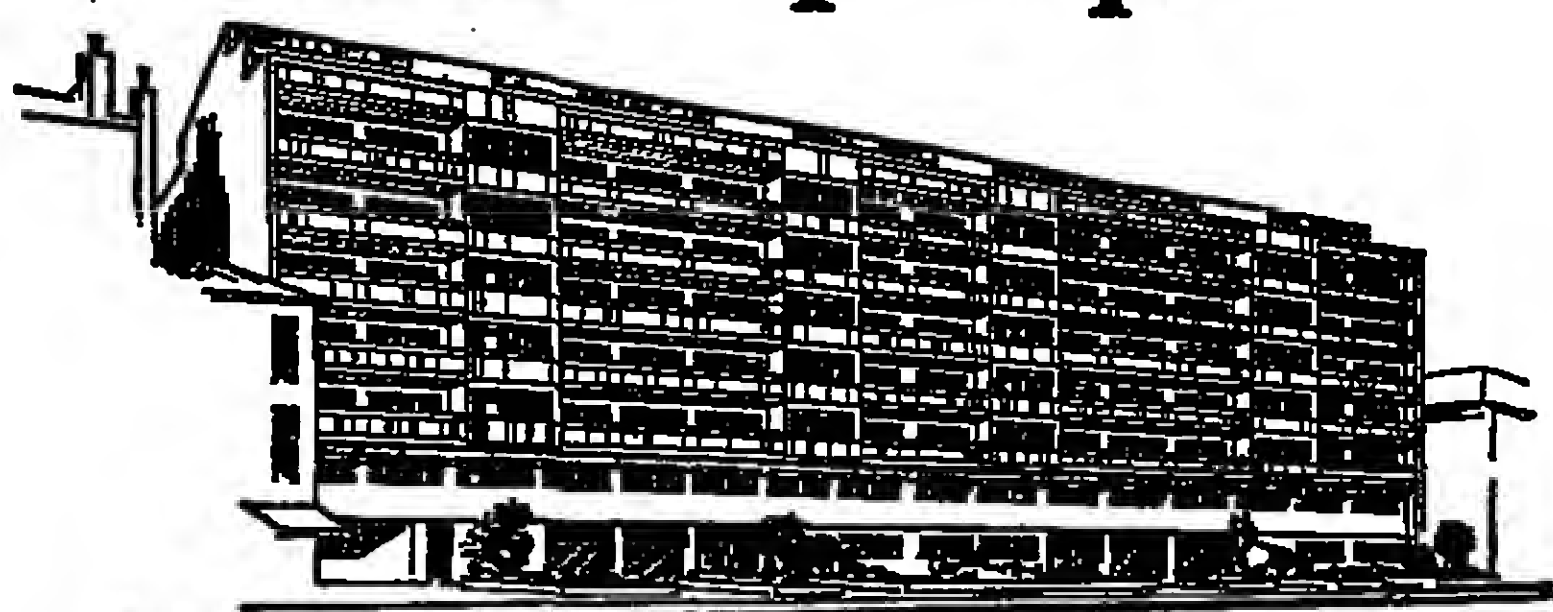
Les calculatrices Rockwell sont garanties un an. En vente au BHV, Galeries Lafayette, Régie à Calcuti, Duriez. Points de vente dans toute la France. Pour tous renseignements complémentaires, écrire à : Rockwell International, Dpt micro-électronique - 12 place de la Seine - Zone Silié - Cedex L 196 - 94533 Rungis Principal - Tél. 686.37.37.

* Les prix T.T.C. comprennent la housse et pour les modèles 10R, 20R, 30R, une pile 9 V. En option pour ces trois modèles, adaptateur courant secteur : 40 F.T.T.C.



Oui, c'est encore possible!

le calme en plein Paris dans un quartier animé et pratique

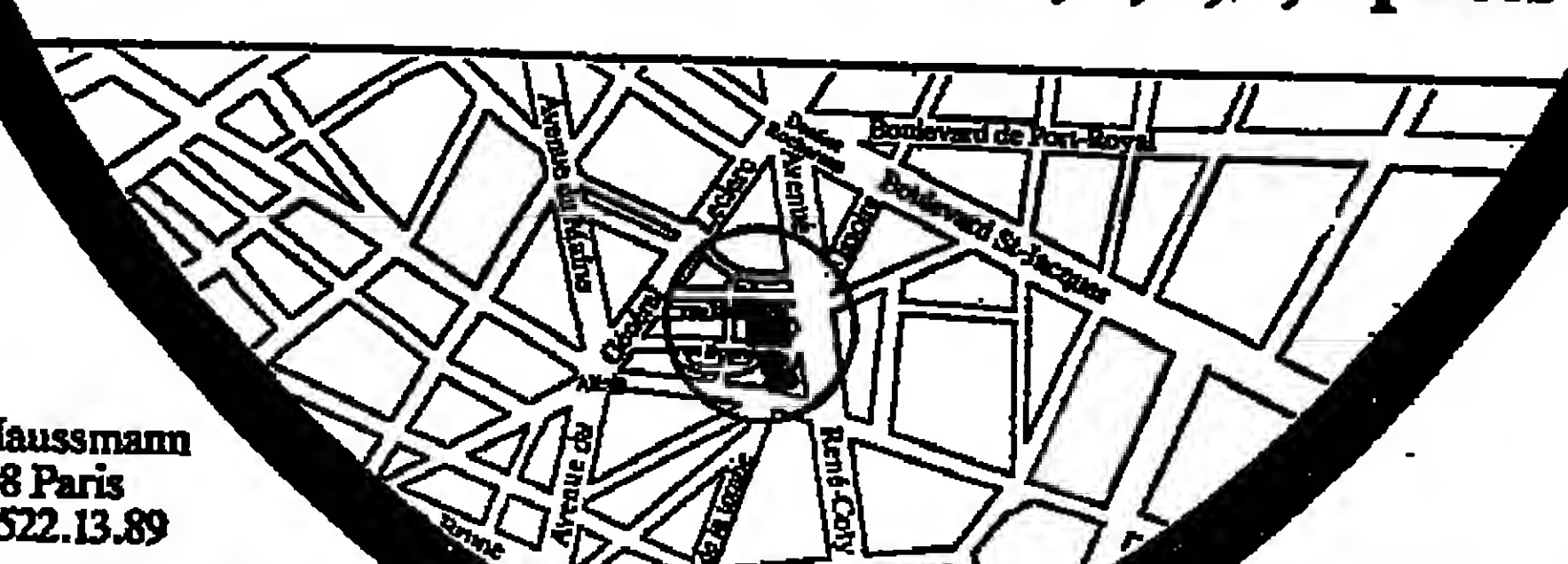


le blason d'alésia

8-14 rue Bezout 15-17 rue Rémy-Dumoncel - Paris 14^e

Renseignements sur place 19 rue Rémy-Dumoncel lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 14 h à 18 h 30 samedi de 10 h 30 à 18 h 30

PRIX FERMES ET NON REVISABLES Livraison début 1976 Studios, 2, 3, 4, 5 pièces



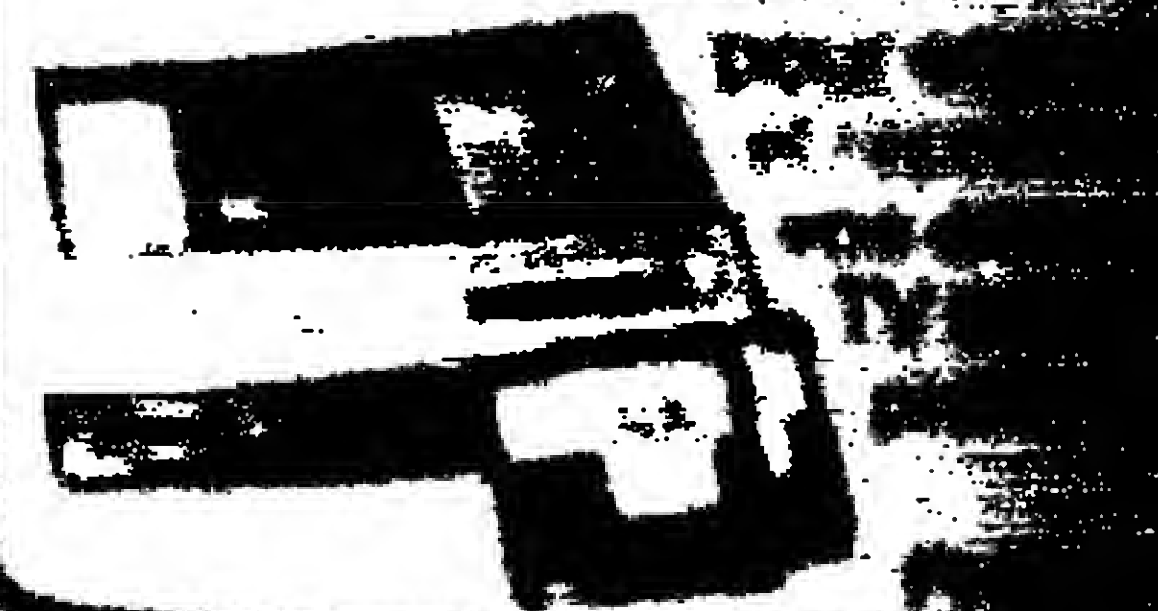
132 bd Haussmann 75008 Paris Tél. 522.13.89



réalisation Sogéprom

ILLEL HIFI CENT

Magnétoscope à cassette



Chez Chance!

Un peu de chance, un peu de talent... On peut gagner beaucoup d'argent...

LES PROGRAMMES

VENDREDI 28 FÉVRIER

- 19 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. Pour les jeunes : La femme libre
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

SAMEDI 1^{er} MARS

- 19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

DIMANCHE 2 MARS

- 19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

D'une chaîne à l'autre

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 28 FÉVRIER

Mme Annie Lamy, secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire, répond aux questions d'Etienne Mougnotte sur Europe 1, à 19 h. 20.

« La drogue chez les jeunes » est le sujet de l'enquête du magazine de R. Pic et M. Tauriac, « Les grands reporters », réalisé par F. Missen (Le Figaro), S. Chauvel-Leroux (Le Figaro), R. Colombani (France-Soir) et H. Charpentier (France-Inter), sur France-Inter, à 19 h. 20.

« Les petites et moyennes entreprises » exposent leur point de vue en tribune libre sur FR 3, à 19 h. 40.

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste et directeur de l'Humanité, est l'invité de la tribune libre de TP 1 au cours du journal de 20 heures.

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, participe au magazine littéraire « Apostrophes » consacré au divorce, sur A 2, à 21 h. 40.

M. Claude Bourdet est interviewé par Georges Leroy à propos de son livre « L'Amérique incertaine : de la Résistance à la Libération », sur A 2, à 18 h. 45.

SAMEDI 1^{er} MARS

M. Claude Durand-Prinborges, professeur de l'Académie d'Orléans, répond aux questions de Michel Guillet sur Europe 1, à 8 h. 20.

M. François Mitterrand est interviewé en direct de Châteaubleau sur France-Inter, à 13 heures.

M. Claude Bourdet est l'invité de « Un homme, un événement », sur FR 3, à 19 h. 40.

DIMANCHE 2 MARS

M. Mario Soares, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du parti socialiste portugais, est l'invité du magazine « Questionnaire », de J.-L. Servan-Schreiber, sur TP 1, à 22 heures.

DES LICENCIÉS EN COLÈRE

Les journalistes licenciés de l'ex-O.R.T.F. ont décidé d'occuper les locaux de liquidation à la Maison de la radio pour obtenir le paiement des mois de janvier et février de leur indemnité de reclassement et le respect de la promesse de reclassement de priorité d'embauche qui leur a été faite.

Le syndicat des journalistes note que « la colère grandit dans toutes les rédactions, que les négociations de salaires se heurtent aux impératifs budgétaires, que, en dépit des apparences, les nouvelles sociétés sont plus malades que l'ex-O.R.T.F. »

FRANCE-CULTURE

19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30 Série : Un homme, un événement
20 h. 30 Chaîne III (couleur) : FR 3
20 h. 30 Trévisse libre : Les P.M.E.

Formes Les signes parmi nous

Cette saison n'a rien d'interne. Ni pour la nature, ni pour la peinture. Radieux, c'est en particulier la saison de Ladislav Kijno, dont les œuvres, anciennes ou nouvelles, émanent ou vont émaner de tous côtés.

Il est à la fois inutile et difficile de présenter Kijno tout entier : 1) Parce qu'il n'a plus besoin de présentation ; 2) parce que l'exposition en ce moment visible (1) est délibérément partielle et qu'il faudrait attendre les autres (2) pour en faire le tour.

Henri Creuzevaut avait retenu ces toiles, peintes de 1969 à 1982, qu'un hommage rendu à sa mémoire cinq ans après sa mort remet au jour. Signes et Gestes (prendre ces mots à la lettre), comme elles s'intitulent, datent donc des années où pas mal d'artistes liés d'amitié furent sensibilisés à l'événement, conscients des bouleversements de notre monde.

La guerre d'Algérie joua le rôle de détonateur. Il n'était certes pas question pour eux de revenir à une représentation infantile mais de traduire en quelque sorte en messages codés les résonances des convulsions d'un premier âge difficile. On se souvient en outre que cette petite rétrospective opposée à l'intrusion d'un tas de formes mercantiles imposées d'ailleurs par le snobisme et la spéculation. Comme ses camarades, Kijno a tenu bon. L'étonnante jeunesse des toiles, en dépit d'une évolution dynamique, lui donne raison.

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Alors qu'on les admire, qu'on les reçoit sans arrière-pensée. Leur gestuelle — « Nécessité de la perfection technique. Plus on va vite plus il faut être impérial dans le geste », écrit-il — n'a rien de commun avec la gestuelle américaine. La générosité et la passion qui l'empotent, il parvient à les gouverner, à équilibrer ce curieux mélange d'humilité, chaleur, passion, tendresse, bouillonnement, exaltation, prolixité, maîtrise, audace, inquiétude — recensé par René de Solier.

Ne cherchez pas des transcriptions picturales, des analogies dans les compositions qui se réfèrent à d'autres univers, musicaux ou visuels. Mais des équivalences rendues par le mouvement, les rythmes courbes, associées à l'utilisation de toutes les ressources de couleur, y compris les préférences, après coup. Voilà hautement porteurs de significations. L'Oiseau de feu, Stravinsky, Ionisa-

Danse La compagnie Béanger à Boulogne-Billancourt

Anne Béanger est une lutteuse ; depuis cinq ans, elle se donne beaucoup de mal pour imposer sa compagnie, lui donner un style et lui constituer un répertoire. La voici pour quelques jours, entre deux tournées, au théâtre de Boulogne-Billancourt. Le Tout-Paris de la danse était au rendez-vous, intéressé, curieux. Hélas ! Il n'a fallu revoir « La Suite sur des airs de jazz », de Jean-Marie Marion, une suite revue et amplifiée qui conduit inexorablement, malgré la beauté des musiques et des chants, de John White, Miles Davies ou l'Art Ensemble de Chicago, jusqu'au fond de l'ennui. Voici quelques années, Jean-Marie Marion, grand gaillard taillé à coups de serpe, a plu par la vigueur et la saine animosité qu'il apportait à la danse ; on lui pardonnait de faire un peu n'importe quoi à cause de son énergie peu commune, qui n'aurait peut-être — une fois maîtrisée — un chorégraphe ou un talent original et fort. Mais le temps passe, et l'on supporte mal

de lui voir toujours faire des mouvements incohérents et décousus, sans logique intérieure, sans ligne de force, tout un réseau de sauts et soubresauts, d'impulsions et de répulsions, repris par une petite troupe vaillante, bien entraînée, qui mérite mieux que cette gymnastique désordonnée. Il n'y a rien de plus triste en danse que des gestes vides et des parcours privés de sens.

Ces balbutiements chorégraphiques laissent le public horrifié, bien mal préparé pour recevoir la suite du spectacle, un cadeau de Maurice Béanger à Anne Béanger, un ballet conçu spécialement à l'intention de sa compagnie et donné en création mondiale, un événement. Et il est vrai que, dès les premiers accents de la musique, on est galvanisé par ces « Chants d'amour et de guerre » inspirés à Gustave Mahler par des poèmes populaires allemands. Béanger a trouvé dans les voix un support idéal ; il en suit fidèlement les rythmes bien marqués et les développements contrastés. Déjà les corps se redressent et se combattent dans le préluce viril, auquel succède une ronde printanière de jeunes filles aux entrecils gracieux. Voici la lumineuse Suzy Cauffieux aux prises avec Jean-Marie Marion dans un pas de deux aussi sublimement agencé qu'un puzzle. Le dessin de l'ouvrage est net, la facture classique, on sait où l'on va, sans surprise... Et puis, les garçons se traînent sur les genoux, la bouche figée dans un « ô ! informulé ; c'est à nouveau l'ennui gris et terne comme les tunique des danseuses. Est-ce leur faute ? Un ballet de Béanger ne peut-il prendre corps que dans le cadre d'une compagnie ? N'est-ce pas plutôt qu'il a donné à Anne Béanger une esquisse, un croquis de coin de table, et non un ballet pensé et abouti ?

MARCELLE MICHEL.

En bref Expositions

Michèle Blondel et Pordre De grands morceaux d'architecture à l'antique ouvrent sur le vide, comme un mur de scène. Des ordres. De l'ordre. Il ne faut pas s'y tromper, le sujet ce n'est pas le solennel, ses cannelures, ses volutes, les moulures et les bandeaux d'entablement pris par eux-mêmes, mais le masque rigide d'un édifice social que Michèle Blondel conteste avec des moyens picturaux singulièrement élaborés.

Peintre rompu au dessin d'architecture, aux possibles pièges visuels et aux ambiguïtés esthétiques auxquelles l'op'art nous a habitués, elle lance de grandes perspectives faussées, joue avec l'oblique, le cadrage, la contre-plongée et la couleur — le bleu, le rouge et le gris, en à-plat — dont elle entretient l'immatérialité un peu comme si elle travaillait à partir de négatifs de photographes. Ses grandes toiles obligent le regard à suivre les lignes de bas en haut, tel le promeneur dans la rue, jusqu'au couronnement des édifices nommés Bourse ou Banque de France, et qui menace de basculer en avant.

Ce qui, dans les toiles antérieures de Blondel, pouvait passer pour un jeu avant de construction cubiques compliquées d'hémicycles et de cylindres à rien phalliques, rappelle cet étonnant plan de maison de tolérance dessiné par Ledoux, s'est cristallisé autour d'une pensée politique singulièrement clarifiée ! Constat de pourrissement et réflexion constructive. — G. B.

* Galerie L 55, 55, rue de la Pompe.

Théâtre « Jeppe de la rue des Monts » Le Théâtre de Paris-Nord présente des spectacles réguliers dans un quartier assez dénué d'activités culturelles, dans le but de faire réfléchir et à l'occasion de faire rire. Manifestement, il n'est pas riche. Actuellement s'y joue Jeppe de la rue des Monts, d'après Ludwig Holberg.

Il serait agréable d'en dire du bien, mais l'histoire de ce joyeux ivrogne qui, à la suite d'une mauvaise plaisanterie de riches fêtards, fait l'expérience du pouvoir, dérange l'ordre établi, subit une période de procès, au cours duquel il est condamné à mort, et se retrouve chez lui enrichi par son expérience, est bien relâchée et bien vague dans l'adaptation de Jaromir Knitl.

Le manque de moyens et la volonté de faire simple donnent un style de représentation et de jeu qui l'on croyait oublié sur les scènes professionnelles. Une erreur ne devrait pas empêcher de vivre le Théâtre Paris-Nord. — C. G.

* T.P.N., 20 h. 45.

LA REDACTION DU « FIGARO » UNANIME POUR MAINTENIR LES STRUCTURES EXISTANTES

L'Assemblée générale de la rédaction du Figaro, réunie jeudi 27 février à l'initiative de la Société des Journalistes, a voté à l'unanimité moins une voix une motion relative à la décision de M. Jean Prouvost de céder une partie de ses actions (Le Monde du 28 février).

« L'Assemblée : — Réaffirme son attachement aux structures existantes dans l'entreprise et qui garantissent : d'une part l'indépendance intellectuelle de l'équipe rédactionnelle à l'égard de la société propriétaire ; d'autre part, les intérêts financiers des propriétaires. — Déclare que toute atteinte à l'indépendance ou aux droits de la rédaction se heurterait à une riposte immédiate. — Donne mandat au conseil d'administration de la Société des rédacteurs pour procéder à toutes investigations et prendre tous contacts qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt général de la publication. »

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

Plus de 15 rédacteurs, 500 moulures exposées piano center 242.26.30

U.G.C. MARBEUF - BONAPARTE - ST-LAZARE PASQUIER la chaise vide un film de pierre Jallaud

MERCREDI PROCHAIN Cinéma CHATELET VICTORIA 19, av. Victoria - M^o Châtelet - 508-94-14

le banquet dimitri kollatos j'appelle homme vicieux cet amant populaire qui aime le corps plutôt que l'âme PLATON

LA PENSÉE REVUE DU RATIONALISME MODERNE ARTS - SCIENCES - PHILOSOPHIE N° 178 - FÉVRIER 1975

show caméra 7 Vous pourrez photographier gratuitement un mannequin qui évoluera devant vous de 11 h à 19 h (prêt d'appareils et films gratuits) exposition David HAMILTON au Bar-Auditorium

سكزا من الأصل

La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00 8,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00 35,02
REPRESENTAT. Demandes	15,00 17,21
Offres	30,00 35,02
Offres d'Emploi "Places Encadrées"	
minimum 15 lignes de hauteur	36,00 42,03

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER	
Achat - Vente - Location	24,00 28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00 25,88
PROPOSITIONS COMMERC.	
CAPITAUX	60,00 70,05
OCASIONS	22,00 25,88

emplois régionaux

Société d'Expertise Comptable, SUD-EST, en pleine expansion (intervenant dans des Sociétés multinationales et dans d'importantes Sociétés Nationales) recherche son **DIRECTEUR DE DEPARTEMENT « AUDIT »**

Il aura sous sa responsabilité plusieurs managers seniors avec une dizaine de semi-seniors et de juniors. Il devra, vis-à-vis de la Direction Générale :

- assurer la mise au point des programmes d'audit en liaison avec les managers ;
- assurer :
- le suivi des plannings,
- du respect de la méthodologie ;
- définir et suivre les actions de formation du département ;
- participer au schéma à la mise en place de services d'audit interne en clientèle ;
- assurer lui-même en supervision certaines missions d'audit.

Expériences : 20 ans ;

- poste similaire ou en tant que senior contrôleur dans un cabinet anglo-saxon durant plusieurs années.

En informatique :

- expérience des systèmes informatiques.
- Expert-comptable ou équivalent ;
- E.C.O., E.S.S.I.C. ou SUP. de CO. Paris.
- Diplôme de comptable.
- Possibilité d'association ultérieure.

Adresse : sous le n° 203 à S.E.E.P., 18 bis, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

LE CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT DE L'EST

— Pour sa Division Tracés : études et contrôles de projets routiers :

1. **INGÉNIEUR CHEF DE PROJETS** ayant de solides références pour diriger un groupe d'études et de contrôles.
2. **DESSINATEURS VRD** ayant de bonnes connaissances études de détail et de mise au point définitive de dossiers routiers et autoroutiers. — Formation topographique soignée.
- Etudes d'aménagements paysagers :
1. **INGÉNIEUR** ayant ARCHITECTE PAYSAGISTE horticole DELG ayant également de bonnes connaissances en études routières.

Adresser demandes avec références à : C.R.T.E. de l'Est - Division Tracés, 5, place du Roi-George - 57000 METZ.

VILLE DE HONFLEUR (Calvados) Intégrée à un S.I.V.O.M. et à un DISTRICT recrute :

- 1) par suite prochain départ à la retraite :
- 2) pour assister le Secrétaire Général :

Un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Conditions exigées pour les deux postes :

- Homme ou diplômé d'un Institut d'études politiques ;
- expérience administrative de plusieurs années, acquise de préférence dans une préfecture ou dans d'autres administrations.

Les postes comprennent la direction des secrétariats de la ville, de S.I.V.O.M. et du district.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à M. le Maire (cabinet), mairie, 14000 HONFLEUR.

Société d'études et réalisations immobilières titulaires marchés importants régions méridionales recherche :

- pour son siège à CANNES :

Un Economiste de la Construction

Un Architecte Chef d'Agence

— pour Agence à ORAN :

Un Ingénieur Structure et B.A.

Un Ingénieur Thermicien et Hydraulicien

Un Ingénieur Coordonnateur

30 ans minimum, sériuses références exigées, capables d'intégrer dans un groupe dynamique, pouvant intervenir 100.000.000 F minimum dans une augmentation de capital de la Société et librer rapidement.

Adresser C.V., photo et présentations à ARTEBA, 83, rue de Valenciennes, 92400 CANNES. Discretion et réponses assurées.

IMPTÉ SOCIÉTÉ RÉGION LILLOISE fabricant du matériel d'équipement industriel hautement qualifié recherche :

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

DEBUTANTS, DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES Adr. candidatures manuscrites avec cur. vitae, à CAMPELLE, n° 220, B.P. 57, 75204 PARIS Cedex 17.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ dispose d'une poste de **D'UN POSTE DE HAUT NIVEAU**

concernant le spécialiste de l'entretien et de l'entretien, trafic intérieur et international. Expérience exigée de 10 ans de haute qualification et de niveau responsable. Alternance indispensable, anglais apprécié.

Paragraphe avoir et rémunération en rapport avec niveau du poste.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et présentations sous n° 264, à I.F.P.A., 36, avenue du Maréchal-Randoin, 38000 GRENOBLE. Discretion absolue, réponses assurées si env. av. adresse loint.

offres d'emploi

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE pour LABORATOIRES région parisienne (SUD-EST)

2 JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS (Grandes Ecoles)

- Techniques, logiques et numériques. Anglais soigné.
- Spécialité : hyperfréquences.

Ecrire avec C.V. et présentations en précisant la référence à MIMET Publicité, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-12^e qui transmettra.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX recherche pour **RÉGION PARISIENNE ET TOUTES RÉGIONS**

JURISTE (S)

Formation universitaire droit privé. Expérience professionnelle indispensable (Expérience notariale appréciée).

Sens des contacts humains - Goût du travail en équipe - Situation lucrative et d'avenir.

Adresse avec C.V. sous le n° 82418, DONTREUIL Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, q. 1^{er}.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ POUR SERVICE AU NIVEAU SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN (Grandes Ecoles ou Docteur)

de formation électronique, ayant 3 à 4 ans d'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Analyse, conception et développement de systèmes d'aide à la conception et à la fabrication (circuit intégré et circuit imprimé).
- Programmes de simulation.
- Banques de données.
- Création d'outils d'aide à la programmation.

Le candidat retenu devra posséder des facultés d'imagination (au niveau de la conception), de synthèses et d'appréhension des contraintes industrielles.

Adresse C.V. et prêt. sous réf. à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, Paris-9^e, qui tr.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ESE - ENREA - ISEN - ESEO pour laboratoire d'études circuits

Adresse C.V. sous le n° 278 CH à C.G.P., 25, rue Cavendish, 75019 PARIS

École secondaire privée cherche pour fin d'année scolaire pour un élève de 1^{er} année (16 à 18 ans) un professeur de physique chimie. Minimum 10 F env. par heure effectuée. Envoyer C.V. + photo à : COURS MAILLARD, 27, avenue Trudaine, Paris-9^e.

BUREAU DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES situé à PARIS recherche **DOCUMENTALISTE** (licence sciences naturelles ou licence d'anglais, formation complémentaire appréciée). — Ecrire avec C.V. et photo à : I.F.P.A., 36, rue de Valenciennes, Paris-9^e, qui tr.

ECONOMISTE STATISTICIEN

E.N.S.A.E., I.S.V.P. ou équivalent pour études de prévisions et analyse de données, connaissance de la programmation informatique appréciée. — Ecrire avec C.V. et photo à : I.F.P.A., 36, rue de Valenciennes, Paris-9^e, qui tr.

Filiale THOMSON recherche

UN CHEF DE GROUPE COMPTABLE

Formation souhaitée : DUT ou BTS de comptabilité

Le poste comprendra à un candidat dynamisant quelques années d'expérience dans un service comptable et financier. Connaissances : techniques, comptables, analytiques et fiscales. Expérience en report. de prêt à la branche métallurgique. Situation d'avenir et évolutive.

Adresse candidature avec C.V., curriculum vitae et photo (ou sera retournée) 25 réf. 827 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, Paris-9^e, q. 1^{er} Discretion assurée.

PIPELINE SERVICE recherche pour son service achats **UN ACHETEUR** connaissant parfaitement le matériel pétrolier et paraffinier. Adresse C.V. à M. POUZIT, 171, rue de Verdun, 92150 SURESNES.

offres d'emploi

Entrepr. peinture Paris-19^e rech. **METRIER**

qual. plans et relevés. Ecrire avec C.V. et réf. n° 19.000 B, Edif. Bleu, 17, rue Lobet, 93200 VINCENNES, qui transmettra. C.P.N.R.E. Ecole Polytechnique recherche un Ingénieur grande école, formation mécanique, quelques années exp. B.E. en constr. mécanique. Ecrire avec C.V. à M. DELCROIX, Edif. 101, av. 91402 ORSAY.

SOCIÉTÉ NATIONALE recherche pour **PARIS**

CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

Maîtrise méditerranéenne. Expérience et relations dans le secteur industriel. Possibilité promotion ultérieure direction commerciale.

Ecrire avec C.V. n° 3.665 TOURNI, 42, rue de Richelieu, 75002 P.A.R.I.S., qui transmettra.

Le Directeur de l'enseignement de la Seine-Claire-Deux recherche pour diriger une entreprise : une expérience acquise dans ce genre de travail en liaison avec des bureaux d'études ou des bureaux d'études techniques. Ecrire à M. D. S. - RUE CARNOT, 75017 BOBIGNY.

proposit.com. capitaux

Commerce ligne achèvement en crédit avec exclusivité ventes. Expérience Paris, meilleur emploi. Adresser C.V. et photo à : RAÇO, 225-71-18.

timbres-poste

URGENT. Adhète timbres collection. France, Colonies, Étranger. Accumulation de timbres. Correspondance. — 225-45-77.

L'immobilier **exclusivité**

appartements vente

INVESTISSEURS (locations assurées)

PARIS 15^e

dans immeuble 33, rue de Valenciennes, appartements de 2 pièces, cuisine et salle de bains équipées. De 377.000 à 288.000 F, cave et parking inclus. Livraison immédiate. FRODOMO S.A., 7 pl. de Valois, 231-80-88 et 233-85-45

Paris

49, AV. FOCH, 48 mds, 48 mds, poss. prof. libérale. 233-13-15.

XIV^e, pleine verdure, près de la porte Chaligny - ODE, 42-70, 2 P., 5 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. Grands balcons, soleil. CALME. 233-13-15.

EXCELLENT PLACEMENT Pr. Pte Bastille, de l'Intr. Riv. 3 P., 5 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. Prix exceptionnel. 270.000 F. Très green. 233-24-27.

PREMIER, orné 60 m² en duplex, livrés, portes assorties, cheminées, petite terrasse, très impeccable : 170.000 F. 233-45-29.

MONTFARNASSE, Propriété, 40 à 100 m² avec ou sans terrasse, possibilité duplex, ascens. S.A.B. E.S.E. LE MATIN.

NATION Tr. bel imm. p. de 1^{er} 3 P., 5 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. Prix 160.000 F. — Tél. 242-42-14.

PREMIER, imm. neuf, 95 m² livrés, 3 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. 100.000 F. 233-45-29.

M^e BIZOT imm. rdc, 30 mds cuisine, 3 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. 100.000 F. — Tél. 233-45-29.

locations non meublées

Oltre

Pte Bastille, 4 imm., 4 P., cuisine, wc, 1.400 F. 233-24-27.

Calme-Saint-Germain, 2 min. gare, cuisine, villa 4 pièces, 30 mds, 2 vol. Px 5.000. Katz : 379-23-33.

Trudaine, imm. neuf, 60 mds, 3 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. 100.000 F. 233-45-29.

MONTFARNASSE, Propriété, 40 à 100 m² avec ou sans terrasse, possibilité duplex, ascens. S.A.B. E.S.E. LE MATIN.

NATION Tr. bel imm. p. de 1^{er} 3 P., 5 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. Prix 160.000 F. — Tél. 242-42-14.

PREMIER, imm. neuf, 95 m² livrés, 3 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. 100.000 F. 233-45-29.

M^e BIZOT imm. rdc, 30 mds cuisine, 3 ch., 4 b., 10 mds, 10 mds, 10 mds. 100.000 F. — Tél. 233-45-29.

bureaux

CHPS-ELYSEES Burq. imm. n° 12, 12 Pcs + sal. réunion, bureau, 20 mds, 20 mds, 20 mds. 1.500 M^e BUREAU X F. Loc. 25-30-40-50-60-70-80-90-100-110-120-130-140-150-160-170-180-190-200-210-220-230-240-250-260-270-280-290-300-310-320-330-340-350-360-370-380-390-400-410-420-430-440-450-460-470-480-490-500-510-520-530-540-550-560-570-580-590-600-610-620-630-640-650-660-670-680-690-700-710-720-730-740-750-760-770-780-790-800-810-820-830-840-850-860-870-880-890-900-910-920-930-940-950-960-970-980-990-1000-1010-1020-1030-1040-1050-1060-1070-1080-1090-1100-1110-1120-1130-1140-1150-1160-1170-1180-1190-1200-1210-1220-1230-1240-1250-1260-1270-1280-1290-1300-1310-1320-1330-1340-1350-1360-1370-1380-1390-1400-1410-1420-1430-1440-1450-1460-1470-1480-1490-1500-1510-1520-1530-1540-1550-1560-1570-1580-1590-1600-1610-1620-1630-1640-1650-1660-1670-1680-1690-1700-1710-1720-1730-1740-1750-1760-1770-1780-1790-1800-1810-1820-1830-1840-1850-1860-1870-1880-1890-1900-1910-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2020-2030-2040-2050-2060-2070-2080-2090-2100-2110-2120-2130-2140-2150-2160-2170-2180-2190-2200-2210-2220-2230-2240-2250-2260-2270-2280-2290-2300-2310-2320-2330-2340-2350-2360-2370-2380-2390-2400-2410-2420-2430-2440-2450-2460-2470-2480-2490-2500-2510-2520-2530-2540-2550-2560-2570-2580-2590-2600-2610-2620-2630-2640-2650-2660-2670-2680-2690-2700-2710-2720-2730-2740-2750-2760-2770-2780-2790-2800-2810-2820-2830-2840-2850-2860-2870-2880-2890-2900-2910-2920-2930-2940-2950-2960-2970-2980-2990-3000-3010-3020-3030-3040-3050-3060-3070-3080-3090-3100-3110-3120-3130-3140-3150-3160-3170-3180-3190-3200-3210-3220-3230-3240-3250-3260-3270-3280-3290-3300-3310-3320-3330-3340-3350-3360-3370-3380-3390-3400-3410-3420-3430-3440-3450-3460-3470-3480-3490-3500-3510-3520-3530-3540-3550-3560-3570-3580-3590-3600-3610-3620-3630-3640-3650-3660-3670-3680-3690-3700-3710-3720-3730-3740-3750-3760-3770-3780-3790-3800-3810-3820-3830-3840-3850-3860-3870-3880-3890-3900-3910-3920-3930-3940-3950-3960-3970-3980-3990-4000-4010-4020-4030-4040-4050-4060-4070-4080-4090-4100-4110-4120-4130-4140-4150-4160-4170-4180-4190-4200-4210-4220-4230-4240-4250-4260-4270-4280-4290-4300-4310-4320-4330-4340-4350-4360-4370-4380-4390-4400-4410-4420-4430-4440-4450-4460-4470-4480-4490-4500-4510-4520-4530-4540-4550-4560-4570-4580-4590-4600-4610-4620-4630-4640-4650-4660-4670-4680-4690-4700-4710-4720-4730-4740-4750-4760-4770-4780-4790-4800-4810-4820-4830-4840-4850-4860-4870-4880-4890-4900-4910-4920-4930-4940-4950-4960-4970-4980-4990-5000-5010-5020-5030-5040-5050-5060-5070-5080-5090-5100-5110-5120-5130-5140-5150-5160-5170-5180-5190-5200-5210-5220-5230-5240-5250-5260-5270-5280-5290-5300-5310-5320-5330-5340-5350-5360-5370-5380-5390-5400-5410-5420-5430-5440-5450-5460-5470-5480-5490-5500-5510-5520-5530-5540-5550-5560-5570-5580-5590-5600-5610-5620-5630-5640-5650-5660-5670-5680-5690-5700-5710-5720-5730-5740-5750-5760-5770-5780-5790-5800-5810-5820-5830-5840-5850-5860-5870-5880-5890-5900-5910-5920-5930-5940-5950-5960-5970-5980-5990-6000-6010-6020-6030-6040-6050-6060-6070-6080-6090-6100-6110-6120-6130-6140-6150-6160-6170-6180-6190-6200-6210-6220-6230-6240-6250-6260-6270-6280-6290-6300-6310-6320-6330-6340-6350-6360-6370-6380-6390-6400-6410-6420-6430-6440-6450-6460-6470-6480-6490-6500-6510-6520-6530-6540-6550-6560-6570-6580-6590-6600-6610-6620-6630-6640-6650-6660-6670-6680-6690-6700-6710-6720-6730-6740-6750-6760-6770-6780-6790-6800-6810-6820-6830-6840-6850-6860-6870-6880-6890-6900-6910-6920-6930-6940-6950-6960-6970-6980-6990-7000-7010-7020-7030-7040-7050-7060-7070-7080-7090-7100-7110-7120-7130-7140-7150-7160-7170-7180-7190-7200-7210-7220-7230-7240-7250-7260-7270-7280-7290-7300-7310-7320-7330-7340-7350-7360-7370-7380-7390-7400-7410-7420-7430-7440-7450-7460-7470-7480-7490-7500-7510-7520-7530-7540-7550-7560-7570-7580-7590-7600-7610-7620-7630-7640-7650-7660-7670-7680-7690-7700-7710-7720-7730-7740-7750-7760-7770-7780-7790-7800-7810-7820-7830-7840-7850-7860-7870-7880-7890-7900-7910-7920-7930-7940-7950-7960-7970-7980-7990-8000-8010-8020-8030-8040-8050-8060-8070-8080-8090-8100-8110-8120-8130-8140-8150-8160-8170-8180-8190-8200-8210-8220-8230-8240-8250-8260-8270-8280-8290-8300-8310-8320-8330-8340-8350-8360-8370-8380-8390-8400-8410-8420-8430-8440-8450-8460-8470-8480-8490-8500-8510-8520-8530-8540-8550-8560-8570-8580-8590-8600-8610-8620-8630-8640-8650-8660-8670-8680-8690-8700-8710-8720-8730-8740-8750-8760-8770-8780-8790-8800-8810-8820-8830-8840-8850-8860-8870-8880-8890-8900-8910-8920-8930-8940-8950-8960-8970-8980-8990-9000-9010-9020-9030-9040-9050-9060-9070-9080-9090-9100-9110-9120-9130-9140-9150-9160-9170-9180-9190-9200-9210-9220-9230-9240-9250-9260-9270-9280-9290-9300-9310-9320-9330-9340-9350-9360-9370-9380-9390-9400-9410-9420-9430-9440-9450-9460-9470-9480-9490-9500-9510-9520-9530-9540-9550-9560-9570-9580-9590-9600-9610-9620-9630-9640-9650-9660-9670-9680-9690-9700-9710-9720-9730-9740-9750-9760-9770-9780-9790-9800-9810-9820-9830-9840-9850-9860-9870-9880-9890-9900-9910-9920-9930-9940-9950-9960-9970-9980-9990-10000-10010-10020-10030-10040-10050-10060-10070-10080-10090-10100-10110-10120-10130-10140-10150-10160-10170-10180-10190-10200-10210-10220-10230-10240-10250-10260-10270-10280-10290-10300-10310-10320-10330-10340-10350-10360-10370-10380-10390-10400-10410-10420-10430-10440-10450-10460-10470-10480-10490-10500-10510-10520-10530-10540-10550-10560-10570-10580-10590-10600-10610-10620-10630-10640-10650-10660-10670-10680-10690-10700-10710-10720-10730-10740-10750-10760-10770-10780-10790-10800-10810-10820-10830-10840-10850-10860-10870-10880-10890-10900-10910-10920-10930-10940-10950-10960-10970-10980-10990-11000-11010-11020-11030-11040-11050-11060-11070-11080-11090-11100-11110-11120-11130-11140-11150-11160-11170-11180-11190-11200-11210-11220-11230-11240-11250-11260-11270-11280-11290-11300-11310-11320-11330-11340-11350-11360-11370-11380-11390-11400-11410-11420-11430-11440-11450-11460-11470-11480-11490-11500-11510-11520-11530-11540-11550-11560-11570-11580-11590-11600-11610-11620-11630-11640-11650-11660-11670-11680-11690-11700-11710-11720-11730-11740-11750-11760-11770-11780-11790-11800-11810-11820-11830-11840-11850-11860-11870-11880-11890-11900-11910-11920-11930-11940-11950-11960-11970-11980-11990-12000-12010-12020-12030-12040-12050-12060-12070-12080-12090-12100-12110-12120-12130-12140-12150-12160-12170-12180-12190-12200-12210-12220-12230-12240-12250-12260-12270-12280-12290-12300-12310-12320-12330-12340-12350-12360-12370-12380-12390-12400-12410-12420-12430-12440-12450-12460-12470-12480-12490-12500-12510-12520-12530-12540-12550-12560-12570-12580-12590-12600-12610-12620-12630-12640-12650-12660-12670-12680-12690-12700-12710-12720-12730-12740-12750

صكرا من الامم

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

NANCY : non à la tour Stanislas.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, vient de refuser son accord à la construction de la tour Stanislas, haute de trente-deux étages, qui devait s'élever dans le quartier Saint-Sébastien, quartier de Nancy dont la rénovation a déjà suscité de nombreuses critiques. Cette tour aurait été visible de la place Stanislas.

Le secrétaire d'Etat a introduit une instance de classement pour l'hôtel et la brasserie Excelsior, témoignages de l'art 1900 menacés par le projet de rénovation du quartier de la gare. Il a également demandé que soient inscrites à l'inventaire un certain nombre de demeures du dix-neuvième siècle, dont la villa de Louis Majorelle, un des maîtres de l'école de Nancy.

A PROPOS DE...

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LES ASSOCIATIONS

Les élus mais aussi les habitants

Le président de la République souhaite, dans la lettre qu'il vient d'adresser au premier ministre, que les associations d'habitants jouent un rôle accru. Il a aussi indiqué que les élus locaux auraient désormais la responsabilité d'animer les villes nouvelles (Le Monde, 28 février).

Donner aux associations davantage de moyens, confier aux élus locaux, en particulier dans les villes nouvelles, davantage de responsabilités : ces deux souhaits du président de la République sont en apparence seulement contradictoires. En renvoyant les pouvoirs des uns et des autres, au déclin de celui de l'Etat, on clarifiera le débat en délimitant mieux les compétences de chacun dans le cadre d'une vraie décentralisation.

Malgré l'écho de plus en plus favorable que rencontrent les associations auprès de l'opinion, les pouvoirs publics ne leur accordent guère le droit de cité. Elles sont le plus souvent en butte à l'hostilité de l'administration et des élus, et doivent jouer sur tous les tableaux pour faire entendre leur point de vue. On les accuse d'« irresponsabilité » ou de « collusion avec les intérêts privés ». Mais, faute d'une certaine reconnaissance, ne sont-elles pas condamnées à s'affirmer dans une attitude négative, comme le souligne dans sa lettre M. Valéry Giscard d'Estaing ?

De leur côté, les élus locaux ne sont pas mieux lotis. Les nombreuses tutelles techniques, financières et politiques ne leur laissent pas les coudees franches. Elles limitent dans la pratique l'autonomie et la responsabilité confiées par les lois sur les collectivités locales. Dans les villes nouvelles surtout, le système complexe mis en place par la loi Boscher (établisse-

ment public, syndicat communal, etc.) ne satisfait ni les élus ni les habitants : les techniciens ont la part trop belle et parfois le regret. Les difficultés que connaissent les villes nouvelles s'expliquent principalement par l'absence de statut politique qui soit clair et compréhensible par tous.

Les consignes du président de la République seront-elles bien accueillies ? M. Robert Galley, ministre de l'équipement, déclarait encore récemment : « Il ne faut pas institutionnaliser les associations. » De nombreux maires, jaloux de leurs prérogatives, admettent mal que des « comités » leur apportent la contradiction. Si dans le cadre de la réforme des collectivités locales — trop longtemps dilatée — les élus locaux bénéficient enfin des armes qui leur font défaut, on peut espérer de leur part aussi — une attitude moins négative.

« Les progrès dans le domaine de la qualité de la vie dépendent autant de la participation effective des citoyens que de l'action législative et réglementaire », estime le président de la République. Les groupements d'habitants paient, en effet, des « signaux », des précurseurs, des chercheurs d'idées nouvelles qui contribuent à briser le cercle vicieux à l'intérieur duquel sont enfermés bien des responsables locaux, élus ou fonctionnaires. A condition que l'Etat ne se mêle plus de tout.

ÉTIENNE MALLET.

AÉRONAUTIQUE

Selon M. Chirac

L'IMPORTANCE DES INVESTISSEMENTS D'AIR FRANCE JUSTIFIE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Les déclarations de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, demandant qu'Air France choisisse, pour moderniser sa flotte, un avion français, le Mercure, conduisent à susciter de nombreuses réactions.

Interrogé à Europe 1, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a notamment déclaré : « Dans une entreprise nationale, le patron, c'est et ce ne peut être que l'Etat. Cela ne veut naturellement pas dire que, s'agissant d'entreprises qui se situent dans le secteur concurrentiel national ou international, il soit de bonne gestion de contraindre ces entreprises à prendre des décisions qu'elles n'estimeraient pas conformes à leurs intérêts... mais, dans le cas d'Air France, il s'agit d'investissements considérables, sans rapport avec ceux que doivent effectuer d'autres entreprises publiques. »

● PEKIN ET CHANGHAI PAR LA SWISSAIR. — La compagnie suisse helvétique Swissair, confirme qu'à partir du 6 avril elle inaugurera une nouvelle liaison aérienne entre la Suisse, Pékin et Changhai.

● LES SYRIENS VOLERONT AMÉRICAIN. — La compagnie Syrian Arab Airlines, dont la flotte est principalement composée de Caravelle, a décidé d'acheter deux Boeing 747 et trois Boeing 727. — (U.P.I.)

M. DASSAULT : le Mercure permet une économie de carburant de 25 %.

M. Marcel Dassault, le constructeur d'avions, interrogé jeudi 27 février par T.P.I., a déclaré que le Mercure-100, le court-courrier bi-réacteur fabriqué par sa société, devra trouver un marché avant que ne soit lancée la fabrication d'une version moyen-courrier, dite Mercure-200 ou Super-Mercure. Cet avion sera doté de deux réacteurs CFM-56 de la SNECMA et de General Electric.

M. Dassault était interrogé sur les déclarations faites lundi 24 février par le ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, concernant le choix d'un avion par Air France pour succéder aux actuelles Caravelle (Le Monde du 26 février).

M. Dassault a estimé que son avion était « meilleur » que les appareils américains tels que le DC-9, les Boeing-727 et 737, qui peuvent prétendre à la succession de Caravelle. Selon le constructeur, le Mercure permet une économie de l'ordre de 25 % pour la version 100, ce qui compense le prix d'achat plus élevé de l'appareil, dû au fait que l'avion n'a été construit qu'à dix exemplaires pour l'instant.

L'économie de carburant sera encore plus importante avec le Super-Mercure équipé de deux réacteurs CFM-56 de 10 tonnes de poussée, a encore déclaré M. Dassault. Ces moteurs permettront d'autre part d'augmenter la distance franchissable de l'appareil. M. Dassault a estimé en substance que mieux valait, en définitive, subventionner un éventuel déficit d'exploitation de la compagnie aérienne que de devoir licencier des travailleurs de l'industrie aéronautique en France.



(Dessin de FLANTUJ)

TRANSPORTS

Après avoir levé les barrages

LES ROUTIERS SONT REÇUS PAR M. CAVAILLÉ

La situation sur les routes semblait redevenue normale ce vendredi matin 28 février, après les barrages organisés mercredi et jeudi par plusieurs centaines de transporteurs routiers sur les voies d'accès au nord de Paris. M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, devait recevoir ce vendredi une délégation de la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.), de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs automobiles (UNOSTRA) et des camionneurs qui avaient organisé le barrage à GABONOR, pour faire avec la profession un tour d'horizon des difficultés de ce secteur. Des brochures étaient toutefois signalées près de Bayonne.

Jedi, en fin d'après-midi, les barrages organisés sur l'axe routier du nord, à la hauteur du bureau de fret de GABONOR, avaient été levés sans incident après l'intervention des camions-grues de la préfecture de police.

Pour leur part, les organisations syndicales de chauffeurs routiers salariés se désolidarisent en grande majorité des barrages de route organisés par les artisans et les entreprises.

ENVIRONNEMENT

TRAVAUX INTERROMPUS A WYHL

Les travaux pour la construction d'une centrale nucléaire à Wyhl ont été interrompus le jeudi 27 février par la diète de Stuttgart « jusqu'à plus ample informé ». L'Assemblée a demandé qu'une nouvelle « expertise établie avec exactitude les conséquences, les risques et les dangers de la construction d'une centrale ». Des défenseurs de la nature allemands, français et suisses avaient occupé le site le mardi 18 février. Expulsés le vendredi, les occupants s'étaient réintroduits par la force dimanche soir sur le terrain. Cette opération avait fait une trentaine de blessés, dont vingt du côté des forces de l'ordre. — (A.F.P.)

● CONCORDE SUR RIO. — Comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions de jeudi, Air France prévoit de mettre en service Concorde sur la ligne Paris - Rio-de-Janeiro (deux vols par semaine) à partir du 14 janvier 1976. La compagnie anglaise British Airways annonce qu'elle ouvrira, à la même date, avec Concorde, une ligne Londres-Bahrein.

● DES AIRBUS POUR LES ALLEMANDS. — La compagnie ouest-allemande Germanair a passé commande de deux Airbus européens, la version B2 court-moyen courrier, du même type que celui utilisé par Air France et pouvant transporter 260 à 280 passagers sur 2 500 kilomètres.

pour la qualité de la VIE

5 JOURS UTILES
70 EXPOSES-DEBATS

ROUEN 17-21 MARS
LES ETATS GENERAUX de L'ENVIRONNEMENT
salon national PROTEGNA

Pour tous renseignements
PARC-EXPO de ROUEN
B.P. 1080 - 76016 ROUEN-CEDEX

NOM _____
Société _____
organisme _____
Rue _____ N° _____
Ville _____
Code Postal _____ Tél. _____

“Faites vos congrès en plein cœur de Paris.”
Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.
Paris-Sheraton Hotel

VIE ECONOMIQUE
salon pour expo
DU 1^{er} AU 9 MARS
PAVILLON DES EXPOSITIONS
ENTRÉE: 10 F

TV COULEUR 110 DEGRES PHILIPS
ENTIEREMENT TRANSISTORISE

PHILIPS

DEAUVILLE*

Une nouvelle résidence de loisirs!
Une nouvelle formule: CASTEL CLUB!

Devenez propriétaire d'un luxueux studio ou d'un duplex, entièrement meublé et équipé, vendu par périodes de deux mois.

Avec l'acquisition d'un mois de haute saison (mai, juin, juillet, août, septembre) nous vous offrons gratuitement un mois de moyenne saison.

Exemple de prix pour un studio de 4 personnes:

mai + avril	33000 F
juin + mars	34000 F
juillet + décembre	37000 F
août + février	39000 F
septembre + octobre	30000 F

Crédit jusqu'à 70%

En plein centre, à 200 m du casino.
 54, rue du Général-Leclerc. Visite sur place tous les jours.
 Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD

Coupon-réponse à envoyer à: PRODOMO s.a.
 7 place de Valois, 75001 Paris. Tél. 233.85.45 + et 231.80.36+

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation en couleurs.

Nom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Tél. _____

TV COULEUR 110 DEGRES PHILIPS
3000 REVENDEURS A VOTRE SERVICE

PHILIPS

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pouvez vous offrir les Bahamas ?

Les Bahamas (au nord de la Mer des Caraïbes) où tout est possible. Imaginez! Il y a 700 îles ensoleillées, au climat tempéré toute l'année.

Il ne vous coûtera que 2.240 F* pour une semaine à Nassau, la capitale, si vous aimez la vie trépidante et sophistiquée: Casino, Golf, Tennis, Equitation, Yachting, Piscine.

Si vous préférez la farniente, choisissez les "Out Islands": Eleuthera, Exuma, Great Harbour Cay, Abaco... leurs plages immergées et... désertes où toutes les joies de la mer vous sont offertes dans une débauche de couleurs.

Vous voulez en savoir plus... retournez-nous cette annonce et vous recevrez nos propositions de vacances et de long week-end aux Bahamas!

Nom _____ Agent de voyages _____
 Adresse _____
 Profession _____ Tél. _____

International Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 073.75.42/742.52.36
 32 bis, rue du Maréchal-Joffre, 06000 Nice, tél. 88.73.41.

*1 semaine, transport DC 8 Jet et hôtel type "3 étoiles" compris (du 1-5 au 30-6, 1.990 F), Organisation Lic. A 478 et Lic. A 496

Cette année, les Bahamas!
AIR BAHAMA

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCURITÉ SOCIALE

Après l'annulation de l'accord avec les médecins

LA CRISE DU SYSTÈME CONVENTIONNEL

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

Entre la sécurité sociale et le corps médical, il n'existe aucune convention nationale, il n'y en a même jamais eu! Fusillé à bout portant par un arrêté du Conseil d'Etat en date du 19 février, le système en application depuis plus de trois ans, et dont le lancement avait été accompagné de tant de pompes, disparaît, comme volatilisé. L'affaire est si surprenante en apparence et si grave en réalité, que, prévenant toutes les questions, le ministre chargé de la Sécurité sociale a fait aussitôt une importante déclaration. « Par cet arrêté, a dit M. Durafour, le Conseil d'Etat signale qu'une seule organisation professionnelle, en l'espèce la Confédération des syndicats médicaux de France, n'avait pas quitté pour prendre valablement des engagements au nom de l'ensemble de la profession médicale. » Cette formule rend un son passablement désobligeant à l'encontre de la Confédération du docteur Monier, qui n'a pourtant rigoureusement rien de malheureux à se reprocher dans cette malheureuse affaire. Si un redoutable pas de clerc a été commis, c'est par les pouvoirs publics et eux seuls.

Un vide juridique total

Le 28 octobre 1971, la Confédération présidée par le docteur Monier et les caisses nationales d'assurance-maladie signent une convention dont le texte avait fait l'objet de réserves expresses de la Fédération des médecins de France, dirigée par le docteur Belot. Dès le lendemain est pris l'arrêté d'approbation. Et le 19 novembre, la Fédération se résigne à joindre sa signature à celle de la Confédération. Or, même si elle n'a sans doute pas la même audience que sa concurrente, cette Fédération doit certainement être considérée comme une organisation représentative au sens de l'article L 261. Au moment où elle a été approuvée par le ministre, la convention n'était donc pas signée par toutes les organisations syndicales les plus représentatives, comme l'exige cet article: le Conseil d'Etat ne pouvait que constater l'illégalité de l'arrêté ministériel et l'annuler, créant ainsi un « vide juridique » total, comme l'a justement reconnu M. Durafour. L'arrêté n'est donc pas applicable sans une telle approbation.

Une première question vient aussitôt à l'esprit. Puisque la convention litigieuse porte aujourd'hui les deux signatures des organisations représentatives, le ministre ne peut-il régulariser rétroactivement la situation par un arrêté d'approbation qui prendrait effet au lendemain de la deuxième, soit au 20 novembre 1971? Ainsi tout rentrerait dans l'ordre, et pour le passé et pour l'avenir.

Il est vrai qu'une jurisprudence administrative classique admet à priori la rétroactivité de semblables régularisations après annulation d'un acte administratif; mais cette possibilité semble ici exclue et M. Durafour l'a tacitement écartée.

Il ne suffit pas en effet que la convention porte ces deux signatures pour que les conditions préalables à l'approbation soient réunies. L'arrêté du 19 février esquive fort à propos une distinction entre la participation à la conclusion de la convention et la simple adhésion ultérieure. Distinction tout à fait fondée. Si en effet la Fédération du docteur Belot a « adhéré » à la convention après son approbation par les pouvoirs publics, c'est contrainte et forcée: c'était pour elle le seul moyen de prendre place dans les organismes paritaires institués par le nouveau système. Autrement dit, les pouvoirs publics ayant donné le coup de sifflet et le train partant avec ou sans elle, la Fédération n'avait plus le choix qu'entre deux attitudes, sauter dedans ou rester sur le quai. A la différence donc de la signature donnée avant l'approbation ministérielle, cette adhésion n'exprime nullement un accord véritable sur les nouvelles dispositions. Ainsi, au regard des ex-

ceptions de l'article L 261, la convention est restée, même après l'adhésion de la Fédération, inachevée et non susceptible de recevoir l'approbation ministérielle nécessaire à sa mise en application. Dès lors, si une régularisation est impossible, que va-t-il se passer?

Pour la période antérieure à l'arrêté du 19 février, il n'y a pas lieu de trop s'alarmer. Sans doute la convention est censée n'avoir jamais été applicable; mais, en fait, elle a été appliquée par les caisses et une écrasante majorité de praticiens. En théorie, les assurés remboursés sur la base de tarifs conventionnels devraient respecter la convention et ont été sanctionnés, d'une façon ou d'une autre, sur la base de dispositions maintenant réputées inapplicables. Il n'est pas impossible que dans diverses hypothèses l'Etat doive réparer les conséquences de sa bavure avec l'argent des contribuables.

Reste l'avenir. Problème immédiat: en attendant le résultat des négociations qui devraient reprendre au plus tôt, sur quelle base rembourser maintenant les frais médicaux des assurés sociaux? Le ministre du travail a voulu prévenir toute panique: « Je tiens à déclarer solennellement, a-t-il dit, que, quelles que

puissent être les difficultés du renouvellement de la convention... le gouvernement veillera à ce que, pendant la période des négociations, les malades soient remboursés sur la base des tarifs en vigueur jusqu'à ce jour. » Si l'on prenait à la lettre de telles promesses, elles signifieraient que le ministre s'engage solennellement à ne tenir aucun compte de l'arrêt du Conseil d'Etat, et à faire pression — comment? — sur les dirigeants des régimes concernés pour qu'ils continuent à pratiquer, entre médecins prétendument conventionnés et médecins non conventionnés, des discriminations illégales puisque maintenant privées de tout fondement juridique. Ce qui ne manquerait pas de susciter un joli contentieux!

En réalité, ce qu'a sans doute voulu évoquer M. Durafour ce n'est pas l'impossible maintien d'un statu quo, mais une modification des tarifs servant de base de remboursement à défaut de convention nationale. L'hypothèse expressément prévue par l'article L 263: rien n'empêche en effet le gouvernement de porter ces tarifs au niveau des tarifs conventionnels en cours à la date de l'arrêt. Mais cette uniformisation par le haut, seule solution conforme à la légalité, soulève par ailleurs bien des problèmes: ne risque-t-elle pas de rendre fort malaisé le retour ultérieur à des discriminations radicales cependant nécessaires si l'on veut traiter la moindre cohérence à un système conventionnel, quel qu'il soit?

Quant aux négociations entre les caisses nationales et les deux organisations syndicales représentatives du corps médical, nul ne peut prédire ce qui en sortira dans la mesure justement où l'on repart entièrement à zéro.

La Confédération maintiendra sans aucun doute ses exigences actuelles sans concéder un pouce de terrain et, au besoin, résignera sa signature du 28 octobre 1971. Plus incertaine l'attitude qu'adoptera la Fédération des médecins de France: maintenant que le principe d'une minorité de blocage a été consacré par le Conseil d'Etat, cette Fédération peut transformer toutes ses réserves en purs votes.

Un point en tout cas est certain. On vendra bien volontiers la bête qui a consenti à approuver avec une hâte excessive une convention qui ne répondait pas à toutes les exigences du législateur. Mais on ne saurait trouver la moindre excuse au même législateur: il était aberrant, scandaleux même, d'imposer un système dépourvu de toute solution de repliement au cas de crise et d'éliminer en ce cas la possibilité de conventions individuelles. Certes, le pire n'est pas toujours sûr, mais il n'est jamais invraisemblable. Surtout en cette matière: l'impassé actuelle le montre suffisamment.

INDUSTRIE

En Belgique

Un accord est signé pour la reconversion de l'usine Glaverbel, filiale de B.S.N.

A l'issue de six semaines de grèves, d'occupation et de manifestations en Belgique et en France, les travailleurs de l'usine Glaverbel de Gilly (Belgique), filiale du groupe B.S.N.-Cervais-Danone, ont accepté les termes de l'accord tripartite signé mardi 26 février entre MM. Antoine Riboud, président-directeur général du groupe, et ministre de l'emploi de Belgique, et les secrétaires nationaux de la Fédération générale du travail de Belgique (F.G.T.B.) et de la centrale des syndicats chrétiens (« le Monde » du 20 février).

Cet accord, qui prévoit l'arrêt définitif de l'activité du four à vitres de l'usine de Gilly et la reconversion de l'entreprise, précise qu'aucun travailleur ne sera licencié. Près de cent cinquante personnes seront maintenues ou reclassées immédiatement dans la région de Charleroi. Dans un délai d'un an, près de cent quarante salariés seront reclassés également dans cette région dans des activités de transformation du verre (double vitrage).

D'autre part, une activité nou-

velle, non encore déterminée, sera créée sur le site de Gilly dans le même délai, pour employer à terme les cent quarante salariés restants. Pendant cette période transitoire d'un an, un fonds social de chômage partiel, alimenté par le gouvernement belge avec la participation de Glaverbel, permettra de garantir le revenu des travailleurs à son niveau actuel. Les salariés âgés de cinquante-huit ans pour les hommes et de cinquante-trois ans pour les femmes auront la possibilité de partir en pré-retraite.

TV COULEUR PHILIPS
LA MAITRISE DE LA TECHNIQUE 110 DEGRES
PHILIPS

FAITS ET CHIFFRES

Evolution de l'accord avec les médecins
DU SYSTEME CONVENTIONNEL

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)
Au principe de convergence des...
Le 1^{er} mars 1975, le régime conventionnel...
L'accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.

INDUSTRIE
En Belgique

Un accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.
L'accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.

INDUSTRIE
En Belgique

Un accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.
L'accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.

COULEUR PHILIPS
DE LA TECHNIQUE 110
L'accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.

CONJONCTURE
APRES LA BAISSSE DU TAUX D'ESCOMPTE

Les banques françaises diminuent de nouveau leur taux de base

Comme on s'y attendait (« Le Monde » du 28 février), l'abaissement de leur taux de base par les banques a suivi de très peu celui du taux d'escompte de la Banque de France, ramené jeudi à midi de 12% à 11%, niveau qui était celui de juin 1973 (sa première réduction de 1% avait été effectuée le 9 janvier dernier).

Table with 2 columns: Taux d'escompte des principaux pays (5%), Depuis le. Rows include France, Grèce, Suède, etc.

Le marché monétaire contrôlé...
Le taux d'escompte officiel...
Le marché monétaire contrôlé...

Chargée d'un rapport sur le financement du logement

LA COMMISSION BARRE COMMENCE SES TRAVAUX

M. Robert Galley, ministre de l'équipement...
La commission Barre...
M. Robert Galley, ministre de l'équipement...

FAITS ET CHIFFRES

Automobile
Le prix de la sécurité...
Emploi
Extension de l'accord...
Fisabilité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SECRETARIAT D'ETAT A L'HYDRAULIQUE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE RECHERCHE ET D'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUES
S. N. REAH
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
La Société Nationale de Recherches et d'Aménagements Hydrauliques (S.N. REAH) lance un appel d'offres international pour la fourniture d'engins de travaux publics, génie civil et de manutention.

Accord historique à Lomé

(Suite de la première page.)
Il avait été convenu d'offrir à ces pays le choix entre trois formes...
L'accord est signé pour la reconversion...
de l'usine Clavel, filiale de B.S.N.

La solidarité des A.C.P.

Les pays A.C.P. anglophones...
La notion de réciprocité et de zone de libre-échange...
Les pays A.C.P. anglophones...

LES SIGNATAIRES DE LA CONVENTION DE LOMÉ

Les quarante-six pays d'Afrique...
LES DIX-NEUF ETATS AFRICAINS...
LES VINGT ET UN ETATS APPARTENANT AU COMPTON...
SIX AUTRES ETATS AFRICAINS

Le mythe de l'unité...
L'unité africaine...
Le mythe de l'unité...

Cinq grands volets

Il est vrai que l'offre de la Communauté méritait attention...
La coopération qui résultera de la mise en œuvre de la convention de Lomé...
Cinq grands volets

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'INTERIEUR
Direction Générale de la Réglementation de la Réforme Administrative et des Affaires Générales
SERVICE NATIONAL DE LA PROTECTION CIVILE
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Numéro - BCM - 1/75
Un Avis d'Appel d'Offres ouvert est lancé pour la fourniture des matériels suivants:

« LE VADE-MECUM DE L'EXPIRIE »
AUTEUR: René BUREAU
« LE VADE-MECUM DE L'EXPIRIE »
AUTEUR: René BUREAU
« LE VADE-MECUM DE L'EXPIRIE »
AUTEUR: René BUREAU

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES,
NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER.
costumes
blazers
pantalons
vestes
fantaisies
chemises
berdu
70 AVENUE DES TERNES
PARIS 17^{ème} TEL. 380 35 13
PARKING GRATUIT

صكنا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

Les discussions entre Abou-Dhabi et les sociétés pétrolières

Je ne suis pas venu pour négocier déclare M. Otaiba à son arrivée à Paris

« Je ne suis pas venu pour négocier », a déclaré M. Otaiba, ministre du pétrole de la fédération des Émirats arabes unis — dont Abou-Dhabi est le plus important — à son arrivée jeudi soir à Paris.

« Je suis venu dire aux compagnies ce que nous voulons », a ajouté le ministre, car leur attitude est incorrecte. M. Otaiba reproche aux sociétés opérant dans la fédération d'avoir réduit de 7 % leurs enlèvements de brut pour des raisons politiques.

La thèse des compagnies (E.P., Shell, Esso, Mobil, C.F.P.) est tout autre : le pétrole de la fédération est trop cher parce que les primes de qualité qui lui ont été appliquées sont trop élevées. L'OPEP a autorisé jeudi la fédération à réviser ces primes.

Les discussions ont commencé ce vendredi à Paris. On ne sait pour combien de temps.

LE COMMUNIQUÉ DE L'OPEP

Voici les principaux extraits du communiqué diffusé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, jeudi après-midi à l'issue de sa réunion à Vienne :

« La conférence a examiné le rapport de la réunion des experts chargée de la préparation de l'agenda et des documents de travail du « sommet » (d'Alger). »

« La conférence a discuté de la dépréciation de la valeur du dollar et demandé au bureau de la commission économique [de l'OPEP] de se réunir au siège le 1^{er} avril 1975, pour étudier ce sujet et soumettre un rapport et des recommandations pour la prochaine réunion de la conférence. »

« La conférence a entendu un rapport de M. Otaiba, ministre du pétrole de la fédération des Émirats arabes unis et approuvé que le gouvernement de cette fédération prenne des mesures pour ajuster les différentes primes de qualité applicables à ses « bruts ». »

« De plus, la conférence a condamné les mesures disciplinaires d'enlèvement de « brut » prises par les compagnies opérant dans les Émirats arabes unis et exprime son appui total et sa solidarité à la fédération. »

M. YAMANI A RENCONTRÉ MM. D'ORNANO ET DE GUIRINGAUD JEUDI À PARIS

Arrivé à l'aéroport Charles-de-Gaulle jeudi à 14 h. 45, venant de Vienne, M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, s'est entretenu pendant près d'une heure et demie avec M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, et avec M. Louis de Guiringaud, chargé par le président de la République d'organiser la conférence internationale proposée par la France.

La conversation a porté sur l'organisation de la conférence. M. Yamani aurait réitéré son appui à la liste des invités à cette conférence et dont il est l'auteur.

Selon une dépêche Reuters en provenance de Vienne, le roi Fayçal n'assisterait pas au « sommet » de l'OPEP à Alger. Rappelons qu'il en sera de même en principe pour les chefs d'État irakien et libyen.

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article consacré à la réunion de l'OPEP à Vienne, publiée dans nos éditions du 27 février, nous avons écrit par erreur au début de l'avant-dernier paragraphe « 22 à 23 millions de tonnes » au lieu de « 22 à 23 millions de barils par jour ».

● **LES PREMIERS BARILS** du pétrole britannique de la mer du Nord seront disponibles en mai prochain, écrit la presse londonienne. Il s'agit de la première production du gisement d'Arғыl, sur la côte occidentale de l'Écosse. La production du gisement est estimée à trente-cinq mille barils par jour (1,8 million de tonnes-jour), soit environ 3 % de la consommation britannique de pétrole.

● **CENTRALE FRANCO-ALLEMANDE?** — Un groupe de planification franco-allemand sera constitué au mois d'avril, à Strasbourg, pour étudier la construction d'une centrale nucléaire à Lauterbourg, a annoncé le préfet de Bade-Nord, M. Trudpert Mueller. Ce groupe réunira des représentants du Bas-Rhin, du Palatinat et de Bade-du-Nord. — (A.F.P.)

● **LE SUCCESSION** DE M. EBERLE. — M. Frederick B. DENT, actuellement secrétaire au commerce, a été nommé le 27 février représentant spécial des États-Unis aux négociations commerciales internationales du GATT. Il succède à M. William Eberle qui a donné sa démission en janvier.

(Ag. de cinquante-trois ans, M. Dent a commencé sa carrière comme industriel en Caroline du Sud, avant d'être nommé secrétaire au commerce par le président Nixon.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE

En 1974, le chiffre d'affaires hors taxes de la société s'est élevé à 413 652 000 F, contre 314 828 000 F en 1973, soit une progression globale de 31 %. Cette progression était de 23 % pour la seule activité « soudage », qui constitue 93 % du chiffre d'affaires.

Par rapport à l'exercice précédent, les ventes de matériel et de produits de soudage ont augmenté de près de 60 % à l'exportation et de 28 % sur le marché intérieur.

En 1974, les exportations auront représenté plus de 20 % du chiffre d'affaires global (contre 17 % en 1973). Cette progression est due aux efforts réalisés tant sur les marchés étrangers traditionnels de la société que sur des marchés nouveaux pour elle, tels que ceux de la Grande-Bretagne, de la Suisse et des pays de l'Est.

RESTRUCTURATION CHEZ LES CONSTRUCTEURS DE MOTEURS DIESEL

Une assemblée générale extraordinaire de la société Surgérienne de Constructions mécaniques a décidé le 25 février d'augmenter le capital social de la société par une souscription en numéraire de 4,55 millions de francs réservés à l'Institut de Développement Industriel.

Cette augmentation de capital permettra un nouveau développement des activités de la société. L'Institut de Développement Industriel, déjà actionnaire de la société, obtiendra une participation majoritaire dans le capital de la Surgérienne et fera apport de cette participation à la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques de Mulhouse (S.A.C.M.-M.), sous réserve de l'accord de l'assemblée générale de cette société convoquée pour le 24 mars.

La restructuration ainsi prévue entre la S.A.C.M.-M. et la Surgérienne, grâce à l'intervention de l'IDI, représentera une étape importante dans la restructuration du secteur des fabricants français de moteurs Diesel, restructuration souhaitée depuis longtemps par le ministère de l'Industrie et de la Recherche (D.I.M.M.E.).

L'ensemble S.A.C.M.-M.-Surgérienne pourra dès à présent proposer à sa clientèle une gamme complète de moteurs Diesel rapides allant de 150 à 5 000 CV.

La société Surgérienne de Constructions Mécaniques, spécialisée dans les moteurs Diesel, a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

La S.A.C.M.-M. actuellement filiale à 100 % de la Société Alsacienne de Participations Industrielles — A.S.P.I. — mais dont l'IDI deviendra l'ac-

tionnaire après la réalisation de l'opération, partage principalement ses activités entre les moteurs Diesel et les matériels destinés à l'industrie textile. Elle a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires total de 622 millions de francs dont 77,4 % à l'exportation.

(PUBLICITE)

« Diplomatic Representatives and Consulate Representation in France by independent State wanted. Write to telex No 767 483 oebis d or OEBIS D-7457 Bisingen, Postfach. »

PARCE QUE BEAUCOUP DE GENS N'ONT PAS BESOIN D'UNE VOITURE NEUVE



Si tout le monde a besoin de se déplacer, tout le monde n'a pas besoin de la même voiture.

C'est pourquoi chez Eurocasion vous trouverez tous les modèles, de toutes les marques, à tous les prix.

Chez Eurocasion vous trouverez aussi des vendeurs objectifs qui ne

cherchent pas à vendre des voitures de rêve, mais des modèles qui répondent à un usage précis.

Des vendeurs pour qui toutes les marques ont leurs qualités et qui, selon vos besoins, vous conseilleront peut-être une voiture à laquelle vous n'auriez jamais pensé.



LES MARCHÉS FINANCIERS

27 FÉVRIER

MARCHÉ

ERS DES SOCIÉTÉS

ACTURATION CHEZ LES CONSTRUCTEURS DE MOTEURS DIESEL

La décision de la Banque de France de réduire d'un point son taux d'escompte, déjà largement anticipée, n'a pas déchaîné la poussée de hausse attendue. Toutefois, le marché de Paris a été un peu plus actif que d'habitude, mais sans plus.

Malgré la tendance à la baisse, les valeurs de la Bourse de Paris ont été soutenues par les bénéfices réalisés par les sociétés de construction de moteurs Diesel, qui ont obtenu de nouveaux contrats.

Les sociétés de construction de moteurs Diesel ont obtenu de nouveaux contrats, ce qui a entraîné une hausse de leurs cours.

Les sociétés de construction de moteurs Diesel ont obtenu de nouveaux contrats, ce qui a entraîné une hausse de leurs cours.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Hausse sélective

La décision de la Banque de France de réduire d'un point son taux d'escompte, déjà largement anticipée, n'a pas déchaîné la poussée de hausse attendue. Toutefois, le marché de Paris a été un peu plus actif que d'habitude, mais sans plus.

Malgré la tendance à la baisse, les valeurs de la Bourse de Paris ont été soutenues par les bénéfices réalisés par les sociétés de construction de moteurs Diesel, qui ont obtenu de nouveaux contrats.

Les sociétés de construction de moteurs Diesel ont obtenu de nouveaux contrats, ce qui a entraîné une hausse de leurs cours.

Les sociétés de construction de moteurs Diesel ont obtenu de nouveaux contrats, ce qui a entraîné une hausse de leurs cours.

LONDRES

Nouveaux avances

En repli à l'ouverture, le marché se redresse au bout d'une demi-heure de transactions. Progrès des fonds d'Etat, en revanche, produits de la hausse à un quart de point. Léger tassement des mines d'or.

Le marché a été soutenu par les nouvelles avances de la Banque d'Angleterre, qui a abaissé son taux de base de 0,25 point à 11,75 %.

Les cours ont été soutenus par les nouvelles avances de la Banque d'Angleterre, qui a abaissé son taux de base de 0,25 point à 11,75 %.

NEW YORK

Sentiments

Les cours ont encore légèrement progressé jeudi à Wall Street, mais non sans mal, plusieurs secteurs de tendance ayant été corrigés en cours de séance. Le clôture, l'indice des industriels s'est établi à 121,12, soit à 0,35 point au-dessus de son niveau de la veille.

Le marché a été soutenu par les nouvelles avances de la Banque d'Amérique, qui a abaissé son taux de base de 0,25 point à 11,75 %.

Les cours ont été soutenus par les nouvelles avances de la Banque d'Amérique, qui a abaissé son taux de base de 0,25 point à 11,75 %.

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours
Alcoa	32	34	De Dietrich	258	268	Leffort-Lefranc	220	223	Alcan	32	34
Amalgamated	10	12	De Lathauve	204	202	Novocell	114	115	Amalgamated	10	12
Amstar	143	145	E.I. du Pont	372	370	Parco	110	112	Amstar	143	145
Amstar	143	145	Eastman	267	265	Parco	110	112	Amstar	143	145
Amstar	143	145	Eastman	267	265	Parco	110	112	Amstar	143	145

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1964)

Indice général	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2
Indice des valeurs françaises	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1964)

Indice général	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2
Indice des valeurs françaises	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1964)

Indice général	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2
Indice des valeurs françaises	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 le 31 déc. 1964)

Indice général	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2
Indice des valeurs françaises	117,1
Indice des valeurs étrangères	122,2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SCHLUMBERGER

Attribution d'une action gratuite pour deux actions. Dividende trimestriel de 22,5 centimes, correspondant à 15 centimes par action après distribution.

TERRIS ROUGES

Attribution gratuite d'une action pour quatre actions. Dividende trimestriel de 22,5 centimes, correspondant à 15 centimes par action après distribution.

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Bénéfice net pour 1974 de 34,04 millions de francs contre 16,10 millions de francs en 1973. Dividende global de 17,50 F contre 15 F en 1973. Un acompte de 10 F a déjà été versé le 10 janvier.

INDUSTRIELLES DE FRANCE

Dividende global de 40,50 F contre 38,50 F en 1973. Bénéfice net pour 1974 de 34,04 millions de francs contre 16,10 millions de francs en 1973. Dividende global de 17,50 F contre 15 F en 1973. Un acompte de 10 F a déjà été versé le 10 janvier.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	235,90
100 yen (en dollar)	0,4238

MARCHÉ MONÉTAIRE

100 francs (en dollar)	0,1493
100 dollars (en franc)	67,00

MARCHÉ A TERME

100 francs (en dollar)	0,1493
100 dollars (en franc)	67,00

BOURSE DE PARIS - 27 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours
Alcan	32	34	Amalgamated	10	12	Amstar	143	145	Amstar	143	145
Amalgamated	10	12	Amstar	143	145	Amstar	143	145	Amstar	143	145
Amstar	143	145	Amstar	143	145	Amstar	143	145	Amstar	143	145
Amstar	143	145	Amstar	143	145	Amstar	143	145	Amstar	143	145

MARCHÉ A TERME

Composante	VALEURS	Précéd.	Prés.	Dernier	Compt.	Composante	VALEURS	Précéd.	Prés.	Dernier	Compt.	Composante	VALEURS	Précéd.	Prés.	Dernier	Compt.
4,50 % 1973	553	550	548	537	535	4,50 % 1973	553	550	548	537	535	4,50 % 1973	553	550	548	537	535
4,50 % 1974	1074	1070	1070	1077	1077	4,50 % 1974	1074	1070	1070	1077	1077	4,50 % 1974	1074	1070	1070	1077	1077
4,50 % 1975	1074	1070	1070	1077	1077	4,50 % 1975	1074	1070	1070	1077	1077	4,50 % 1975	1074	1070	1070	1077	1077
4,50 % 1976	1074	1070	1070	1077	1077	4,50 % 1976	1074	1070	1070	1077	1077	4,50 % 1976	1074	1070	1070	1077	1077

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES BILLES	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
Etats-Unis (100 \$)	4 158	4 17
Canada (100 \$)	4 207	4 14
Angleterre (100 £)	163 05	162 25
France (100 F)	12 272	12
Allemagne (100 M)	77 720	77 72
Italie (100 L)	7 522	7 52
Espagne (100 P)	10 172	10 17
Grèce (100 D)	0 688	0 68
Portugal (100 Esc)	95 178	95 17
Inde (100 Rs)	77 177	77 17
Israël (100 N)	17 620	17 62
Japon (100 Y)	187 520	187 52
Suisse (100 S)	173 520	173 52

BEAUCOUP PLUS SOIN D'UNE NEUVE

Ne pas à vendre des voitures de tous les modèles qui répondent à vos besoins. Les vendeurs pour qui toutes les voitures ont leurs qualités et qui, vous en conseilant, vous conseilleront la voiture à laquelle vous ne pouvez pas résister.

سكزامن الأاحل

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE
CAMBODGE : M. Chou En-lai prédit une rapide victoire des révolutionnaires.
- 3-4. EUROPE
BERLIN-OUEST : l'envolement de M. Peter Lorenz semble renforcer la position de la C.D.U. aux élections du 2 mars.
AUTRICHE : le problème de la minorité slovène domine les élections dans le Land de Carinthie.
— La Norvège face au mirage du pétrole (11), par Amber Boasoglio.
- 2. PROCHES-ORIENT
Le président Sadate refuse de recevoir une délégation de l'O.L.P.
ISRAËL : une avalanche de scandales financiers s'abat sur le pays.
- 6-7. DIPLOMATIE
— Mars chaudes, mers convites (11), par A. Fontaine.
- 8 à 10. POLITIQUE
La visite à Marseille de M. Giscard d'Estaing.
— La reprise des contacts entre socialistes et communistes.
- 12-13. JUSTICE
Le tribunal administratif de Grenoble : le commissaire du gouvernement rejette les requêtes des propriétaires du barreau-promenade « la Froideur ».
— M. Ettore Ceccaldi demande la saisie du livre de l'ancien commissaire Charles Juvilly.
- 13. FAITS DIVERS
— Hold-up boulevard Richard-Lenoir.
- 14-15. EDUCATION
— La bataille de la philosophie (11) : Mamma Duvenger, Jean Capelle, Jacques Poirier.
- 16. RELIGION
— Paul VI adresse une nouvelle lettre aux jésuites.
- 16. SOCIÉTÉ
— Les élites communistes écrivent à M. Giscard d'Estaing.

- ### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
- Pages 37 à 39
- Les parcs zoologiques : le fin des monstres d'our.
 - AVOUES DE LA MEDITERRANEE : l'accueil des jeunes à Beyrouth ; la vallée des Amantiers ; Un ferry pour Tangier.
 - Les hommes d'Eisenmann : Le place Saint-Michel.
 - Trekking en Irlande : Le France au petit trot.
 - Plaisirs de la table : Notre pain quotidien.
 - Photo-clubs : Fred Assalre pour vous seul.
 - Sports : Moins de snobs sur les « green » ; Jeux ; Espérimé ; Mode.

- 26. RADIO-TELEVISION
- 27 à 30. ARTS ET SPECTACLES
— FORMES : les signes parmi nous.
— MUSEES : la municipalité de Saint-Paul-de-Vence s'oppose à l'agrandissement de la Fondation Maeght.
- 34. EQUIPEMENT ET REGIONS
— URBANISME : Nancy : non à la tour Stanislas.
- 35 à 38. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
— CONJONCTURE : les banques françaises diminuent à nouveau leur taux de base.
— SALAIRES : le SMIC est porté à 6,95 F l'heure (+ 2,9 %) la 1^{re} semaine.
— SECURITE SOCIALE : Après l'annulation de l'accord avec les médecins, la crise du système conventionnel, par J.-J. Dopeyroux.

- ### LIRE EGALEMENT
- RADIO-TELEVISION (28)
Annonces classées (31 et 32) ; Aujourd'hui (33) ; Bulletin d'enseignement (35) ; Carnet (36) ; Journal officiel (37) ; Météorologie (38) ; Mots croisés (39) ; Finances (39).

Le numéro du « Monde » daté 28 février 1975 a été tiré à 565 737 exemplaires.

Europcar loue des voitures de la Renault 4 à la Mercedes. Réservez au 645.21.25.

A C D E F G H

La « course aux armements » en Asie

L'U.R.S.S. aiderait New-Delhi à moderniser son aviation et sa marine de guerre

De notre correspondant

New-Delhi. — L'Inde et l'Union soviétique ont exprimé leur « grande anxiété » au sujet de la « course aux armements » en Asie. L'Inde a communiqué communiqué à l'issue de la visite à New-Delhi du ministre soviétique de la défense, le maréchal Gretchko. Le communiqué ne nomme toutefois pas le Pakistan et les Etats-Unis. Il ne fait pas état non plus des livraisons militaires que l'U.R.S.S. a promises à l'Inde. On sait seulement que les deux parties se sont entretenues de « la coopération dans l'industrie orientée vers la défense », de « la sécurité régionale », de « problèmes logistiques », et qu'elles sont parvenues à des conclusions satisfaisantes. L'U.R.S.S. se serait notamment engagée à aider l'Inde à fabriquer une version améliorée du Mig, et à moderniser sa marine de guerre.

Le maréchal Gretchko pense que « Mme Gandhi se rendra bientôt en visite à Moscou », et il a trouvé son voyage « très utile et agréable ».

NOUVELLES BRÈVES

- M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir, vendredi après-midi 28 février, au palais de l'Élysée, une délégation du GENEPI (Groupeement étudiant national d'enseignement aux personnes handicapées). Créé le 23 janvier dans le cadre de l'initiative de Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, le GENEPI, présidé par M. Jacques Mégret, directeur de l'Administration pénitentiaire, fait appel, dans le cadre du bénévolat recommandé par le chef de l'Etat, aux élèves des grandes écoles commerciales, en particulier l'Ecole des hautes études commerciales.
- M. Bernard Aujay de la Dure, consul général de France à Bruxelles, est décédé, le 26 février, à son domicile bruxellois.
- [Après de cinquante-cinq ans consacrés aux affaires étrangères de premier ordre, M. Aujay de la Dure était consul général à Bruxelles depuis 1972. Il avait occupé auparavant différents postes en Egypte, en Italie, en Grèce et en Afrique.]
- L'Italie a décidé de rembourser à l'Allemagne fédérale 500 millions de dollars, soit le quart du prêt de 2 milliards de dollars accordé par la R.F.A. en septem-

En Corée du Sud

TREIZE ANCIENS PARLEMENTAIRES DÉNONCENT LES TORTURES QU'ILS ONT SUBIES

Séoul (A.P.). — Treize hommes politiques de l'opposition ont révévé, vendredi 28 février, lors d'une conférence de presse, qu'ils avaient été torturés ou soumis à d'autres traitements cruels pendant leur détention en prison à la fin de 1972, en raison de leur opposition au président Park Chung Hee. Ils ont invité le président à faire faire une enquête à ce sujet, et lui ont demandé de mettre fin à la « politique de la torture ». Tous les treize étaient membres de l'Assemblée nationale, quand le chef de l'Etat a dissout celle-ci et les a fait arrêter. Des étudiants et d'autres détenus politiques libérés récemment ont aussi fait état de tortures.

L'un des treize hommes, l'ancien général Lee Se Kyoo, a révévé qu'il avait tenté de se suicider deux fois pour mettre fin aux souffrances et l'humiliation qu'il subissait.

D'autres ont précisé que les policiers appelaient des médecins quand les victimes s'évanouissaient et que les tortures recommençaient dès qu'elles reprenaient conscience.

Aux Philippines

LE PRÉSIDENT MARCOS SEMBLE ASSURÉ D'UNE LARGE MAJORITÉ AU RÉFÉRENDUM SUR LE MAINTIEN DE LA LOI MARTIALE.

Marietta (A.F.P., Reuters, A.P.). — Environ vingt-sept millions d'électeurs philippins étaient invités, le jeudi 27 février, à participer au référendum organisé par le président Marcos sur le maintien de la loi martiale, en vigueur dans le pays depuis septembre 1972.

En dépit des consignes de boycottage données par l'opposition catholique notamment, qui a qualifié la consultation de « mascarade », une forte participation au scrutin aurait été enregistrée.

Les abstentions sont en principe punies de prison. D'après les premiers résultats, le président Marcos semble assuré d'une confortable victoire.

La consultation s'est déroulée dans un calme relatif, bien que divers incidents soient signalés, notamment dans l'île de Mindanao, où sévit la rébellion musulmane.

SOIXANTE-HUIT MORTS LE 5 MARS 1973

La compagnie espagnole et le contrôle militaire sont mis en cause par la commission d'enquête sur la catastrophe aérienne de Nantes

Le contrôle aérien militaire et l'équipage de l'avion Coronado de la compagnie espagnole Spanair sont, à des degrés divers de responsabilité, à l'origine de la collision, le lundi 5 mars 1973, au-dessus de Mont-de-Marsan, dans la région de Nantes, de deux avions espagnols. Il y avait eu soixante-huit morts. Telle est la conclusion que l'on peut dégager du rapport de la commission d'enquête, présidée par M. René Lemaire, chef de l'Inspection générale de l'aviation civile, qui vient d'être remis au gouvernement et qui sera publié sous peu au Journal officiel.

Dans ce document de cinquante-cinq pages, environ, il est noté que « l'attribution par le contrôle d'un même niveau de vol aux deux avions devant arriver à Nantes à la même heure créait une source de conflit », mais que « l'équipage du Coronado, méconnaissant sa position exacte, a entrepris pour se retarder un virage sans avoir pu obtenir l'accord du contrôle, ce qui amenait à croiser l'itinéraire voisin ».

Le rapport observe, en conclusion, que « dans sa phase ultime de vol le défaut de contact-radio entre l'avion et le contrôle a empêché que la collision fut évitée ».

Cet accident s'est produit, on s'en souvient, alors que le contrôle de la circulation aérienne était assuré par l'armée de l'air française dans le cadre du plan d'urgence, dit Clément-Marot, publié sous la forme du règlement de l'aviation civile n° 7 (RAC-7) et mis en application depuis le 27 février 1973 sur la décision du gouvernement français pour pallier des défaillances liées à la grève des services civils de la navigation aérienne.

Accident dans le métro de Londres

IL Y AURAIT UNE QUINZAINE DE MORTS

Londres (A.F.P.). — Une rame de métro a heurté les batoirs à la station de Moorgate, dans l'est de la capitale britannique, vendredi matin 28 février, à une heure de pointe. Il y aurait une quinzaine de morts et plus de quarante blessés.

● Intoxication alimentaire à Marseille. — Trente-quatre enfants, âgés de sept à douze ans — de l'école primaire Jean-Giono, à Marseille, ont été victimes jeudi 27 février d'une intoxication alimentaire. Ils ont été transportés dans trois établissements hospitaliers marseillais.

VOUS ETES ACTIF. VIVEZ AU CALME.

A quoi bon se donner tant de mal pour vivre à l'étroit dans un Paris invivable (loyers catastrophiques, garages impossibles, pollution, bruit, écoles bondées) ? A quelques minutes de plus de votre bureau, vous pouvez habiter une grande et luxueuse maison, dans un grand jardin. Dans un domaine privé comprenant club-house, tennis, commerces, écoles. Dans un site magnifique et préservé. Réagissez vite. Demain, des maisons comme celles-là, si proches de Paris, seront aussi rares et chères que les appartements du Bois de Boulogne.



«Chêne», 230 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

DOMAINE DE MARSINVAL
78 Vernouillet.
Tél. 965.87.00 et 88.60.
à 27 km du Pont de St-Cloud par l'Autoroute A 13



«Chelsea», 120 m², 5 pièces, 2 s. de b., garage.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
77 Pontault-Combault.
Tél. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km du Bd Périphtérique.
A 12 mn à pied de la gare.

Livrables immédiatement : maisons de 161, 182, 230 m², 5, 6, 7 pièces. Facade brique. Garage double. Jardin 800 à 1800 m². Cuisine équipée (réfrig. 390 l., lave-vaisselle). 2 à 3 s. de b. Club-house, Tennis, Ecoles. Piscine chauffée. Crédits LA HENIN.

Nouveau programme 5 modèles de maisons de 90 à 150 m². 3 à 7 pièces livrées complètement terminées. Grand jardin. Garage. 1 à 3 s. de b. Club-house (un majestueux château). Tennis. Ecoles. Centre commercial. Crédits LA HENIN. Prix de 220 à 370 000 F.

VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet Construction

TISSUS D'AMEUBLEMENT NOUVEAUX ARRIVAGES.

- des U.S.A., deux belles qualités de douppions unis et des tissus imprimés.
- d'Italie, des velours «design», des Jacquards, des damas et des genres «tapiserie».
- de Belgique, des velours Dragon unis et à dessins modernes.
- d'Angleterre, des toiles, des satins et des chinés imprimés.
- de Suède, des imprimés contemporains.
- d'Allemagne, des Imitations-fourrure et des velours.

Les prix : de 18,50 F à 175 F le mètre (Dépouilles directes, tous les tissus sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS